



Université de Montréal

**L'Étude de l'expérience des Cris de Waswanipi lors des  
processus de consultation concernant l'exploitation  
forestière**

par Sara Toulouse

Département de sociologie  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales  
en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M. Sc.)  
en sociologie

Août 2019

© Sara Toulouse, 2019

Université de Montréal  
Département de sociologie, Faculté des arts et des sciences

*Ce mémoire intitulé*  
**L'étude de l'expérience des Cris de Waswanipi lors des processus de consultation  
concernant l'exploitation forestière**

*Présenté par*  
**Sara Toulouse**

*A été évalué par un jury composé des personnes suivantes*

**Pierre Hamel**  
Président-rapporteur

**Sara Teitelbaum**  
Directrice de recherche

**Stephen Wyatt**  
Membre du jury

## Résumé

Ce mémoire de maîtrise porte sur la participation locale des Cris de Waswanipi lors de consultations à propos de l'exploitation forestière de leur territoire ancestrale. Depuis la signature de l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec, communément appelée la Paix des braves en 2002, les Cris d'Eeyou Istchee ont obtenu des dispositions de consultation distincte concernant la gestion du territoire forestier. Entre autres, le régime forestier adapté assure la mise en place de Groupes de travail conjoints, où le gouvernement du Québec et les Cris négocient la planification forestière sur une base territoriale. Ce mécanisme de mise en œuvre de la Paix des Braves fait suite aux nombreuses revendications des Cris. Toutefois, plus de dix ans après la signature de l'entente, il est pertinent de se demander si les processus de consultation orchestrés par les Groupes de travail conjoints répondent aux besoins et aspirations des Cris. Cette recherche sociologique réalisée dans la communauté de Waswanipi s'efforce de mettre en lumière l'expérience des *tallymen*, intendant du territoire familial et représentant de la famille aux Groupes de travail conjoints, lors des processus de consultation. À l'aide d'une douzaine d'entretien avec des *tallymen*, ce mémoire cherche à soulever l'impact que ces derniers possèdent dans la planification territoriale ainsi que la place accordée aux savoirs traditionnels lors des rencontres de consultation.

**Mots-clés :** Cri, Waswanipi, Autochtones, foresterie, participation locale, gouvernance territoriale, cogestion, savoirs traditionnels autochtones.

## Abstract

This thesis focuses on the local participation of the Waswanipi Cree during consultation meetings concerning forestry operations on their ancestral territory. Since the signing of the the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec, commonly called Paix des Braves Agreement in 2002, the Crees of Eeyou Istchee have gained distinct consultation provisions related to forest land management. Among other things, the adapted forestry regime ensures the establishment of Joint Working Groups, where the Quebec government and the Crees negotiate territorially-based forest planning. This mechanism for implementing the Paix des Braves falls in line with the initial demands made by the Crees. Acknowledging this, it is pertinent to ask whether the consultation processes orchestrated by the Joint Working Groups meet the needs and aspirations of the Crees more than a decade after the signing of the agreement. This sociological research conducted in the community of Waswanipi strives to highlight the experience of *tallymen*, stewards of traditional family lands and family representatives in Joint Working Groups, during consultation processes. Through a dozen interviews with *tallymen*, this thesis seeks to highlight the impact *tallymen* have on territorial planning as well as the place given to traditional knowledge during consultation meetings.

**Keywords** : Cree, Waswanipi, Indigenous, forestry, local participation, territorial governance, co-management, Indigenous traditional knowledge.

# Table des matières

Résumé.....	1
Abstract .....	2
Table des matières .....	3
Liste des tableaux .....	5
Liste des figures.....	5
Liste des sigles et abréviations .....	6
Remerciements .....	7
Introduction .....	8
Chapitre 1 – Mise en contexte.....	13
1.1 Eeyou Istchee et mode de vie.....	13
1.2 Négociation et gouvernance d'Eeyou Istchee .....	16
Chapitre 2 – Cadre théorique .....	28
2.1 L'autodétermination des peuples .....	28
2.2 Savoirs traditionnels autochtones .....	32
2.2.1 Savoirs traditionnels autochtones et approches scientifiques en gestion territoriale : une conciliation complexe.....	34
2.3 Gouvernance environnementale autochtones .....	37
2.3.1 Cogestion .....	38
2.4 Justice environnementale .....	48
2.5 Conclusion.....	53
Chapitre 3 – Méthodologie.....	55
3.1 Considérations éthiques.....	55
3.2 Contexte du projet de recherche .....	58
3.3 Le terrain .....	59
3.4 L'entretien .....	61
3.5 L'analyse .....	63
Chapitre 4 – Résultats .....	67
4.1 Identité crie : l'importance du territoire pour les <i>tallymen</i> .....	67
4.1.1 Mode de vie et valorisation du <i>Cree way of life</i> .....	67

4.1.2 Transmission intergénérationnelle .....	69
4.1.3 Territoire, savoirs et repères .....	71
4.2 Préoccupation du territoire .....	73
4.2.1 Impacts des opérations forestières.....	73
4.3 Expériences vécues lors des consultations .....	79
4.3.1 Évolution depuis la Paix des braves.....	80
4.3.2 Protocole de consultation et partage d'informations.....	83
4.3.3 À la recherche d'un compromis.....	94
Chapitre 5 – Discussion .....	97
5.1 Problématique des impacts de la foresterie .....	97
5.2 Intégration des savoirs traditionnels autochtones .....	98
5.2.2 Rapports de savoirs et rapports de pouvoirs .....	100
5.3 Équité de participation .....	101
5.4 Influence stratégique sur la planification .....	104
5.5 Conclusions .....	106
Conclusion.....	108
Bibliographie.....	110
Annexe I : Formulaire de consentement .....	i

## Liste des tableaux

Tableau I. Une typologie de la participation autochtone dans la gestion environnementale (adaptation de Hill et al., 2012), dans (Teitelbaum, 2015) .....	43
Tableau II. L'analyse de la conciliation des savoirs traditionnels autochtones et des savoirs scientifiques selon le type de gouvernance (Hill et al. 2012) .....	45
Tableau III. Portrait des participants .....	61
Tableau IV. Catégories et sous-catégories correspondantes aux codes mobilisés lors de la préanalyse des entretiens.....	65

## Liste des figures

Figure 1. Territoire d'Eeyou Istchee, Waswanipi et les aires de trappes (Gouvernement du Québec et les Cris du Québec, 2002).....	15
Figure 2. Indigenous planning as a process (Matunga, 2013: 15) .....	31
Figure 3. Levels of Co-management (Berkes, 1994: 19) .....	40



## Liste des sigles et abréviations

CBJNQ : Convention de la Baie-James et du Nord québécois

CCQF : Conseil Cri-Québec sur la foresterie

ENRQC : L'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les  
Cris du Québec

FMCW : Forêt modèle crie de Waswanipi

GTC : Groupe de travail conjoint

STA : Savoir traditionnel autochtone

TLGIRT : Tables locales de gestion intégrée du territoire

## Remerciements

D'abord, un énorme merci à la communauté de Waswanipi et au *Forest Authority* de nous avoir si bien reçu avec tant de générosité et de partage. Merci aux *tallymen* qui ont accepté de se livrer avec autant d'authenticité, ce projet n'aurait pu voir le jour sans votre participation. Ce fut un réel plaisir.

Également, je tiens à remercier ma directrice, Sara Teitelbaum, de m'avoir incluse dans ce merveilleux projet. Merci pour les nombreuses relectures ainsi que les commentaires toujours justes et intelligents. Merci également pour le soutien financier.

Je tiens à remercier mes parents, Julie et André pour leur soutien inconditionnel et leur amour qui me portent depuis le tout début. Je serai éternellement reconnaissante de vos nombreux encouragements et de votre inébranlable confiance en moi qui m'ont permis de me rendre jusqu'ici. Merci. Merci. Merci. Et merci aussi du soutien financier sans lequel cette expérience à temps plein aurait été bien différente.

Un merci sincère à mes ami.e.s de la Beauce qui ont su me rappeler qu'il n'y a pas que la maîtrise et que la vie à l'extérieur du milieu universitaire continue. Merci pour les belles soirées, les bons verres de vin et les nombreux fous rires qui m'ont permis de souffler. Un merci particulier à Veronica qui n'a jamais cessé de m'encourager et de valoriser mon travail lors de mes nombreuses remises en question. Merci de ton amitié généreuse.

Un merci spécial à Cath, Chloé et Samuel, ami.e.s. qui ont partagé avec moi les joies et les désespoirs de la rédaction. Quel plaisir de rédiger en votre compagnie ! Votre finesse d'esprit, votre écoute et vos nombreux encouragements m'ont poussé à persévérer. Merci pour vos relectures et vos commentaires généreux. Merci également à tous.tes mes relecteurs.trices.

Finalement, un énorme merci à Steve qui a vécu cette aventure à mes côtés depuis le jour un. Ton intelligence, ta patience et ta douceur ont su apaiser les moments difficiles et ma crainte de ne jamais terminer ce projet. Et merci pour ton amour.

# Introduction

Traditionnellement, chez les peuples autochtones, la recherche d'équilibre avec l'environnement est souvent une priorité, puisque leur identité et leurs savoirs traditionnels sont étroitement liés à la nature et dépendent largement de la faune et de la flore. Les activités industrielles et l'exploitation des ressources entraînent une dégradation des milieux naturels et portent atteinte à ce lien précieux qui est au cœur de leur culture. L'aspiration des Nations autochtones à un meilleur équilibre entre la protection de l'environnement et le développement du territoire, ainsi que leur quête vers l'autodétermination soulèvent chez ces derniers le désir de s'affirmer et de prendre part aux décisions concernant leurs territoires ancestraux. Celles-ci sont, en effet, deux des revendications politiques principales des peuples autochtones au Canada. Pour donner suite à leurs efforts, plusieurs Nations ont d'ailleurs réussi à négocier des ententes de cogestion ainsi que des modalités de consultation avec le gouvernement qui visent à décentraliser la gouvernance environnementale et à faire participer les communautés autochtones à la prise de décision.

La participation des peuples autochtones dans la gouvernance environnementale est largement documentée par la littérature (Agrawal, 2002; Berkes, 1994; Bowie, 2013; Castro et Nielsen, 2001; Houde, 2014; Nadasdy, 1999, 2005; Tipa et Welch, 2006; Mulrenann et Scott 2005) et les auteurs s'entendent sur la pertinence et les bienfaits d'intégrer les communautés autochtones dans la gestion des enjeux environnementaux. La participation de ces dernières permet, entre autres, de renforcer leurs capacités ainsi que d'affirmer leur identité et leur autodétermination (Tipa et Welch, 2006; Mulrenann et Scott 2005). Également, elle permet d'offrir aux gestionnaires en environnement des connaissances spécifiques liées au territoire grâce aux savoirs traditionnels ainsi que d'accroître l'acceptabilité sociale des projets de développement (Berkes, 1994). Or, les défis associés à la mise en œuvre des procédés participatifs semblent persister. Pensons notamment aux aspects bureaucratiques de la participation qui ne conviennent pas nécessairement aux communautés, puisque les approches traditionnelles divergent de celles-ci. Les pratiques bureaucratiques, de par leur répartition du pouvoir hiérarchique et le peu de place accordé à la spiritualité, rendent parfois le partage de connaissances problématique entre participants autochtones et non autochtones (Nadasdy,

2005). La conciliation entre savoirs traditionnels autochtones et l'apport scientifique est également complexe. Les savoirs traditionnels autochtones représentent l'ensemble des pratiques, des croyances et des connaissances transmises de génération en génération par la voie orale (Hill et al., 2012). Ceux-ci sont généralement perçus comme étant holistiques, qualitatifs et liés à la spiritualité (Nadasdy, 1999; McGregor, 2009). Ces savoirs ne sont d'ailleurs rarement mobilisés comme point de départ dans la prise de décision ni comme une manière pour les gestionnaires et les gouvernements de revoir leur rapport à la nature (Spak, 2005). Finalement, le niveau d'implication des peuples autochtones est aussi une problématique. Le partage d'autorité et de responsabilités entre les communautés, le gouvernement et les autres acteurs ne cadre pas toujours aux attentes des peuples autochtones. Ce différend crée de la frustration chez les communautés, puisqu'elles ne sont pas en mesure d'obtenir le contrôle ni le niveau d'influence attendu dans la gestion territoriale (Rodon, 2003).

Ces obstacles à la participation créent un désenchantement chez les peuples autochtones, également documenté dans la littérature, puisque les procédés participatifs ne répondent pas entièrement aux aspirations des communautés autochtones.

Ce mémoire, qui cherche à documenter les pratiques et les expériences quotidiennes des peuples autochtones dans les ententes de cogestion, s'inscrit dans une perspective microsociologique. Ce cadre d'analyse est utilisé par plusieurs auteurs (Nadasdy, 1999, 2005; McGregor, 2009; Houde, 2014) qui cherchent également à rendre compte de l'enjeu de la participation des peuples autochtones dans la gouvernance environnementale. Dans ce travail, nous abordons spécifiquement les questions de rapports de pouvoir qui s'installent lors de consultations locales, en plus de nous intéresser à l'intégration des savoirs traditionnels autochtones dans la planification territoriale. Cette recherche fait écho aux travaux effectués par Nadasdy (1999; 2005) un chercheur de la tradition empirique dont les travaux concernent la participation des Nations autochtones dans la cogestion et principalement, la conciliation des savoirs autochtones et occidentaux dans le nord du Canada. Le chercheur adopte une perspective critique en questionnant les pratiques d'intégration des savoirs traditionnels autochtones et les bienfaits de la cogestion émis dans la littérature. Nadasdy affirme que, selon la littérature, d'une part, l'intégration des savoirs traditionnels permet d'agrandir les connaissances en matière d'environnement, et d'autre part, l'inclusion des peuples autochtones dans la cogestion permet

un renforcement des capacités de la communauté. Or, comme l’auteur le mentionne : « without denying the sincerity of those who hope for improved management and the empowerment of First Nation people through co-management, we must acknowledge that the complex process of co-management may have a number of other unforeseen – and unintended – consequences » (Nadasdy, 2005: 216).

Nous intéressant d’abord aux savoirs traditionnels autochtones et à leur conciliation avec la science, ce sont principalement les travaux de Nadasdy (1999; 2005), Agrawal (2002), McGregor (2009), Houde (2014) qui ont retenu notre intérêt. Ces travaux nous ont d’ailleurs amené à pousser la recherche plus loin en documentant les *other unforeseen – and unintended – consequences* liées à la cogestion. Effectivement, la participation des communautés autochtones dans la gestion environnementale peut avoir des conséquences inattendues qui marginalisent davantage les communautés. Les rapports de pouvoirs inégaux entretenus entre les gouvernements et les peuples autochtones ainsi que la présence de ces derniers à la table de planification peuvent donner l’impression que les communautés sont en accord avec les projets de développement, sans pour autant qu’on leur ait laissé l’espace de s’exprimer ou de manifester leur désaccord. La perception que les communautés consultées offrent leur soutien à des projets de développement vient favoriser une élite qui est déjà privilégiée en renforçant son pouvoir d’action (Castro et Nielsen, 2001; Chiasson, Boucher et Martin, 2005; Nadasdy, 2005). Dans le but d’explorer ces thématiques et de surcroît contribuer à l’essor des recherches empiriques sur la cogestion, nous avons réalisé une étude de cas concernant la participation des Cris de Waswanipi.

La Nation crie est considérablement mobilisée et engagée dans la gestion territoriale tant au niveau politique que local. Ayant fortement subi les impacts de la foresterie, les Cris se sont mobilisés afin d’accentuer leur contrôle du territoire ancestral et d’accroître leur niveau d’autodétermination. La Paix des braves, entente signée en 2002 entre le gouvernement du Québec et la Nation crie, confère un régime forestier adapté sur le territoire des cinq communautés affectées par la foresterie. Cette négociation a, entre autres, permis l’instauration de structures participatives locales appelées Groupes de travail conjoints. Ces processus de consultation ont comme mandat de permettre aux *tallymen*, intendants du territoire familial et représentants de la famille, de participer à la planification territoriale lors de rencontres avec un

représentant du ministère de la Faune, des Forêts et des Parcs. Ces procédés participatifs, uniques au Québec, sont institutionnalisés depuis plus de dix ans. Ainsi, les Cris participant aux groupes de travail conjoint ont une grande expérience des processus de consultation, faisant de Waswanipi un terrain de choix, que nous avons également sélectionné en raison d'un contact préétabli avec cette communauté. La mise en œuvre de tels procédés participatifs soulève néanmoins plusieurs questions. Quels sont les impacts que peuvent avoir les *tallymen* sur la gestion et la planification territoriale dans un milieu où des structures institutionnelles ont été négociées entre les parties? Est-ce que les processus de consultation cadrent avec les aspirations de la communauté? Est-ce que les savoirs traditionnels cris sont mobilisés à la hauteur des attentes des *tallymen*? Est-ce que ces derniers font état d'une évolution dans les processus de consultation depuis la signature de la Paix des braves?

L'objectif principal de ce travail de recherche est de dégager l'expérience des Cris de Waswanipi lors des processus de consultation concernant la planification forestière afin de répondre aux deux questions suivantes :

Quelle est la perspective des *tallymen* concernant l'intégration des savoirs traditionnels autochtones dans la planification forestière?

Comment sont partagés l'autorité et le pouvoir lors des processus de consultation concernant l'aménagement territorial?

Afin de répondre à ces questions, ce mémoire se concentre sur le niveau local de la participation et vise à dépeindre une réalité particulière, soit celle des Cris participant aux Groupes de travail conjoints. Pour ce faire, ce sont l'entrevue et l'analyse de discours qui composent la méthode utilisée puisqu'elles permettent de rendre compte du sens que les acteurs donnent à leur réalité (Campenhoudt et Quivy, 2011). C'est donc à travers les entrevues menées auprès des Cris qu'il a été possible de soulever la perception de ces derniers quant à l'intégration de leurs savoirs traditionnels ainsi que de mettre en lumière les rapports de pouvoirs qui y sont en jeu.

Ce mémoire est en cinq parties distinctes : la mise en contexte, le cadre théorique, la méthodologie, les résultats et la discussion.

Au premier chapitre, la mise en contexte a comme objectif, d'abord, de situer le lecteur et de l'éclairer sur le contexte socio-environnemental des Cris. L'on y présente un bref portrait du territoire ancestral et du mode de vie traditionnel. Ensuite, on y présente les luttes et les négociations menées par les Cris afin de rehausser leur niveau de pouvoir dans la gouvernance environnementale de leur territoire ancestral. Dans cette section on y verra les impacts de la foresterie sur le territoire et sur la culture crie, ainsi que les accords qui leur ont permis de gagner une plus grande autonomie politique. L'accent est également mis sur l'implantation des processus locaux de participations.

Au second chapitre, soit le cadre théorique, l'on vise à introduire les concepts pertinents qui serviront de cadre d'analyse lors de la discussion. Premièrement, une section sur l'autodétermination fait état des objectifs liés à ce concept et présente différentes façons d'aborder l'autodétermination par et pour les peuples autochtones. Deuxièmement, l'on y présente la littérature traitant des savoirs traditionnels autochtones et de la conciliation entre ces derniers et les approches scientifiques dans la gestion territoriale et troisièmement, l'on aborde les aspects d'une gouvernance environnementale autochtone et les implications de la cogestion.

Au troisième chapitre, où l'on présente la démarche méthodologique, l'on adresse notamment les considérations éthiques liées au travail de recherche en communauté autochtone. L'on y trouve également la façon dont nous avons procédé lors des entrevues, un portrait des participants ainsi que les méthodes d'analyse retenues dans le cadre de ce mémoire.

Le quatrième chapitre se consacre à la présentation des résultats. Des extraits tirés des entretiens avec les participants de l'étude sont présentés et expliqués afin d'illustrer leur expérience lors des processus de consultation. Dans un premier temps, l'on dépeint l'importance du territoire qui selon les participants se trouve au cœur de l'identité crie. Dans un deuxième temps, l'on fait état des préoccupations des Cris rencontrés, principalement celles liées au territoire et aux impacts de la foresterie. Dans un dernier temps, l'on fait état des expériences vécues par les Cris lors des processus de consultation.

Au cinquième et dernier chapitre, lors de la discussion, l'on revisite les résultats à l'aide des concepts abordés dans le cadre théorique. Les constats évoqués dans la littérature sont également explorés à la lueur de l'expérience des Cris rencontrés dans le cadre de ce mémoire.

# **Chapitre 1 – Mise en contexte**

Eeyou Ischtee, qui signifie terre du peuple, est le territoire ancestral des Cris du Québec. Il est situé dans ce qui est appelé aujourd'hui la région administrative du Nord-du-Québec, éloigné par plus de 800 kilomètres de Montréal. Ce territoire riche en ressources naturelles a fait l'objet de plusieurs ententes et traités signés entre les gouvernements cri, canadien et québécois. Toutefois, la gouvernance d'Eeyou Istchee reste un enjeu controversé et en constante négociation entre Québec et la Nation crie.

À travers le chapitre suivant, nous visons à placer le contexte sociopolitique et culturel dans lequel s'inscrit ce mémoire. Pour ce faire, nous présenterons d'abord le mode de vie cri contemporain d'après des articles scientifiques et des sources issues d'organisations crie. Par la suite, nous brosserons un bref portrait des luttes et négociations entre les Cris et le gouvernement du Québec afin de comprendre la gouvernance contemporaine du territoire d'Eeyou Istchee ainsi que la répartition légale des rôles et responsabilités.

## **1.1 Eeyou Istchee et mode de vie**

Eeyou Istchee est composé de 11 communautés crie et s'étend sur plus de 400 000 kilomètres carrés sur la rive est de la Baie-James, au sud-est de la baie d'Hudson et au nord de l'Abitibi-Témiscamingue (GCC, 2018).

Historiquement, l'identité et la spiritualité crie sont intimement liées au territoire et à la pratique de la chasse. Élevé en petites communautés composées de cellules familiales de plusieurs parents, l'enfant est tranquillement initié à la gestion du territoire, aux pratiques de chasse appropriées et à la spiritualité à travers les animaux par l'observation et l'écoute de récits (Preston, 2011). Puis, à l'âge adulte, l'homme priorise le développement de ses habiletés à travers l'expérience solitaire de la chasse et par les aînés qui transmettent leurs savoirs oralement. Il apprend à développer un lien de réciprocité avec la nature et les animaux qu'il chasse. Quant à la femme, elle s'occupe, entre autres, du foyer, des enfants, et apprête la nourriture chasser par elle-même ou par son mari. Elle a également le rôle essentiel de maintenir la cohésion sociale du groupe (Preston, 2011).



La gouvernance du territoire était opérée selon le système *indoh-hoh Istchee*. Le *indoh-hoh* représente les territoires familiaux gouvernés par le *Eeyou indoh-hoh oujemaaou* (Awashish, 2018). Ce dernier assure une juste gestion du territoire, tant au niveau des ressources naturelles que du climat social et familial, tout en assurant une bonne transmission des savoirs. Les limites des territoires familiaux sont souples et généralement déterminées par un système de bassins versants ainsi que les caractéristiques du terrain. En temps de famine les frontières tombent et les familles ayant plus de succès partagent leur récolte avec les familles en quête de nourriture (Preston, 2011). Le *Eeyou indoh-hoh Oujemaaou* et les chasseurs gouvernent le territoire familial selon la loi Eeyou qui est portée par un ensemble de valeurs, de coutumes, d'états d'esprit et de connaissances (Awashish, 2018). Ce système foncier datant d'avant la colonisation se voit renforcé lors du commerce des fourrures dès les années 1700. Les territoires familiaux sont officialisés et leurs frontières se voient plus rigides (Morantz, 2011).

De nos jours, la gestion du territoire d'Eeyou Istchee repose sur un système d'aires de trappe (*traplines* en anglais). Ces aires de trappe correspondent aux territoires familiaux, occupés par les familles élargies. Ces territoires à superficie variable ont une dimension de 300 à 700 kilomètres carrés et possèdent tous des caractéristiques intrinsèques uniques (géographie, ressources, etc.) (Chism, 2010). Le *tallyman*, nom anglais qui désigne le *Eeyou indoh-hoh Oujemaaou*, est un membre de la famille désigné par celle-ci afin d'occuper le rôle d'intendant du territoire familial. Il s'occupe de la gestion de l'aire de trappe en assurant le renouvellement des ressources, particulièrement celles nécessaires aux activités traditionnelles. Les *tallymen* ont le devoir de régler les conflits territoriaux et de gérer les accès au territoire. Selon Awashish le terme *tallyman*, ou maître de trappe en français est fallacieux, « [...] puisque l'Eeyou Indoh-hoh Oujemaaou ne maîtrise pas les animaux, mais contrôle leurs territoires de chasses respectifs » (Awashish, 2018 : 6-7). En effet, ils représentent l'autorité : « based on their great field experience, environmental knowledge, and family ties, tallymen are recognized in Cree society as the stewards of the land » (Jacqmain et al., 2012: 633). La colonisation a, entre autres, apporté de nouveaux termes pour désigner le *Eeyou indoh-hoh Oujemaaou* et son territoire, ainsi que des frontières plus strictes et définies encadrant les territoires familiaux. Toutefois, le système de gouvernance traditionnel ainsi que l'apport du *Eeyou indoh-hoh Oujemaaou* sont

imbriqués dans les lois, traités et ententes et ont une influence dans la gestion du territoire contemporain d'Eeyou Istchee.

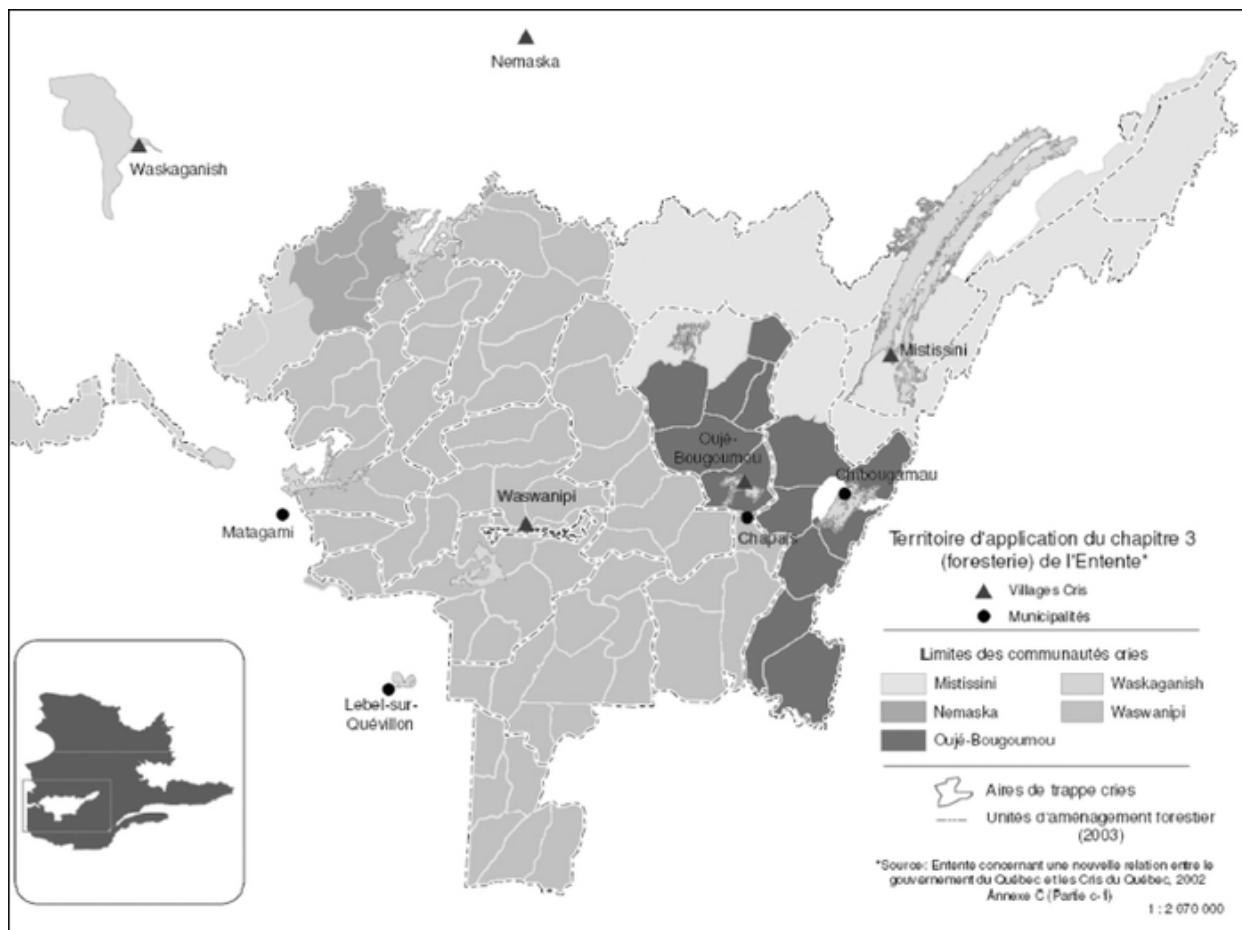


Figure 1. Territoire d'Eeyou Istchee, Waswanipi et les aires de trappes (Gouvernement du Québec et les Cris du Québec, 2002)

Fondée en 1975, Waswanipi est la communauté la plus au sud d'Eeyou Istchee. Elle compte environ 2150 habitants (GCC, 2018) et possède un territoire traditionnel d'une superficie de 35 000 kilomètres carrés (Jacqmain et al., 2012). Positionnée à l'intérieur des terres, Waswanipi fait partie des cinq communautés crées à subir les impacts de la foresterie, puisque les autres se trouvent au nord de la limite autorisée de coupe commerciale (Jacqmain et al., 2012).

Bien qu'une minorité des habitants de la communauté occupe le territoire à l'année, les activités traditionnelles restent importantes au cœur de la communauté pour la transmission des

connaissances aux nouvelles générations. La majorité des Cris profitent des vacances saisonnières, le *moose break* à l'automne et le *goose break* au printemps, pour s'adonner à des activités traditionnelles sur le territoire en famille puisque les écoles et la plupart des organisations sont fermées.

D'après le site internet de la communauté de Waswanipi, le mode de vie historique et traditionnel, encore pratiqué par une minorité de chasseurs, est régulé selon les six saisons crie qui dictent leurs activités quotidiennes, toutefois celui-ci a connu quelques changements au fil du temps en s'adaptant au mode de vie contemporain. D'abord, *siikum*, qui correspond à la période de dégel des mois de mars et d'avril. Lors de cette période, la neige durcie facilite les déplacements et les Cris se dirigent vers leur camp printanier afin de se préparer à la chasse à l'oie. Ensuite arrivent les mois printaniers de mai et juin, *miyuskamin*, pendant lesquels le *goose break* permet aux enfants à l'école de prendre part aux activités traditionnelles. La chasse s'intensifie à la fin mai avec l'arrivée des oiseaux migrateurs. Puis vient l'été, *niipin*, où l'on pratique la pêche et la cueillette de bleuets durant les mois de juillet et août. Durant septembre et octobre, *waastepikun*, c'est le *moose break*, donc les familles se dispersent sur les aires de trappes afin de se rendre à leur camp d'automne pour une chasse intensive de l'orignal, de l'ours et du petit gibier. Par la suite, c'est la période de gel, *tikwaatin*, durant les mois de novembre et décembre. Lors de cette saison, les déplacements sont limités puisque l'eau est gelée alors que la glace est mince. Les chasseurs se préparent à l'hiver, entre autres en rassemblant du bois de chauffage et en construisant leur camp d'hiver. Finalement arrive *pipun*, durant les mois de janvier et de février, où les pièges sont posés en plus grande quantité afin d'attraper castors, loutres, martres et visons pour la qualité de leur fourrure durant l'hiver (Cree first Nation of Waswanipi, sans date).

## 1.2 Négociation et gouvernance d'Eeyou Istchee

Le gouvernement du Québec impose des structures de gouvernances environnementales depuis l'époque coloniale aux peuples autochtones. Néanmoins, c'est seulement depuis le demi-siècle dernier qu'un vrai rapport de force émerge entre les Cris et le gouvernement de Québec. Cette dernière période a été très mouvementée en termes de négociations et de luttes concernant la gouvernance du territoire d'Eeyou Istchee.

À la fin des années 60 et au début des années 70, les représentants industriels s'intéressent au territoire ancestral des Cris à des fins d'exploitation minière et forestière, alors que le gouvernement du Québec y voit un grand potentiel énergétique à travers le développement de barrages hydro-électriques. Afin de bâtir ce que l'on appelait à l'époque « le projet hydro-électrique du siècle », la rivière La Grande est obstruée, une douzaine de cours d'eau sont détournés et le lac Mistassini devient utilisé comme réservoir. Ces activités mènent à l'inondation d'une grande superficie d'Eeyou Istchee et à la relocalisation de plusieurs territoires familiaux cris (Coon Come, 2004). Le projet entraîne des impacts environnementaux importants : le débordement des eaux noie près de 10 000 caribous suivant leur chemin de migration naturel, le poisson se retrouve contaminé de mercure dû à la décomposition de la végétation et de nombreux castors gèlent pendant l'hiver, n'étant pas en mesure de construire un habitat suivant la montée et la baisse drastique des eaux (Coon Come, 2004). Vivant en lien étroit avec le territoire, de telles métamorphoses de l'environnement portent atteinte aux valeurs et à la culture cries (Coon Come, 2004). L'altération du territoire nuit à la poursuite des activités traditionnelles puisque sans la forêt et les cours d'eau naturels, il devient ardu pour les Cris de se fier aux balises apprises de leurs ancêtres et de se repérer sur le territoire. Les savoirs traditionnels environnementaux et leur transmission relèvent d'un accès au territoire et aux ressources, sans quoi il est difficile de poursuivre le *Cree way of life*.

Voyant leur mode de vie en péril, les Cris procèdent à de nombreux moyens de pression dans le but de mettre fin aux projets de développement hydro-électrique et de limiter leurs impacts. En 1972, les Cris entreprennent des poursuites contre le gouvernement du Québec et après six mois de témoignages, ils gagnent une injonction forçant le gouvernement du Québec à arrêter les travaux, puisque ceux-ci violent les droits de propriété et causent des dommages à l'environnement où les Cris ont des droits (Gagné, 1973). Le jugement est infirmé par la Cour d'appel du Québec, comme le mentionne Coon Come : «Three judges of the Québec of Appeals disposed of our right in less than six hours of deliberations : first suspending the ruling recognizing some rights, and then later ruling that we were squatters in our own land » (Coon Come, 2004 : 156).

Voyant que le projet serait probablement terminé avant que leur cause ne soit entendue en Cour Suprême, les Cris entament des négociations avec le gouvernement du Québec. Afin

d'assurer la représentation des Cris et de leurs droits, ils fondent le Grand Conseil des Cris (GCC) en 1974 et quelques années plus tard, en 1978, naît le Gouvernement de la Nation Crie. Ces deux instances ont des rôles différents, mais sont administrées par le même conseil. Ensemble, ils veillent à « défendre [les] droits de la personne, y compris les droits issus de traités, et [à] promouvoir [leurs] intérêts économiques, tout en cherchant à renforcer [leurs] liens culturels et politiques avec le Québec, le Canada, et d'autres Premières Nation et à maintenir [leurs] relation internationales » (Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)/Cree Nation Government, 2018). C'est d'ailleurs le Grand Conseil des Cris qui a négocié les principes de la Convention de la Baie-James et de Nord Québécois (CBJNQ), qui fût signée le 11 novembre 1975.

La CBJNQ concerne le territoire défini par le bassin versant de la Baie-James, ce qui correspond à près du deux tiers du territoire québécois (Le Blanc, 2009). La signature de ce que l'on qualifie de « premier traité des temps modernes, a vu les Cris renoncer à leurs droits ancestraux moyennant l'acquisition de nouveaux pouvoirs en matière, entre autres, de santé, d'éducation, de police, de justice et de protection et évaluation de l'environnement » (Teitelbaum, 2015 : 306).

La Convention de la Baie-James et du Nord québécois a, entre autres, apporté la définition de trois types de terre : les terres de catégories I, II et III, afin de prendre en compte les activités traditionnelles (Secrétariat aux affaires autochtones, 1998). Encore aujourd'hui, ces catégories de terres sont en vigueur et régissent les activités du territoire. Les terres de catégories I sont des terres réservées exclusivement aux Cris, cela signifie que ceux-ci ont l'autodétermination complète de la gestion de ces terres (Secrétariat aux affaires autochtones, 1998). Par ailleurs, le gouvernement se garde un droit d'exploitation de ce territoire, sous l'obligation de remplacer les terres dont l'usage causerait un préjudice aux Cris. Les terres de catégorie I sont localisées autour des communautés et représentent une superficie de 3473 km<sup>2</sup> (Secrétariat aux affaires autochtones, 1998). Les terres de catégorie II sont des « [...] terres sur lesquelles les autochtones [ont] des droits exclusifs de chasse, de pêche et de trappage, sans toutefois y avoir un droit spécial d'occupation » (Secrétariat aux affaires autochtones, 1998 : xvii). Finalement, les terres de catégories III représentent des terres où les autochtones n'ont pas de droits exclusifs sur le territoire, bien qu'ils puissent y vivre leurs activités traditionnelles de

chasse, pêche et trappage toute l'année. En revanche, certaines espèces animales y sont exclusives à leur usage (Secrétariat aux affaires autochtones, 1998).

Lors de la signature, les Cris et Québec croient aux bonnes intentions derrière le traité et se montrent satisfaits de l'entente. D'une part, « pour les Cris, cet accord contient à l'époque assez de garanties pour assurer la poursuite de leurs activités de chasse, pêche et trappage ainsi que la protection de l'environnement et des ressources fauniques » (Lathoud, 2005 :157). D'autre part, la convention permet à Québec « d'asseoir sa juridiction sur le territoire et de l'ouvrir au développement économique » (Lathoud, 2005 : 157). Bien que ce traité soit qualifié d'historique et qu'il ait permis aux Cris de se créer une forte identité politique, l'interprétation de celui-ci ainsi que sa mise en œuvre ont créé beaucoup de discorde, particulièrement en ce qui a trait à la forêt, puisque « les modalités de la CBJNQ s'avèrent incapables d'assurer la conciliation des activités forestières avec celles des communautés autochtones » (Teitelbaum, 2015 : 307).

Cette consolidation juridique ouvrant le chemin au développement économique du territoire d'Eeyou Istchee se fait rapidement sentir lorsque l'on constate la diminution de la matière ligneuse au sud de la province. Le gouvernement du Québec met alors en place des mesures afin de faciliter l'exploitation du bois au Nord (Lathoud, 2005; Salée et Lévesques, 2010). Les années suivant la signature de la Convention, c'est une superficie de 125 kilomètres carrés qui est coupée annuellement. Puis, à la fin des années 80, la superficie coupée atteint 400 kilomètres carrés, pour se rendre à 500 kilomètres carrés par année en l'an 2000. Cette montée vers le nord de l'industrie forestière a un impact considérable sur les territoires de chasse des Cris. Plusieurs aires de trappes sont déboisées à 40%, voire à 80% en 1993, alors qu'en 1997 c'est 10% du territoire total d'Eeyou Istchee qui est rasé à blanc (Lathoud, 2005; Salée et Lévesques, 2010). De plus, les nombreuses routes bâties par l'industrie forestière donnant l'accès au territoire pour les amateurs de chasse et pêche a aussi des conséquences sur l'environnement occasionnées par la surchasse et la surpêche (Lathoud, 2005; Salée et Lévesques, 2010).

Cette énorme pression sur le territoire a engendré des changements drastiques de l'écosystème. La destruction de l'habitat des animaux, la dégradation des sols ainsi que la perte

de végétation ont obligé les Cris à réviser leurs activités sur le territoire. Lathoud (2005) décrit quelques-uns des impacts sur le mode de vie cri :

la circulation des canots est, par exemple, compromise par l'établissement de ponceaux et les camps sont désormais établis à proximité des routes alors que c'était la disponibilité des ressources faunique qui influençait auparavant leur emplacement. La durée et la fréquence des séjours varient aussi. Parallèlement, on assiste à l'évolution des pratiques sociales : la diminution des ressources entraîne celle des invitations à chasser ou à partager le gibier alors que l'amélioration du système de transport facilite désormais les relations entre les chasseurs et les membres plus sédentaires de leur famille. Les pratiques de chasse se modifient, comme en témoigne l'apparition du « *corridor hunting*<sup>1</sup> », ou sont compromises par le vandalisme et la rareté de la ressource. La gestion se complexifie et les structures d'autorité traditionnelles s'affaiblissent, le contrôle des territoires échappant aux maîtres de chasses. Cette synergie de facteurs influence, à son tour, les intérêts et les valeurs que les Cris associent au territoire » (Lathoud, 2005 : 159-160).

Sans négliger que certains savoirs traditionnels rendus obsolètes sont perdus vu les transformations apportées au territoire (Salée et Lévesques, 2010).

Les impacts de la foresterie sont faibles au moment où les Cris signent la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois. Il n'est donc pas prévisible qu'un tel avènement de la foresterie survienne, laissant ainsi peu de leviers à la disposition des Cris afin d'assurer la protection de leur territoire. En effet, le rapport colonial alors entretenu entre le gouvernement et les Cris, l'interprétation de certaines dispositions de la CBJNQ et le peu de pouvoir accordé aux comités mixtes, laisse peu de contrôle aux Cris concernant l'exploitation forestière de leur territoire (Lathoud, 2005). Également, en 1986, la Loi sur les forêts vient alourdir l'enjeu de la participation des Cris à la gouvernance des forêts. Certains aspects de la nouvelle Loi ne sont pas encadrés par la CBJNQ et viennent créer un rapport de force défavorable aux Cris face à l'industrie (Lathoud, 2005; Salée et Lévesques, 2010). Selon celle-ci, les Cris sont considérés au même titre que les autres acteurs de la forêt, et « disposent de 45 jours pour consulter et commenter les plans, ce qui est largement insuffisant pour apporter une contribution significative » (Lathoud, 2005 : 165). L'industrie opère des négociations à la carte avec les maîtres de trappes afin de leur offrir une compensation financière pour les activités sur leur

---

<sup>1</sup> « Les salariés cris, qui vivent sur une base permanente dans les villages, qui disposent de peu de temps et qu'on appelle parfois '*week-end hunters*', chassent et pêchent dans les zones accessibles en camionnette, près des routes, soit le '*corridor hunting*' » (Lathoud, 2005: 160)

territoire. Ce fonctionnement permet aux industries forestières de décider les paramètres de négociation et d'éviter un processus de consultation en profondeur (Salée et Lévesque, 2010).

Ce qui est d'autant plus frustrant pour les Cris est le non-respect de l'industrie quant au nombre d'emplois promis, bien que le traité garantisse d'employer les Cris en priorité (Coon Come, 2004). En effet, dans les années 1990, « moins de 120 Cris (1% de la population) sont employés dans le secteur de la production forestière alors que quelque 14 000 personnes travaillent sur leur territoire traditionnel » (Lathoud, 2005 : 165).

En 1997, dans un but d'autodétermination et de gagner une certaine autonomie sur le territoire, la communauté de Waswanipi participe au projet de forêts modèles canadiennes en développant la forêt modèle crie de Waswanipi (FMCW). Les forêts modèles sont des organismes à but non lucratif qui rassemblent plusieurs partenaires dans le but de créer et de développer un mode d'exploitation soutenable des forêts. La FMCW est caractérisée par trois éléments principaux :

1. the meaningful participation of the community in the land management process through the sharing and adoption of Cree environmental knowledge, information and perspectives;
2. the adoption of sustainable forest management principles and practices on the territory of the Waswanipi Cree; and 3. the design and implementation of good communication mechanisms and programs to transfer technology and knowledge (...) among other First Nations and at the local, national and international levels (Salée et Lévesque, 2010 : 118)

La FMCW permet aux Cris de se développer une expertise en matière de consultation. Celle-ci amorce l'essor de projets, tant d'ordre économique et qu'écosystémique, que ce soit de « la détermination des impacts économiques de la coupe en mosaïque à l'étude du délai de restauration après coupe de l'habitat du lièvre d'Amérique » (Robert, 2005), mais prend également en compte les aspects socioculturels associés à la forêt. La FMWC donne l'occasion de mieux comprendre les valeurs et les besoins des Cris ainsi que leur participation dans les pratiques forestières, de la planification territoriale à l'exploitation de la matière ligneuse. La chasse et l'apport du territoire étant étroitement liée à l'identité crie, la FMCW donne lieu à une meilleure prise en compte du mode de vie cri.

Cependant, le climat de tensions entre les Cris et le gouvernement du Québec nuisent à l'épanouissement de la FMCW et mettent un terme au projet. Salée et Lévesques (2010)



soulèvent que la FMCW a tout de même été un projet bénéfique pour la communauté en matière de gouvernance du territoire, de participation et de développement économique.

Les nombreuses insatisfactions liées à la gouvernance du territoire traditionnel mènent les Cris dans une nouvelle phase de luttes et de négociations politiques. En 1998, le Grand Conseil des Cris, de concert avec des maîtres de trappes et des chefs de bande, intente une poursuite contre le gouvernement du Québec et 27 compagnies forestières qui ont récolté du bois sur le territoire d'Eeyou Istchee depuis la signature de la CBJNQ. Les Cris clament que les ententes du traité n'ont pas été respectées et que les coupes forestière de l'industrie nuisent à leurs activités traditionnelles (Salée et Lévesque, 2010). En conséquence, les Cris revendiquent plusieurs millions de dollars aux gouvernements fédéral et provincial, ainsi qu'aux industriels. Ils demandent aussi que le gouvernement assure l'harmonisation entre l'industrie forestière et le mode de vie traditionnel. Mais principalement, les Cris réclament que leurs droits ancestraux et ceux contenus dans la CBJNQ soient pleinement reconnus, et que toutes les opérations forestières soient approuvées socialement et environnementalement (Salée et Lévesque, 2010).

Finalement, en décembre 1999, le juge Croteau rend le verdict que les droits des Cris ont été violés et ordonne que l'exploitation forestière cesse tant qu'une nouvelle loi ne sera pas conforme aux principes de la CBJNQ. Rapidement, le jugement est infirmé par le gouvernement du Québec en cour d'appel (Salée et Lévesque, 2010).

Bien que les Cris n'aient pas obtenu gain de cause, ils attirent l'attention du gouvernement menant à une rencontre entre le Grand Conseil des Cris, le premier ministre, le ministre des ressources naturelles et le ministre aux affaires autochtones. À la suite de cette rencontre, le gouvernement refuse l'offre des Cris de créer une structure organisationnelle à deux parties, où les Cris et les membres gouvernementaux seraient représentés également, et qui assurerait l'application de la foresterie selon les normes de la CBJNQ. En contrepartie, Québec offre entre autres aux Cris d'assurer une meilleure harmonisation entre l'exploitation forestière et les activités traditionnelles, et d'assurer une meilleure application des conditions forestière de la CBJNQ, ce que les Cris déclinent (Salée et Lévesque, 2010). Essuyant le refus de se faire entendre en cour suprême du Canada, les Cris se tournent vers l'opinion publique et celle des partenaires commerciaux de l'industrie forestière afin de nuire à la réputation du gouvernement, dans le but que ce dernier soit plus attentif à leurs demandes. Soumis à la pression médiatique,

le gouvernement cède et accepte de négocier avec les Cris l'Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec (ENRQC). Celle-ci est signée le 7 février 2002 (Lathoud, 2005; Salée et Lévesque, 2010).

Communément appelée « Paix des braves », c'est le chapitre trois de l'Entente qui nous intéresse, puisqu'il concerne la foresterie. Le régime forestier adapté cherche à prendre en compte le mode de vie traditionnel autochtone, de sorte que les activités de chasse, pêche et piégeage se retrouvent harmonisées avec l'exploitation forestière. Pour ce faire,

Des mesures telles que des unités d'aménagement forestier formées de terrains de piégeage, l'identification et la protection des sites d'intérêts pour les Cris, le maintien d'un couvert forestier sur chaque terrain de piégeage, la protection des forêts adjacentes aux cours d'eau et aux lacs, le développement du réseau d'accès routier en concertation avec les maîtres de trappe, des directives sur la protection et la mise en valeur des habitats fauniques, une stratégie sur les peuplements mélangés ainsi que l'attribution de 350 000 m<sup>3</sup> sous forme de Contrat d'aménagement forestier (CAF), figurent au nombre des modalités spécifiques à cette partie de l'Entente (Secrétariat du Conseil Cri-Québec sur la foresterie, 2008: 64).

En effet, comme nous pouvons le voir aux paragraphes 3.9 et 3.10 de l'ENRQC, le régime forestier adapté permet aux Cris de désigner des « sites d'intérêts » (sentier de portage, lieux sacrés, cueillette de petits fruits ou campements) représentant 1% du territoire où la récolte est interdite. Il s'ajoute à cela les « territoires d'intérêts fauniques » (habitat d'originaux, de castors ou tanière d'ours) égalant 25% du territoire où seulement la foresterie en coupe mosaïque est permise (Québec et Cris, 2002).

Afin d'assurer l'implantation de la Paix des braves ainsi que la mise en œuvre de processus de consultation adaptés, deux mécanismes sont établis. D'une part, dans l'intention d'assurer un suivi de l'application de la Paix des braves, on instaure le Conseil Cri-Québec sur la foresterie (CCQF).

Le CCQF, créé le 15 septembre 2003, est formé de onze collaborateurs, dont cinq nommés par le gouvernement de la Nation crie et cinq nommés par le gouvernement du Québec, en plus du président recommandé par le ministère des Forêts, de la Faune et de Parcs et approuvée par le gouvernement de la Nation crie (Conseil Cris-Québec sur la foresterie, 2015). Le Conseil se rencontre six fois par année et a le mandat de faire le suivi de la mise en œuvre de l'Entente. Pour ce faire, le CCQF participe à l'élaboration des plans d'aménagement en

assurant que le mode de vie traditionnel des Cris est considéré et que les pratiques se conforment à l'essence de l'Entente (Conseil Cris-Québec sur la foresterie, 2015). Le Conseil a le rôle de souligner au ministre ses préoccupations ainsi que les lignes directrices concernant les plans d'aménagement (Conseil Cris-Québec sur la foresterie, 2015).

D'autre part, on introduit les Groupes de travail conjoints (GTC), qui représentent le degré local et communautaire des processus de consultation. C'est d'ailleurs l'expérience des *tallymen* lors de ces rencontres qui est analysée dans ce travail de recherche. Les Groupes de travail conjoints ont pour mandat d'assurer la participation des *tallymen* en accordant à ceux-ci l'opportunité d'échanger de l'information avec le gouvernement sur la planification forestière. Ce sont également lors de ces rencontres que sont négociées les mesures d'harmonisation. Ces dernières visent à concilier les pratiques traditionnelles crie et celles de l'industrie forestière. Comme le synthétise Teitelbaum :

l'harmonisation est un mécanisme qui vise à atténuer l'impact négatif des activités forestières sur les usages autochtones à l'échelle individuelle et locale, par l'entremise de petites modifications apportées au plan (par exemple, corridors de protection élargis le long des sentiers et des cours d'eau). Il revient au détenteur de la tenure forestière de se prononcer sur la validité de la demande, même si, en cas de divergences d'opinions, le gouvernement doit être mis au courant de la situation par l'entremise du rapport de consultation (Teitelbaum, 2015 : 310).

Également, les Groupes de travail conjoints ont pour but de solutionner les conflits d'usages, de mener le suivi des plans auprès des *tallymen* et de l'industrie ainsi que de partager l'information avec toutes les parties (Secrétariat du Conseil Cri-Québec sur la foresterie, 2008).

Les Groupes de travail conjoints sont formés de quatre ou six membres, dont la moitié sont des Cris nommés par la communauté, et l'autre moitié sont des représentants du ministère des Ressources naturelles et des Parcs. Les GTC prennent place dans les communautés crie impliquées dans la foresterie, c'est-à-dire les communautés les plus au sud, Waswanipi, Mistissini, Oujé-Bougoumou, Waskaganish et Nemaska (Secrétariat du Conseil Cri-Québec sur la foresterie, 2008).

La Paix des braves présente une entente de cogestion des forêts comme une des premières au Canada. L'acharnement des Cris à faire reconnaître leurs droits leur a permis de

passer d'un rôle de peu d'influence à un rôle déterminant au processus de décision dans la gestion de leur territoire (Lathoud, 2005; Salée et Lévesque, 2010). En d'autres mots

[they] have managed to transform a regime of administrative decentralization into a much more complex regime under which they have far greater power to define the policy priorities, programs and orientations of their regional and local governing bodies. Faced with demographic pressures and an overdependence on government transfers they have repositioned themselves to take better advantage of the natural resource extraction economy of the region (Papillon, 2008 : 19)

En 2010, le gouvernement du Québec présente une refonte majeure du régime forestier à l'échelle de la province. Cette nouvelle législation entraîne des transformations au niveau de l'aménagement de la forêt, d'une part, par un aménagement écosystémique et d'autre part, avec l'implantation des forêts de proximité (Gérard et St-Hilaire, 2013 : 71). Aussi, des changements importants sont implantés au niveau de la décentralisation de la gestion du territoire par l'intégration des nouveaux modes de concertation qui offrent plus de pouvoir aux communautés locales. Malgré des attentes importantes provenant du milieu municipal, à ce jour peu de progrès a été fait sur le dossier des forêts de proximité et la décentralisation a perdu de son ampleur.

Les modes de concertation évoluent donc en tables locales de gestion intégrée du territoire (TLGIRT), qui se démarquent de leur ancienne version par la portée de leur impact décisionnel et par le nouveau territoire qu'elles représentent (Gérard et St-Hilaire, 2013). Il revient aux TLGIRT « d'assurer une prise en compte des intérêts et des préoccupations des personnes et organismes concernés par les activités d'aménagement forestier planifiées, de fixer des objectifs locaux d'aménagement durable des forêts et de convenir à des mesures d'harmonisation des usages » (Publications Québec, 2017). Cependant, les TLGIRT sont loin de faire l'unanimité auprès des communautés autochtones, car celles-ci se sentent considérées comme des tierces, c'est-à-dire au même titre que l'industrie et les municipalités, plutôt que d'être traitées de Nation à Nation. De plus, leur pouvoir d'intervention s'en trouve réduit (Teitelbaum, 2015).

Cependant, cette décentralisation du régime forestier n'a pas eu le même impact sur le territoire d'Eeyou Istchee que chez les autres Nations autochtones en raison du régime forestier adapté en vigueur chez les Cris.

Dix ans après la signature de la Paix des braves, une nouvelle entente est signée en 2012 afin d'accorder plus de pouvoir aux Cris sur les terres de catégorie II et de catégorie III. Selon ce nouvel accord, les Cris gagnent des « pouvoirs exclusifs de gestion municipale, foncière et de ressources naturelles » (La Presse, 2012) sur les terres de catégorie II. De surcroît, le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James, qui inclut les Cris dans la gestion des terres de catégorie III, est créé. Ce nouveau gouvernement remplace la municipalité de la Baie-James et agit en tant que municipalité régionale de comté. Le gouvernement régional a aussi le rôle d'assurer la nouvelle loi sur l'aménagement durable du territoire avec le régime forestier adapté. Entre autres, les membres opèrent à titre de conférence régionale des élus, une nouvelle disposition de décentralisation apportée avec la Loi sur l'aménagement durable du territoire. Les conférences régionales des élus occupent un rôle important dans la participation citoyenne et dans la représentation des intérêts de la collectivité auprès du ministère.

Le gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James est composé de 11 Cris dont le Grand Chef du Gouvernement de la Nation crie ainsi que dix autres membres où chacun d'eux possède deux voix. Les 11 participants jamésiens sont désignés par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, et se divisent 22 voix proportionnellement au poids démographique de la population qu'ils représentent. Finalement, il y a un représentant du gouvernement qui est désigné par le sous-ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire parmi les membres de son personnel (GREIBJ-EIJBRG, 2018).

Cette entente est qualifiée d'historique par le gouvernement du Québec et par les Cris, et considérée comme un pas de plus vers une relation de Nation à Nation. Coon Come, le grand chef du Grand Conseil des Cris, se prononce sur le changement de législation avec les mots suivants : « Je crois que cette politique d'exclusion était une grande honte. Maintenant, avec la nouvelle loi il y a une politique d'inclusion » (Coon Come dans Radio-Canada, 2013). Cette entente représente une étape importante pour les Cris dans la gouvernance du territoire Eeyou Istchee.

Malgré les ententes entre le gouvernement du Québec et les Cris, certains enjeux de gouvernance sont toujours en négociation. C'est le cas pour la protection du Mishigamish, représentant la forêt Broadback. Alors que 90% du territoire ancestral cri ressent les impacts de

la foresterie, le Mishigamish représente ce qui est encore intact de la forêt boréale d'Eeyou Istchee. Particulièrement pour les Cris de Waswanipi, protéger les 4 500 kilomètres au nord de la Broadback est essentiel pour la continuité de leurs activités traditionnelles.

Cette mise en contexte a dressé l'historique des nombreuses luttes menées par les Cris et des ententes leur octroyant une plus grande part d'autorité dans la gestion du territoire d'Eeyou Istchee et de ses ressources naturelles. Ce mémoire s'intéresse particulièrement à la participation des *tallymen* à l'échelle locale. Les Groupes de travail conjoints, mentionnés plus tôt dans ce chapitre, représentent l'instance participative à laquelle les *tallymen* que nous avons rencontrés prennent part..

## **Chapitre 2 – Cadre théorique**

### **2.1 L'autodétermination des peuples**

Le concept d'autodétermination donne un cadre à ce mémoire parce qu'il reflète les objectifs et les aspirations générales des Nations autochtones du Canada, y compris le droit de participer à la gouvernance foncière et d'en tirer parti. Prenant racine tant dans les discours autochtones que dans le droit international, la notion d'autodétermination incarne la capacité des peuples autochtones à définir pour eux-mêmes et par eux-mêmes les aspects de leur vie sociale, tant sur le plan politique, juridique, administratif, économique que culturel (Green, 2004).

Le concept d'autodétermination a reçu un appui significatif en droit international et se trouve intégré à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (Nations Unies, 2007). Selon l'article 3 et l'article 4 : « les peuples autochtones ont le droit à l'autodétermination. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel », et « les peuples autochtones, dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour tout ce qui touche à leurs affaires intérieures et locales, ainsi que de disposer des moyens de financer leurs activités autonomes ». Ainsi, cette déclaration, votée en 2007, prévoit des mesures afin que les peuples autochtones préservent leur culture à travers la langue, l'éducation, les médias et la religion, en plus de leur donner droit à leur propre gouvernance ainsi qu'à leur développement économique. Soulignons que ce n'est que 10 ans plus tard que le Canada joint finalement sa signature à la Déclaration, étant de ce fait l'un des derniers pays signataires.

La conceptualisation de l'autodétermination dans les revendications de certaines Nations autochtones ne passe pas nécessairement par la souveraineté d'un État, mais plutôt par une reconnaissance de leur distinction et un droit à l'autonomie de négocier avec l'État sans que celui-ci s'impose à eux (Young, 2007, Green, 2004). Young propose une définition de l'autodétermination, qui correspond à cette vision « a concept of self-determination as relational autonomy in the context of nondomination » (Young, 2007 : 44). Ce concept d'autonomie

relationnelle implique que les peuples autochtones sont libres de développer et d'administrer leurs propres systèmes de gouvernance et que cela en constitue le fondement pour une coexistence avec la société dominante. Également, que les relations de négociation avec l'État soient fondées sur des valeurs d'égalité et de non domination. Cette conception fait écho aux propos de Green (2004) qui soutient que l'autodétermination passe par une restructuration institutionnelle, tout en conservant le lien avec le colonisateur. Selon cette auteure : « La notion d'autodétermination relationnelle crée un espace conceptuel permettant de poser l'autonomie autochtone dans le contexte historique de proximité géotemporelle et d'interdépendance qui est celui des communautés autochtones et non autochtones du Canada » (Green, 2004 : 24).

Toutefois, selon Salée et Lévesque (2010) ce chemin de l'autodétermination passant par la participation aux institutions déjà en place pose des risques pour les peuples autochtones, car cela implique d'accepter une certaine normativité qui ne correspond pas à leurs aspirations et leurs objectifs. Le fait de devoir répondre à un système hiérarchique et colonial peut venir façonner les revendications des peuples autochtones. Comme le formulent Alfred et Corntassel:

Colonial legacies and contemporary practices of disconnection, dependency and dispossession have effectively confined Indigenous identities to state-sanctioned legal and political definitional approaches. This political-legal compartmentalization of community values often leads Indigenous Nations to mimic the practices of dominant non-Indigenous legal-political institutions and adhere to state-sanctioned definitions of Indigenous identity. Such compartmentalization results in a 'politics of distraction' that divert energies away from decolonizing and regenerating communities and frames community relationship in state-centric terms [...] (Alfred et Corntassel dans Salée et Lévesque, 2010 : 104).

Les auteurs poursuivent néanmoins, en affirmant que le choix d'une communauté de participer aux institutions coloniales n'est pas une option moins valide. Accepter de se fondre au cadre institutionnel ne signifie pas nécessairement de s'abandonner à l'ordre établi, mais plutôt de se réinventer et d'adapter ses référents culturels afin de répondre à l'évolution de ses priorités (Salée et Lévesque, 2010).

Dans sa discussion sur l'autodétermination, Corntassel (2008) affirme que l'autonomie passe d'abord par le niveau local et régional. Cette perspective propose de valoriser et de préserver les liens tissés entre les membres de la communauté et leur environnement naturel afin de perpétuer la tradition et de préserver les structures sociales autochtones. Selon lui, cette forme d'autodétermination relève de bien plus que du contexte politico-légal, en incluant aussi la



responsabilité relationnelle et spirituelle constamment renouvelée, que les peuples autochtones entretiennent entre eux et avec leur environnement. La pratique d'une telle autodétermination passe, entre autres, par la connexion entre bien-être et sécurité alimentaire, et pour la réaliser les peuples autochtones doivent être en mesure de gérer leur territoire en accord avec leur culture ainsi qu'avoir la liberté d'accéder à leurs moyens de subsistance traditionnels. En d'autres mots: « [...] sustainable self-determination seeks to regenerate the implementation of Indigenous natural laws on Indigenous homeland and expand the scope of an Indigenous self-determination process » (Corntassel, 2008: 119). Lane et Hibbard (2005) rejoignent les propos de Corntassel pour qui la planification territoriale permet de redonner aux communautés autochtones une certaine autonomie sur leur territoire. Ce processus d'autodétermination cherche à renforcer le lien d'appartenance des communautés avec le territoire, matrice de leur culture, et d'assurer une gouvernance autochtone.

La perspective de l'autodétermination à travers la planification territoriale est également abordée par Matunga (2013). D'ailleurs, selon l'auteur, l'aménagement du territoire par les peuples autochtones s'est trouvé transformé avec le temps, entre autres, dû au rapport colonial. Selon lui: « Indigenous planning has always been a “work in progress”. That's, in many respects, its key strength – an ability to move and adapt as the context changes and evolves, but its essence fixed to the unchanging goal of Indigenous peoples self-determination » (Matunga, 2013: 29).

Matunga a schématisé ce à quoi correspond une planification selon les valeurs autochtones en tant que processus.



Figure 2. Indigenous planning as a process (Matunga, 2013: 15)

Selon l’auteur, le processus de planification selon les valeurs autochtones correspond au lien unique qui lie les communautés à leur territoire. Toutefois, ce lien représente à la fois les défis et les opportunités culturelles, sociales et économiques associés à l’aménagement. Afin de procéder, les communautés mobilisent les savoirs traditionnels et contemporains afin de prendre des décisions et de poser les actions qui répondent au contexte de la communauté, selon leur vision du monde et leurs valeurs (Matunga, 2013). Selon Matunga, une telle planification vise à répondre à cinq objectifs : un environnement de qualité, une cohésion sociale, une croissance et distribution économique, la protection culturelle et l’autonomie politique (Matunga, 2013 :22). Il précise que l’atteinte de ces cinq objectifs favorise l’autodétermination, ce qui représente l’ultime cible d’une planification selon les valeurs autochtone.

## 2.2 Savoirs traditionnels autochtones

Comme nous venons de le voir, la valorisation des savoirs traditionnels, y compris les savoirs culturels et ceux liés aux modes de vie, est souvent évoquée dans les processus d'autodétermination des peuples autochtones. La reconnaissance des savoirs traditionnels est une revendication clé pour de ces peuples engagés dans les processus de gestion des ressources. Dans cette section, nous nous intéressons plus particulièrement aux questions liées à la conciliation des types de savoirs traditionnels autochtones et non autochtones dans le cadre de processus scientifiques et bureaucratiques.

Les savoirs traditionnels autochtones (STA) sont caractérisés comme « a cumulative body of knowledge, practice, and belief evolving by adaptative processes and handed down through generations by cultural transmission » (Hill et al., 2012: 3). Également, ils sont généralement perçus comme étant des connaissances holistiques et qualitatives issues de la tradition orale (Nadasdy, 1999). McGregor (2009) souligne que pour une compréhension des savoirs traditionnels autochtones, il ne suffit pas de comprendre la relation entre les savoirs, les individus et la Création, tant naturelle que spirituelle, car les connaissances *sont* la relation avec la Création (McGregor, 2009). Les propos de Chiasson, Boucher et Martin (2005) vont dans le même sens :

dans le paradigme du savoir autochtone, les croyances religieuses et spirituelles jouent un rôle central dans l'interprétation qui est donnée des lois naturelles, ainsi, l'équilibre de la nature n'est pas expliquée par la loi Lavoisier de la conservation de la masse (rien ne se perd, rien ne se crée), mais est attribuée à l'existence d'une volonté supranaturelle habitant les animaux et autres formes de vie (végétaux, eau, vent, feu) qui veillent à l'équilibre de la nature (Chiasson et al, 2005 :4)

Il est néanmoins pertinent de noter que les termes choisis pour parler des connaissances autochtones sont débattus par certains chercheurs. Nadasdy (1999) apporte une critique sur l'usage du terme « traditionnel » afin de décrire les savoirs autochtones. Selon lui, le fait d'utiliser le mot « traditionnel » donne l'impression que les pratiques autochtones sont gelées dans le temps et font partie du passé. Cela laisse donc place à des méprises en ce qui concerne l'authenticité du savoir. En effet, certains scientifiques se permettent de décider si un savoir est

traditionnel, selon le comportement des peuples autochtones à l'égard de leur culture (Nadasdy, 1999). De plus, selon Green, utiliser les termes « savoirs traditionnels autochtones » donne l'impression que les systèmes de connaissances autochtones se situent en opposition par rapport à la science, alors que c'est une construction différente, ou plutôt, une multitude de constructions différentes (Green, 2008). Selon elle, le postulat statuant l'opposition entre les STA et la science divise en deux groupes, soit la société occidentale, vue comme moderne et la société autochtone, vue comme primitive. Il semble également très réducteur d'utiliser ces termes, car « 'IK' Indigenous Knowledge cannot be considered a single unified system – Aboriginal Australian, First Nation Canadians, Amazonian Indians, Scandinavian Lapps and Xhosa-speaking South Africans cannot be glossed as one entity that can be set in opposition to science » (Green, 2008 :150).

Le mot « savoir » est utilisé lorsque l'on parle des connaissances autochtones, mais il est important de considérer que les STA ne sont pas seulement un produit abstrait de l'intellect humain. Plus encore, ils sont une interprétation du monde inscrite dans un milieu culturel façonné par les relations sociales ainsi que les pratiques, et ce n'est qu'à travers ce réseau complexe que les savoirs gagnent tout leur sens et deviennent un mode de vie (Nadasdy, 1999). Comme des aînés l'ont souligné à Nadasdy, « traditional knowledge is not so much of a knowledge, as it is a 'way of life' » (Nadasdy, 1999 :4).

Quant aux savoirs scientifiques, bien qu'ils soient quantitatifs et compartimentés, certains chercheurs rappellent que la science s'inscrit, elle aussi, dans son milieu culturel. En effet, Nadasdy (2005) note que des auteurs tels que Latour et Feyerabend contestent que la science possède une épistémologie différente des autres savoirs, car ils voient les artefacts des savoirs scientifiques comme un résultat d'une manipulation sociale active (Nadasdy, 2005). Spak va dans le même sens concernant les savoirs scientifiques, qui selon elle, font partie d'un cadre socioculturel qui leur donne un sens. Sans ce milieu culturel, la science peut apparaître illogique ou se retrouver fractionnée en données qui peuvent sembler très simples à intellectualiser (Spak, 2005). En bref, bien que les savoirs traditionnels soient associés à de nombreuses valeurs et n'ont que de sens dans un contexte particulier, « il en va d'ailleurs de même, des données produites par le savoir scientifique qui ne prennent tout leur sens que si l'on admet les prémisses qui supportent la science » (Chiasson *et al*, 2005 : 5).

### **2.2.1 Savoirs traditionnels autochtones et approches scientifiques en gestion territoriale : une conciliation complexe**

Voilà maintenant une trentaine d'années que l'apport des savoirs traditionnels autochtones est reconnu et légitimé à travers des politiques et des instances nationales et internationales. Comme le souligne McGregor (2009), une initiative sur la place accordée aux savoirs traditionnels autochtones a été lancée lors de la signature de la Convention sur la diversité biologique. Issue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, et signée par la majorité des pays, dont le Canada, la Convention porte une attention particulière sur l'espace fondamentale accordé aux savoirs traditionnels autochtones dans la gestion des enjeux environnementaux (McGregor, 2009).

Une telle entente favorise la valorisation des savoirs traditionnels autochtones à l'échelle nationale, comme on peut le voir au Canada, où les STA sont intégrés au cadre législatif, notamment en matière de conservation et de protection de l'environnement (McGregor, 2009). De plus, la valeur des STA est reconnue dans la gouvernance environnementale et ils sont incorporés dans des accords concernant l'aménagement des parcs et la foresterie (McGregor, 2009). Malgré toute la reconnaissance accordée à l'apport des savoirs traditionnels dans la compréhension et la gestion environnementale, il persiste un fossé entre l'application politique et pratique (McGregor, 2009).

Plusieurs auteurs ont souligné les nombreux défis qui persistent lorsque l'on cherche à jumeler en pratique les STA et les savoirs scientifiques. D'abord, il y a des différences dans les formes de transmission, car dans la tradition autochtone la communication orale est souvent favorisée, par exemple à travers des récits ou l'utilisation de métaphores. Ceci peut rendre les connaissances difficiles à interpréter et traduire en langage scientifique. Selon Stephen (2004) l'essence même des STA et des savoirs scientifiques diffère grandement ce qui rend leur conciliation complexe, autrement dit, « the dialogue between science and traditional knowledge is so hampered by fundamental differences in concepts and language that effective communication becomes extremely difficult » (Stephen, 2004 :71).

Agrawal (2002) présente une série de concepts qui théorisent les transformations parfois opérées par les scientifiques et les chercheurs sur les savoirs traditionnels dans le but de les rendre « compatibles avec la science ». En illustrant à travers l'exemple des bases de données, Agrawal montre la manière dont l'approche « occidentaloscientifique » transforme et minimise l'intégrité des savoirs. Ce processus est généralement utilisé et valorisé par des non-autochtones, par exemple, par des institutions internationales qui cherchent à recueillir et classer les STA. Celui-ci définit ce processus de *scientisation* des savoirs en trois étapes. D'abord, la *particularisation*, qui consiste à déterminer quelles sont les connaissances qui seront utiles pour les travailleurs des milieux environnementaux, pour ensuite sortir le savoir de son milieu culturel afin de le réduire en données. On cherche donc à dégager les notions de toutes dimensions spirituelles de sorte qu'elles cadrent dans un milieu scientifique. La deuxième étape est celle de la *validation*, on vise alors à valider les savoirs selon des critères scientifiques afin de s'assurer de la « véracité » des notions apportées. Finalement, l'on termine avec la *généralisation*, où l'on pourra archiver et cataloguer les savoirs afin que les travailleurs et les scientifiques y aient accès (Agrawal, 2002).

Agrawal souligne que la *scientisation* des connaissances autochtones crée une hiérarchie entre les savoirs laissant ainsi entendre que seulement certaines parties de la culture méritent d'être intégrées et protégées dans une base de données, alors que celles mises de côté se voient considérées comme inutiles (Agrwal, 2002). De plus, comme les savoirs traditionnels sont indissociables de leur milieu culturel, les sortir de leur contexte original ne permet pas de saisir l'intégralité associée à ces savoirs et cour le risque de laisser de côté des éléments essentiels à leur compréhension et à leur pleine application. Comme le soutient Agrawal, « it is easy to see how the process of creating databases of Indigenous knowledge is an error precisely in stripping away all the detailed, contextual, applied aspects of knowledge that might be crucial in producing the positive effects claimed for that particular piece of Indigenous knowledge » (Agrawal, 2002: 292).

D'autres auteurs évoquent cette même problématique, comme Nadasdy (1999) qui l'exprime avec le concept de distillation. Révélés sous différents vocables selon la littérature, ces concepts de *scientisation* ou de *distillation* ont aussi d'autres conséquences. D'abord, selon Nadasdy (1999) transformer les connaissances en données scientifiques soustrait l'aspect

qualitatif du savoir local rendant ainsi les connaissances inutilisables et méconnaissables, même pour les communautés autochtones qui ont produit ce savoir. Ensuite, selon Spak (2005), la *scientisation* des savoirs traditionnels vient dénaturer le savoir en plus de nier la propriété intellectuelle des Autochtones, puisqu'une fois les savoirs catalogués les communautés autochtones n'ont pas la reconnaissance associée à leurs savoirs, et ce, en plus de n'avoir peu d'idées de ce à quoi leurs connaissances serviront. Selon cette même auteure, cette approche vient aussi limiter une pleine implication des peuples autochtones aux processus de gouvernance, car la méthode scientifique reste prédominante (Spak, 2005). Elle affirme que les savoirs traditionnels autochtones retrouvent généralement leur validation à travers l'utilisation qu'en font les scientifiques, alors qu'ils devraient être considérés comme un modèle qui permet de revoir notre rapport à la nature et à la manière dont on la gère (Spak, 2005). D'ailleurs, Agrawal (2002) souligne que, d'une part, le processus de *scientisation* dérive l'attention et les ressources nécessaires à une réelle transformation des rapports de pouvoir. D'autre part, le principe de la base de données permet à des acteurs sociaux déjà influents d'obtenir plus de pouvoir en s'appropriant certains savoirs traditionnels qui ont une valeur utilitaire, mais contribue également à la dépossession des peuples autochtones de ces savoirs. C'est pourquoi, selon McGregor (2009), il importe de créer une relation forte et durable entre les chercheurs et les communautés autochtones afin que ces derniers soient impliqués dans le processus de recherche. Un engagement significatif des communautés permet aux peuples autochtones de garder un certain contrôle sur leurs savoirs et d'affirmer leur autonomie, en plus de permettre aux scientifiques une compréhension plus complète des savoirs traditionnels, difficilement séparable de leur détenteur.

Finalement, il est important de noter que pour plusieurs auteurs, les défis d'intégration des savoirs traditionnels autochtones dans la gouvernance environnementale ne relèvent pas que d'obstacles épistémiques, mais aussi de barrières institutionnelles et politiques. Selon Nadasdy (2005), mettre l'accent sur les contraintes épistémiques de l'intégration des STA c'est d'ignorer toute la charge culturelle et politique qui sous-tend les décisions en gouvernance environnementale. La gestion des ressources est hautement politique, comme l'exprime cet auteur : « in light of the deeply political nature of co-management, the general lack of attention to power in the discourse on co-management is startling » (Nadasdy, 2005 : 220). Si l'on veut

une réelle implication des peuples autochtones dans la gestion des ressources, il est nécessaire de revoir les fondements juridiques qui maintiennent le statu quo. Houde (2014) argumente dans le même sens en affirmant que l'enjeu en est un de pouvoir, car tant qu'il ne sera pas transféré aux communautés autochtones, il est difficile pour elles de proposer de nouvelles démarches environnementales et de faire valoir leurs pratiques.

Les recherches sur les savoirs traditionnels autochtones nous montrent que l'intégration des STA dans les enjeux environnementaux permet une compréhension plus complète de la situation et favorise la participation ainsi que l'autonomie des communautés autochtones. La littérature relève également des enjeux de conciliation entre savoirs traditionnels et savoirs scientifiques, tant au niveau épistémique qu'au niveau institutionnel et politique. Manifestement, les STA sont moins souvent documentés par écrit et sont transmis oralement, ce qui peut les rendre compliqués à interpréter hors contexte, de même que la présence de rapports de pouvoir entre les institutions gouvernementales et les communautés autochtones peut compromettre l'intégration des STA.

L'apport de la littérature sur les STA est intéressant pour cette recherche, car une participation significative des Cris est intimement liée à la valorisation de leurs savoirs et l'intégration de ceux-ci reste un enjeu majeur depuis l'instauration de la Paix des braves. La tension entre savoirs traditionnels autochtones et savoirs scientifiques sera mobilisée lors de l'analyse afin d'illustrer les rapports entretenus entre le gouvernement du Québec et les Cris lors des groupes de travail-conjoints.

## **2.3 Gouvernance environnementale autochtones**

Dans ce mémoire, nous nous intéressons aux différents arrangements institutionnels qui circonscrivent l'engagement des peuples autochtones en matière de gestion du territoire et des ressources naturelles, souvent développés sous le cadre de la « gouvernance environnementale ». Cette dernière représente la gestion et l'ensemble des décisions prises concernant l'environnement à travers l'établissement d'institutions autochtones. Durant les dernières années, la gouvernance environnementale a été marquée par une redistribution du pouvoir. Un tel processus a comme objectif d'accorder aux occupants du territoire autochtones et non autochtones une plus grande influence sur les décisions concernant leur environnement,



tout en permettant aux décideurs d'accéder à un savoir spécifique et local sur le territoire concerné (Lemos et Agrawal, 2006).

Que ce soit des ententes de cogestion ou l'inclusion des communautés par des approches collaboratives, l'instauration de ces structures représente une forme de décentralisation permettant à un ou plusieurs partenaires de gérer les ressources conjointement avec le gouvernement. De plus, pour les peuples autochtones, développer leur autonomie dans la gestion du territoire et dans la gouvernance environnementale fait partie de leur démarche vers une plus grande autodétermination.

### **2.3.1 Cogestion**

La cogestion est un terme général utilisé pour évoquer une variété d'arrangements impliquant des communautés autochtones et non autochtones avec l'État dans les décisions concernant la gestion de différents enjeux, dans ce cas-ci des ressources naturelles. Selon Berkes (1994), la cogestion se définit comme un partage des prises de décisions et du pouvoir gouvernemental avec les usagers locaux. Alors que Rodon, quant à lui, propose une définition spécifique au contexte autochtone : « il est possible de parler de cogestion lorsqu'une agence gouvernementale ayant juridiction sur une ressource conclut un accord avec un ou plusieurs groupes autochtones permettant à ceux-ci de participer à la gestion de cette ressource » (Rodon, 2003 :105). Les modèles de collaborations s'illustrent à travers un large éventail de partenariats correspondants à différents niveaux de partages de pouvoir (Berkes, 1994). Les approches de cogestion peuvent être bilatérales lorsque cela concerne une communauté autochtone et le gouvernement ou multilatérales lorsque d'autres partenaires comme les municipalités ou encore les industriels prennent eux aussi part aux décisions.

Selon Tipa et Welch (2006), la cogestion vise, entre autres, à accorder aux Nations autochtones une plus grande reconnaissance de leur droit d'accéder, d'utiliser et de protéger leurs ressources. Elle représente également une opportunité d'affirmer leur identité à travers une plus grande reconnaissance de leurs savoirs (Tipa et Welch, 2006), et ce, en plus que l'idée même de partage de pouvoir concorde avec le projet de décolonisation (Mulrenann et Scott, 2005). En d'autres mots « [...] co-management makes it possible to articulate community

concerns, protect traditional economy, and safe guard rights against threats to the land resource base (Berkes, 1994 : 20).

Berkes (1994) affirme que du point de vue des gouvernements la cogestion permet de renforcer l'acceptabilité de projets sur le territoire tout en diminuant les coûts d'exécution par le moyen de stratégies de gestion plus appropriées, efficaces et équitables. Cela concorde avec ce que Castro et Nielsen avancent : « a major justification to co-management is the belief that increased stakeholder participation will enhance the efficiency and perhaps equity of the intertwined common property resource management and social system » (Castro et Nielsen, 2001 : 231). De plus, selon Mulrenann et Scott (2005), il est évident que la participation des groupes autochtones est importante dans la conception de stratégies pour un usage des ressources soutenables et dans le but de faire face aux changements environnementaux tant au niveau local que global.

Finalement, si l'on recherche une participation concrète des communautés autochtones ainsi qu'une utilisation intègre de leurs savoirs dans le but de promouvoir un réel échange entre le gouvernement et les Nations autochtones, il est primordial que le partage d'autorité et de pouvoir soit valorisé. Comme le formule Bowie : « respecting the autonomy and decision-making authority of Indigenous peoples, not only enables communities to control their own futures, it is also necessary for 'real two-directional learning to be facilitated' » (Bowie, 2013 : 108-109).

### **Modèles de cogestion**

Le concept de cogestion exprime une multitude de partenariats où les formes d'engagements sont variées et ces arrangements reflètent différents objectifs ainsi que différents niveaux de pouvoir et d'autorité. Ceci résonne avec les idées d'Arnstein (1969), une auteure reconnue pour ses écrits sur la participation et les niveaux d'influence que possèdent les individus. La littérature sur la cogestion est marquée par de nombreuses typologies de collaborations autochtones dans le but de cerner les nombreux types de partenariats selon les différents niveaux d'implications des acteurs.

Berkes (1994) a développé une échelle de la cogestion spécifique au contexte autochtone en reconnaissant l'importance du territoire pour ces derniers et l'apport des savoirs traditionnels

autochtones. La figure 3 représente un continuum de pratiques de cogestion et d'un partage de pouvoir très limité à une grande délégation du pouvoir à la communauté.



Figure 3. Levels of Co-management (Berkes, 1994: 19)

La grille de Berkes est valorisée dans le contexte de cette recherche par sa catégorisation détaillée qui cherche à englober tous les niveaux de partage de pouvoir et aussi d'autres éléments comme la mobilisation des savoirs traditionnels ou la participation des acteurs à la planification. Les niveaux un à trois sont principalement des participations symboliques où la communauté est informée de ce qui se passe sur leur territoire et contribue peu à la planification et à la prise de décision. Les échelons quatre à six considèrent l'apport de la communauté et l'intègre à la planification, bien que le gouvernement garde autorité sur les décisions finales. Quant au niveau sept, il représente l'unique échelon où l'on y trouve un partage de pouvoir total entre le gouvernement et la communauté, puisque chacun représente un poids égal dans la prise de décision. Selon Rodon (2003) seulement les niveaux *advisory committees*, *management boards* et de *partnership/community control* illustrent une réelle cogestion, puisqu'aux niveaux inférieurs, il n'y a pas un partage de pouvoir entre les agences gouvernementales et les communautés. Il affirme également que ceux de *informing* et *consultation* ne sont pas à eux seuls des processus de cogestion bien qu'ils fassent partie de l'échelle au même titre que les autres niveaux. Berkes (2007) a lui-même critiqué son échelle de la cogestion dans ses travaux ultérieurs. En effet, des échelles comme celles de Berkes et Arnstein sont plutôt statiques et tiennent peu compte du caractère multidimensionnel et évolutif de la cogestion. Cette critique

nous amène à la typologie de Hill et al., dont la classification sort du continuum — de partage d'information à partage complet du pouvoir — et présente une typologie dynamique, formée selon des critères de classification pertinents dans le contexte de cette recherche soit le partage du pouvoir, la participation et les valeurs culturelles. Elle intègre également la question des savoirs traditionnels.

L'étude fournit un cadre d'analyse qui permet de faire ressortir quatre types d'engagement principaux – soit, *collaborations gouvernées par les Autochtones* (Indigenous governed collaborations); *collaborations dirigées par les Autochtones* (Indigenous driven co-governance); *co-gouvernance dirigée par l'organisme gouvernemental* (Agency driven co-governance) et *gouvernance par l'organisme gouvernemental* (Agency governance) – et ainsi témoigner des impacts et des résultats que chaque partenariat de cogestion peut avoir sur les communautés et la gestion des ressources.

Le premier type d'engagement, les *collaborations gouvernées par les Autochtones*, sont des organisations où les peuples autochtones sont amenés à travailler ensemble sur des enjeux environnementaux, des actions et des programmes politiques. Le deuxième type, les *collaborations dirigées par les Autochtones*, sont généralement des initiatives construites en réaction aux projets gouvernementaux. Le partage de pouvoir, la participation et les valeurs culturelles des Nations autochtones y sont respectés, permettant ainsi de répondre aux intérêts de la communauté et de soutenir son autorité. Le troisième type reconnaît les droits autochtones, néanmoins, les institutions de *co-gouvernance dirigées par l'organisme gouvernemental* représentent plusieurs acteurs et cherchent à répondre à un large éventail d'organisations diversifiées, telles que des utilisateurs récréatifs du territoire ou des investisseurs. Cette situation fait en sorte que la perspective autochtone se retrouve généralement noyée dans le bassin des différents usagers du territoire. Finalement, les *institutions de gouvernance par l'organisme gouvernemental* considèrent les autochtones comme un tiers égal à l'industrie ou aux différentes organisations voulant s'impliquer dans la gestion du territoire, sans les considérer de manière distinctive.

Cette typologie à structure tridimensionnelle permet d'analyser les types de gouvernance selon trois critères principaux (Hill et al, 2012).

1. power-sharing, incorporating decision-making level and control, rules definition, resource cultural values and property rights;
2. participation, incorporating participatory processes and functions, organizations engaged, and coordination;
3. intercultural purpose, incorporating purpose of environmental management project or program; of Indigenous engagement; of Indigenous development, and of capacity building (Hill et al., 2012: 3).

Chacune des trois composantes d'analyse représente un spectre où les divers concepts sont plus ou moins mobilisés selon le type d'engagement autochtone. Le tableau suivant illustre le niveau de participation autochtone dans la gestion des ressources, selon le niveau d'implication et les dimensions de partage de pouvoir.

Tableau I. Une typologie de la participation autochtone dans la gestion environnementale  
(adaptation de Hill et al., 2012), dans (Teitelbaum, 2015)

	<b>Collaborations gouvernées par les Autochtones</b>	<b>Collaborations dirigées par les Autochtones</b>	<b>Co-gouvernance dirigée par l'organisme gouvernemental</b>	<b>Gouvernance par l'organisme gouvernemental</b>
<b>PARTAGE DES POUVOIRS</b>  Niveau décisionnel et contrôle	Prise de décision entre les organismes autochtones; contrôle autochtone élevé	Prise de décision conforme aux droits et à la culture autochtone et aux exigences du partenaire; contrôle autochtone considérable	Prise de décision par l'organisme gouvernemental et les Autochtones conformément à des structures collaboratives acceptées, généralement des comités; contrôle gouvernemental considérable	Selon le projet spécifique, habituellement contrôlé par l'organisme gouvernemental, mais apport autochtone à l'échelle locale
Définition des règles	Règles définies par les organismes autochtones collaborant ensemble à l'élaboration d'une gouvernance autochtone contemporaine	Règles définies par les peuples autochtones dans les limites des exigences du partenaire	Règles définies par l'organisme gouvernemental et limitées par la reconnaissance juridique et politique des droits autochtones	Règles définies par l'organisme gouvernemental et limitées uniquement par les droits autochtones imposés par la Loi
Valeurs culturelles et droits de propriété liés à la ressource	Ressources fortement valorisées par les sociétés autochtones; les droits peuvent être définis ou limités, mais sont considérés comme modifiables	Ressources de moindre valeur dans l'économie industrielle (arrière-pays des économies du premier monde); solides droits de propriétés autochtones	Ressources dont la valeur est objet de débat entre les économies industrielle et autochtone; droits de propriété autoch- tones définis et limités	Ressources hautement valorisées par l'économie industrielle, p. ex., l'eau dans les installations largement utilisées; peu de droits de propriété autochtones

D'abord, la dimension du *niveau décisionnel et contrôle* reflète les moyens utilisés et les règles encadrant la prise de décision, ainsi que l'interprétation de la valeur des ressources et des droits de propriété. Par exemple, dans les *collaborations gouvernées par les Autochtones* et les *gouvernances par l'organisme environnemental*, il y a peu de partage de pouvoir, alors que pour

les *collaborations dirigées par les Autochtones* et les *co-gouvernances dirigées par l'organisme gouvernemental*, on y voit une réelle tentative de partage de pouvoir entre autochtones et non-autochtones (Hill et al., 2012).

L'angle de la *définition des règles* inclut l'approche de coordination et l'engagement que l'organisation peut avoir dans le processus de participation. Par exemple, d'un côté du spectre l'on cherche à créer des institutions autochtones avec des approches holistiques qui tiennent en compte du lien entre l'humain et son environnement. Alors qu'à l'opposé du continuum on y trouve des processus plus formels où la présence des groupes autochtones est requise pour répondre à des objectifs précis (Hill et al., 2012).

La dimension des *valeurs culturelles et droits de propriété à la ressource* comprend les attentes par rapport à la gestion des ressources et l'intégration des communautés autochtones dans cette gestion, dans une logique d'autonomisation des peuples. Par exemple, à l'extrémité autochtone du spectre on va chercher l'avancement des Nations autochtones en tant que société distincte et au renforcement des capacités de ces communautés. À l'opposer, les *gouvernances par l'organisme gouvernemental* cherchent à améliorer la capacité des peuples autochtones à opérer dans la société coloniale. Les organisations plus modérées du spectre, quant à elles, cherchent à développer chez les acteurs autochtones et non autochtones de meilleures capacités à opérer selon la vision autochtone et coloniale. Concernant la valeur accordée aux ressources et les droits de propriété, les organisations autochtones possèdent une reconnaissance de leur droit de propriété des ressources et les ressources ont peu de valeur marchande. Toutefois, c'est plutôt l'opposé dans les organisations gouvernementales où les communautés autochtones n'ont que peu de droits sur les ressources et que celles-ci sont valorisées pour l'utilisation industrielle (Hill et al., 2012).

La mobilisation des savoirs traditionnels autochtones et de la science varient dans la gestion environnementale. L'étude soutient, selon quatre dimensions d'intégration des savoirs, que les *collaborations gouvernées* et les *collaborations dirigées par les Autochtones* favorisent une utilisation mixte des STA et des savoirs scientifiques dans la gestion des ressources comme l'illustre le tableau II (Hill et al., 2012). D'ailleurs, lorsque ce sont des *collaborations gouvernées par les Autochtones*, il y a une combinaison des outils de la science occidentale et des savoirs traditionnels autochtones rendant floue la distinction entre ces deux types de savoirs. En

revanche, lorsque ce sont des *gouvernances par l'organisme gouvernemental*, la gestion est fondée sur la science occidentale alors que les savoirs traditionnels autochtones sont mobilisés dans des circonstances distinctes (par exemple, valider certains constats scientifiques) (Hill et al., 2012).

Tableau II. L'analyse de la conciliation des savoirs traditionnels autochtones et des savoirs scientifiques selon le type de gouvernance (Hill et al. 2012)

Dimensions of knowledge integration	Means of integration between IEK and science	Appearance of amalgams representing new, converged forms of IEK and science knowledge	Means of managing the integrity of IEK	Means of integration of IEK and science into environmental management
Governance type				
Indigenous-governed collaborations	Collaboration between IEK and science; distinction between the two blurred	Amalgams emphasized, e.g., ethno-ecology, ethno-science; digital data-bases with both IEK and science	Indigenous law and custom; exercise of traditional authority; tight contemporary governance structures specified	Combination of western science and Indigenous knowledge tools, principles of application specified
Indigenous-driven co-governance	Collaboration between IEK and science; joint projects as means of integration	Amalgams utilized, e.g., maps that amalgamate painting of Indigenous knowledge with western scientific data	Ditto	Simultaneous application of both into environmental management; principles sometimes specified
Agency-driven co-governance	"Validation" of IEK by science; separate documentation of IEK and science	Jointly authored scientific papers; reports targeting both scientific and Indigenous audiences	Protocols; agreements; respect for Indigenous law; informed consent	Negotiated approaches; Indigenous emphasis on preventing cultural appropriation
Agency governance	Separation of IEK and science; little or no documentation of IEK	No amalgams identified	Loose, not specified; e.g., involvement of elders in on-country knowledge transfer	Management based on western science; IEK present but its utilization kept separate

La typologie de Hill et al. est un des éléments que nous avons sélectionné comme cadre d'analyse de ce mémoire, car, entre autres, elle engage une réflexion sur le partage de pouvoirs ainsi que la place accordée aux STA. Plus spécifiquement, la typologie de Hill et al. fournit des orientations concernant les types de relations et les mécanismes qui offrent un plus grand renforcement de l'autorité autochtone en matière de gestion des ressources. Ces enjeux sont au cœur des préoccupations des Cris lors des processus de consultation des groupes de travail conjoints.



## Défis de la gouvernance autochtones

Bien que l'implantation de processus de co-gouvernance soit vue comme une avancée dans la reconnaissance de l'autonomie gouvernementale autochtone, le partage des pouvoirs et une gestion plus démocratique des ressources, il reste plusieurs défis importants qui se révèlent souvent dans la pratique :

Embracing a collaborative process can be a truly liberating and empowering process for communities, state agencies, and other stakeholders. But the experience with co-management regimes in many places suggests that such agreements and arrangements can result in the co-optation or further marginalization of local interests (Castro et Nielsen, 2001: 236).

En premier lieu, selon Chiasson, Boucher et Martin (2005), la participation et l'implication des communautés autochtones dans la gestion des ressources peut donner l'impression que leur présence à la table valide leur accord aux projets de développement alors que ce n'est pas toujours le cas. Castro et Nielsen vont dans le même sens en affirmant qu'en pratique, lors de consultations « [...] the result may not be power sharing, but rather a strengthening of the state's control over resource policy, management, and allocation. Instead of contributing to local empowerment, such arrangements may further marginalize Indigenous communities » (Castro et Nielsen, 2001 :230). Effectivement, la cogestion peut mener à une plus grande exclusion des communautés autochtones, puisque leur participation à ce processus permet de légitimer les actions gouvernementales en plus de lui céder un plus grand contrôle (Rodon, 2003). Ces processus internes à la participation peuvent justifier les actions du pouvoir établi et le déresponsabilise de ces engagements envers la communauté. D'ailleurs, dans un même ordre d'idées, Nadasdy (2005) soutient que la participation des peuples autochtones reste façonnée par les rapports de pouvoirs institutionnalisés, et, « for this reason, some scholars have argued that 'participation' is often less about providing an alternative to official discourse and practices than it is about legitimizing decisions made in the centre » (Nadasdy, 2005 :220).

En second lieu, une part des insatisfactions des communautés autochtones eu égard à la cogestion réside dans la vision différente qu'ont les organisations gouvernementales et les communautés quant aux niveaux de partage de pouvoir et de responsabilités appropriés. L'interprétation même de ce qu'est la cogestion pose un problème comme le déclare Fontaine, ancien chef de l'Assemblée des Premières Nations : « It is not good enough to say we are going

to co-manage. What does co-managment mean? It means that ultimately the government still decides on how resources will be exploited or how resources will be utilized. It is really unfair (Fontaine, 1993 : 22 dans Rodon, 2003 :104). D'ailleurs, Rodon explique que « le concept de gestion conjointe n'est également pas sans poser des problèmes d'interprétation. Les gouvernements ont tendance à y voir une forme de consultation, alors que les autochtones l'interprètent comme un véritable partage des pouvoirs » (Rodon, 2003 :104).

La cogestion réside dans bien plus que la simple consultation et c'est lorsque les Nations autochtones ont un réel espace de décision que l'on arrive à une gestion significative. Autrement dit, « In many cases co-management has meant consultation or weak contractual arrangements, the practice seems to work best when the scope for local participation in resource management and allocation decision-making is substantial » (Castro et Nielsen, 2001: 237).

Dans un autre ordre d'idées, les processus bureaucratiques sont aussi au cœur de l'enjeu de la cogestion, car ce sont généralement ces mécanismes hiérarchiques et encadrés par la loi qui régulent la participation des communautés autochtones.

Afin de pousser sa réflexion, Nadasdy (2005) renvoie au concept de bureaucratie tel que défini par Weber. À l'aide d'exemples et de propos recueillis lors d'une étude empirique menée avec les Kluanes au Yukon, il démontre les incohérences entre l'approche bureaucratique de cogestion et les approches traditionnelles. En effet, selon Weber, la méthode bureaucratique qui consiste à remplir des fonctions administratives selon des considérations purement objectives, c'est-à-dire, selon des règles établies, où l'émotionnel et l'irrationnel doivent être soustrait de l'équation (Nadasdy, 2005). Toutefois, comme nous l'avons déjà abordé, la dimension spirituelle est généralement indissociable des savoirs et des pratiques autochtones et donc, l'institutionnalisation du cadre bureaucratique contribue à maintenir et renforcer les rapports de pouvoirs coloniaux en excluant le mode de pensée autochtone (Bowie, 2013).

Pendant son terrain de recherche, Nadasdy (1999) a rencontré de nombreux chasseurs avec qui il a échangé, notamment, sur leur présence aux processus consultatifs. Les participants ont affirmé qu'on leur demande parfois de considérer les richesses naturelles de la manière occidentale en réclamant des données quantitatives spécifiques (nombres, endroit, dates), bien que cette conception des ressources ait souvent peu de sens pour eux qui possèdent un rapport

à la nature plus holistique. Également, les rencontres se déroulent généralement dans des locaux gouvernementaux et sont discutées dans un jargon scientifico-technique, ce qui représente un contexte et un langage auquel les chasseurs ont peu l'habitude. Les participants ont laissé entendre à Nadasdy que le champ lexical du génie forestier leur rend le déroulement des discussions difficile à suivre. Selon Nadasdy, cette situation les pousse à apprendre les concepts et les méthodes scientifiques, ce qui les contraint à bureaucratiser leurs pratiques et leurs savoirs. Toutefois, les participants poursuivent en témoignant que si les gestionnaires sortaient sur le terrain, ceux-ci seraient surpris de la pertinence et de l'utilité de leurs connaissances. D'ailleurs, Nadasdy rappelle que

bureaucratization, however, does more than simply force First Nation People to comply with the existing institutional forms and social hierarchies of state management, It forces them to accept, at least implicitly, a set of Euro-Canadian values and assumptions that constrain the way in which it is possible to think and act (Nadasdy, 2005: 226).

La bureaucratisation des procédés participatifs alimente les rapports de pouvoir en valorisant le statu quo de la société dominante, ce qui peut venir avantager les institutions gouvernementales.

Finalement, bien que les potentiels et les opportunités de la participation des peuples autochtones dans la gestion des ressources sont nombreux, les défis épistémologiques, institutionnels ainsi que d'enjeux de pouvoir persistent et nuisent à la mise en œuvre d'une cogestion participative qui conviendrait autant aux peuples autochtones qu'aux gouvernements.

## **2.4 Justice environnementale**

La justice environnementale, une théorie contemporaine en sociologie de l'environnement, propose également des concepts pertinents dans l'analyse des processus de consultation et de planification territoriale. Ce champ, qui trouve son origine autour des conflits concernant la distribution de la pollution et du coût environnemental aux États-Unis, met aussi l'accent sur les problématiques procédurales, telles que l'accès aux processus démocratiques.

Un cadre populaire proposé pour l'analyse de la justice environnementale est composé de trois dimensions principales : la justice distributive, la reconnaissance et la justice procédurale. Bien que plusieurs auteurs (Schlosberg, 2007; Capek, 1993) reconnaissent le lien important entre les trois aspects pour une pleine justice environnementale, dans le cadre de cette recherche, c'est principalement l'aspect de la justice procédurale qui nous intéresse, car elle

permet de mettre en lumière les rapports de pouvoir institutionnalisés qui viennent teinter les processus participatifs. L'absence de participation et la difficulté qu'ont certaines communautés à se faire entendre ont comme effet de concentrer les injustices environnementales dans ces milieux. Comme l'expriment Pellow et Brehm (2013 : 7) : « environmental inequality is first and foremost a social problem, driven and legitimated by social structures and discourses ».

Fraser (2004), philosophe de la justice sociale dont ses travaux inspirent les théoriciens de la justice environnementale, développe la notion de parité de participation qui rejoint la justice procédurale. D'après l'auteure, il est nécessaire que des normes d'égalités juridiques soient établies afin que les individus soient en mesure d'interagir également avec les autres membres de la société (Fraser, 2004). Deux autres conditions sont nécessaires afin d'obtenir la parité de participation, soit ce qu'elle nomme la condition « objective » et la condition « intersubjective ».

D'une part, la condition « objective » concerne une réduction des inégalités socioéconomique afin qu'il y ait peu de disparité au niveau du revenu et du temps de loisir entre les différents acteurs sociaux. Cette diminution des inégalités contribue à donner des moyens et des ressources aux groupes marginalisés afin qu'ils soient mobilisés et informés lors de projets concernant leur communauté (Fraser, 2004). D'autre part, la condition « intersubjective » a trait aux inégalités systémiques qui permettent à certains groupes sociaux d'avoir un meilleur accès à la participation, alors que d'autres y sont exclus et marginalisés. Selon cette conceptualisation « sont donc bannis les modèles institutionnalisés de valeurs qui dénie à certaines personnes le statut de partenaire à part entière dans l'interaction sociale, que ce soit en leur attribuant une différence excessive par rapport aux autres ou en ne reconnaissant pas leurs caractères distinctifs » (Fraser, 2004 : 162).

La sociologue Capek (1993) met elle aussi l'accent sur la participation des citoyens dans son cadre conceptuel de la justice environnementale. Celui-ci est composé de quatre principales dimensions, la première étant d'avoir accès à l'ensemble des informations et que celles-ci soient justes et neutres. Selon Capek, les communautés ont généralement peu les moyens financiers et politiques de produire une contre-expertise et dépendent des études, souvent biaisées, fournies par les intérêts privés. Deuxièmement, les acteurs marginalisés ont le droit d'être entendus dans un climat où ils ne se sentiront pas jugés. Troisièmement, son cadre conceptuel inclut la

participation démocratique et la solidarité sociale afin d'inclure dès le départ les communautés lors de projets qui les concernent. Finalement, que les individus victimes d'injustice aient accès à une compensation satisfaisante de la part de ceux qui ont causé préjudice (Capek, 1993).

Le cadre conceptuel de la justice environnementale de Capek rejoint les types de pratiques participatives de Schlosberg (2007) qui inclut trois éléments, d'abord, l'accès à l'information afin de faire un choix éclairé et d'être en mesure de participer à la prise de décision. Les acteurs économiques et politiques jugent parfois que les individus locaux n'ont pas les connaissances nécessaires pour se positionner sur des aspects techniques, mais en ayant conscience de toute l'information, la communauté se trouve en meilleure posture vis-à-vis la compréhension de l'enjeu. L'obtention d'un consentement préalable et informé permet de préserver l'autonomie individuelle et une protection contre les dangers. Ensuite, la participation des communautés à l'élaboration des lois et leur inclusion dans les processus de décision concernant l'environnement leur permettent d'accentuer leur pouvoir en matière d'autodétermination politique et environnementale. Pour ce faire, il est essentiel que les différents acteurs aient accès aux mêmes ressources analytiques afin d'examiner l'information de manière critique. Finalement, les individus concernés doivent être impliqués dans les recherches concernant la communauté. Il est crucial que les experts soient en relation avec les citoyens, en plus d'être ouverts aux contributions venant de la communauté dans toutes les sphères de la construction de la recherche. Le fait d'être partenaire et objet de recherche à la fois permet une participation généreuse et authentique de la part des deux partis (Schlosberg, 2007).

Les approches conceptuelles de Schlosberg (2007) et Capek (1993) possèdent plusieurs similarités puisque chez ces deux auteurs chaque dimension conceptuelle est essentielle à la réalisation d'une justice procédurale. C'est en mobilisant l'ensemble du processus de participation évoqué par ceux-ci que l'on peut arriver à une démocratie participative où les savoirs locaux sont mobilisés. Le respect et la considération des savoirs tant expérientiels que traditionnels des citoyens sont nécessaires à une juste participation, et ce, de la part des gouvernements comme des intérêts privés.

Selon Kuehn (2000), les communautés locales marginalisées sont sous-représentées lors des prises de décisions et ne possèdent pas le même degré de ressources politiques, économiques et techniques afin d'influencer la gouvernance de leur environnement. Bien que certains

représentants de la communauté parviennent à se faire entendre, leur expertise locale n'est pas considérée entièrement. Autrement dit : « even when citizens are able to participate, environmental decision-makers are skeptical of the validity of citizen information and are biased in favor of the scientific data submitted by regulated industries » (Kuehn, 2000 : 10689). Ce genre de biais ne permet pas à ces acteurs d'obtenir une représentation juste de leurs intérêts, mais favorise plutôt une élite déjà privilégiée. C'est pourquoi il est essentiel que la justice procédurale n'assure pas que la participation des communautés locales, mais bien que le processus mène à des résultats équitables (Kuehn, 2000). Selon Kuehn, afin d'aboutir à une procédure équitable, il est indispensable de développer des instances démocratiques de prise de décision et d'accompagner les groupes désavantagés en leur fournissant des ressources techniques et légales. Il est d'autant plus nécessaire d'assurer aux groupes marginalisés un accès au processus de prise de décision (Kuehn, 2000).

Les facteurs menant à l'exclusion et à la marginalisation de certains groupes à la prise de décision, tel qu'abordé par Kuehn, sont cohérents avec les propos de Schlosberg :

The lack of participation in environmental decision-making comes, in very large part, from the limitation of race, class and gender. These present a range of structural obstacles – including less access to political, legal, scientific, economic, and other resources – to full participation in environmental decisions (Schlosberg, 2007: 68).

Schlosberg poursuit en affirmant que l'ambition des communautés ayant subi des injustices environnementales n'est pas seulement de faire reconnaître qu'il y a bel et bien eu injustice, mais plutôt de gagner un contrôle concernant l'environnement qui les affecte et que les expériences des individus soient considérées à juste titre. En d'autres termes :

Groups do not want – others mainstream environmental groups, or environmental agencies – simply saying that they will take care of the community's interest, they wish to be consulted from the start, speak for themselves, work with a variety of other groups and agencies, and be offered a full partnership in the making of decisions. (Schlosberg, 2007: 68)

Le principe de *prima facie political equality and participative justice*, conceptualisé par Shrader-Frechette (2002) exprime aussi la nécessité d'accorder une pleine participation afin de soulever l'emprise que certains groupes peuvent avoir sur les individus marginalisés. La justice procédurale permet de réformer les structures sociales et de lever le voile sur les procédures qui mènent à une distribution injuste (Shrader-Frechette, 2002). Pour cette même auteure, une

manière de parvenir à la justice participative est de suivre le principe de *prima facie political equality*, selon lequel chaque intervenant lors d'une consultation doit avoir le même poids afin de limiter le pouvoir des intérêts privés. Elle affirme également que : « The parity is also necessary to demystify the ideology that often surrounds expert claims. Choosing to site a risky plant is not merely a matter of what expert say is safe enough but also a matter of what stakeholders say is informed enough, compensated enough, and fair enough » (Shrader-Frechette, 2002: 28). L'approche du *prima facie political equality* dans la justice procédurale est intéressante, car elle donne le droit aux acteurs locaux de rejeter les garantis des intérêts privés s'ils jugent que ce n'est pas suffisant.

La justice procédurale est utilisée comme cadre d'analyse afin de relever l'expérience des Cris dans les processus participatifs. La littérature sur la justice procédurale nous apprend que de tels processus sont généralement teintés de rapport de pouvoir où la société dominante s'en tire avantagée. Il sera donc question de voir de quelle manière les tallymen expérimentent ces rapports ainsi que les processus de consultation. Le cadre d'analyse sera composé de trois éléments développés par Capek (1993), Schlosberg (2007) et Kuehn (2000), car selon nous, ces trois composants établissent les paramètres d'une participation locale équitable. En premier lieu, Capek et Schlosberg abordent l'importance que les deux partis aient accès à toute l'information, cela permet d'assurer que le groupe marginalisé possède les mêmes données que le groupe dominant. En deuxième lieu, Kuehn, Schlosberg et Capek soulignent tous les trois le besoin d'assurer que les communautés locales fassent partie du processus de chaque étape du projet, de sa mise en branle à la prise de décision, et que chaque étape soit validée auprès de celles-ci. Il est particulièrement essentiel que l'apport du groupe marginalisé soit estimé à égal titre, afin d'éviter que le groupe dominant reste avantagé en ayant la possibilité de considérer, ou non, la contribution de la population locale. En troisième lieu, Kuehn et Schlosberg soulèvent la nécessité de mettre en place des processus qui assurent la compréhension au niveau technique et légal des groupes marginalisés, ainsi qu'ils soient accompagnés à tous les niveaux de la participation. Ce critère englobe les deux derniers, car il assure que toute l'information fournie est comprise et que la prise de décision soit éclairée.

Nous avons sélectionné principalement ces trois composants, car nous croyons qu'ils permettent d'aboutir à une procédure équitable par la mise en place de moyens qui permet de

rendre plus explicites les rapports de pouvoir. Ce cadre d'analyse sera utilisé afin de voir de quelles manières sont vécus et interprétés ces paramètres de participation par les *tallymen* lors des rencontres de groupes de travail-conjoints et d'en constater les conséquences et les bienfaits.

## 2.5 Conclusion

En résumé, dans le cadre de ce mémoire nous avons priorisé certains concepts qui nous aident à comprendre les enjeux entourant la participation des peuples autochtones à la gouvernance forestière. L'analyse est développée selon deux axes principaux, soit la typologie de Hill et al. (2012) ainsi que des sous-concepts de la justice procédurale.

Le premier axe d'analyse, fondée sur la typologie de Hill et al. (2012) présente une classification compréhensive qui prend en compte l'intégration des savoirs traditionnels autochtones, mais également les notions de partage de pouvoir, de participation et d'expression des valeurs. La typologie est construite sur un spectre qui varie entre une gouvernance fortement définie par les priorités et les règles de l'État, versus un modèle de gouvernance autochtone, où les institutions autochtones sont fortement valorisées et où les ressources culturelles priorisées par les autochtones trouvent leurs places. Sa typologie inclut également un continuum sur la conciliation des savoirs traditionnels et des savoirs scientifiques selon les types de gouvernance. Orienté selon quatre dimensions, on remarque que l'intégration des STA varie selon le type de gouvernance allant d'une étroite mobilisation où la science prédomine et s'oppose aux STA à une combinaison des deux types de savoirs sans y opérer de distinction lors de leur utilisation. Mobilisé comme outil analytique, la typologie permet de situer l'expérience de gouvernance des Cris à l'aide de critères définis et nous aide à comprendre l'évolution que ces derniers ont gagnée en matière d'autonomie, de participation et de valorisation des savoirs.

Le deuxième axe d'analyse est composé de trois principaux concepts appartenant à la littérature de la justice procédurale. Cette littérature nous demande de poser un regard critique sur les mécanismes de participation, en analysant les dimensions de la conception du processus de participation, son accessibilité ainsi que les ressources octroyées. Les trois concepts qui constituent les éléments centraux de notre analyse de la justice procédurale sont : l'accès à l'information pour tous, que les communautés locales prennent part à chaque étape du projet, particulièrement à la prise de décision ainsi que le développement d'outils d'aide à la compréhension. Ces trois paramètres que nous jugeons essentiels à une procédure participative



équitable nous aident à situer l'expérience des Cris dans les processus de consultation et de comprendre quelles sont les barrières potentielles à une pleine participation.

## Chapitre 3 – Méthodologie

### 3.1 Considérations éthiques

La recherche en communautés autochtones soulève des enjeux éthiques et méthodologiques particuliers qui relèvent, entre autres, des pratiques coloniales. Selon Smith (2012), n'étant pas reconnus comme des humains à part entière possédant un système de langage et de savoir qui leur est propre, les peuples autochtones ont été étudiés avec peu de considération. Ils ont été examinés, catégorisés, exhibés et parfois pillés par des chercheurs qui sont repartis avec artefacts et savoirs, laissant les peuples autochtones réticents face aux nombreuses recherches menées dans leurs communautés encore aujourd'hui. Les autochtones cherchent maintenant à se protéger afin de conserver leur culture et leur intégrité intellectuelle (Smith, 2012). Les rapports de pouvoirs et les injustices caractérisant la relation entretenue entre les chercheurs et les individus autochtones ont laissé ces derniers épuisés et désabusés de la recherche (Smith, 2012). Leur expérience se trouve encore aujourd'hui teintée par les abus qu'ils ont vécus, c'est pourquoi maintenant il est imposé de travailler en collaboration avec les communautés et de répondre à l'appel de décolonisation de la recherche lancé par Smith il y a plus de 20 ans. Afin d'assurer un travail éthique dans les communautés, il existe des protocoles de recherche qui ont été élaborés en collaboration avec les peuples autochtones.

Dans leur article *Éthique de la recherche avec les peuples autochtones* (2012), les chercheurs Asselin et Basile proposent une série de meilleures pratiques de recherche développées en collaboration avec des participants autochtones lors de séminaires organisés par l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Fondé sur les avals de L'Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des humains (EPTC), les participants ont commenté les trois principes – le respect des personnes, la préoccupation pour le bien-être et la justice – afin de donner des pistes concrètes pour une méthodologie de travail avec les peuples autochtones. L'EPTC est une politique de recherche concertée entre les trois organismes principaux de recherches fédéraux<sup>2</sup> qui visent des pratiques éthiques lors de l'implication

---

<sup>2</sup> Conseil de recherches en sciences humaines du Canada; Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada; Instituts de recherche en santé du Canada.

d'humains. Le chapitre 9 de l'EPTC concerne la recherche visant les peuples autochtones du Canada.

Selon l'EPTC, le premier principe, *le respect des personnes*, concerne principalement le consentement libre, éclairé et continu. Cette formule implique que le participant possède une compréhension raisonnable du projet et de ses retombées et qu'il y participe sur une base volontaire tout en ayant le droit de se retirer à tout moment (EPTC, 2014). Également, l'on précise au chapitre 9 que pour les communautés autochtones, il est essentiel d'aller au-delà de la protection de l'individu et de considérer le lien entre les membres de la communauté, le rapport à la nature et la transmission des savoirs, trois éléments qui se trouvent au cœur de la culture des peuples autochtones :

les codes autochtones de pratique de la recherche vont plus loin que la protection éthique des participants pris individuellement : ils s'étendent aux relations entre les êtres humains et la nature, ainsi qu'à l'obligation tant de préserver les connaissances héritées de leurs ancêtres que de transmettre ces connaissances aux générations futures au même titre que les innovations de la génération présente (EPTCC, 2014 : 134).

C'est pourquoi, selon les travaux d'Asselin et Basile, afin de développer une démarche respectueuse des individus, de leur communauté et de leurs liens avec la nature, il importe avant tout de bâtir une relation de confiance entre la communauté et le chercheur. Par la suite, il est requis de collaborer sur l'élaboration d'ententes concernant la façon dont se déroulera la recherche. Bien que le consentement soit mis en valeur dans l'EPTC, les participants aux séminaires affirment que le peu d'information fournie ainsi que les échéanciers serrés ne permettent pas toujours la réflexion nécessaire d'un consentement libre et éclairé (Asselin et Basile, 2013). Asselin et Basile poursuivent qu'il revient au chercheur de s'adapter à la communauté en ayant les connaissances nécessaires sur le fonctionnement de la recherche en milieu autochtone.

Le second principe est *la préoccupation du bien-être*. Selon l'EPTC, il s'agit de prendre en compte les répercussions que la recherche peut avoir sur la qualité de vie du participant et d'éviter un préjudice sur le bien-être de la personne. Cette considération passe par une prise en compte de l'environnement socio-économique et dans un contexte autochtone, par une compréhension du milieu culturel (EPTC, 2014). Ainsi, le bien-être individuel et collectif doivent être promus.

Selon les travaux d'Asselin et Basile, la recherche doit avoir un côté salubre pour la communauté et « ces bénéfices peuvent être de différents ordres : création d'emploi, formation, élaboration d'outils de gestion et d'aide à la décision, planification stratégique, mise en œuvre de plans d'action, intervention directe, évaluation de programme, archivage et valorisation de connaissances, etc. » (Asselin et Basile, 2012 : 5). Ne se laissant plus étudier, les communautés autochtones souhaitent favoriser un renforcement de leurs capacités en collaborant aux projets de recherche. Il a été mentionné plutôt l'importance de bâtir une relation de confiance entre le chercheur et le participant; il est donc impératif de valoriser une relation de réciprocité afin de consolider celle-ci. Pour ce faire, les participants aux séminaires proposent de reconnaître la présence des autochtones aux projets de recherche à l'aide, par exemple, de certificats de participation, ou d'un passage d'une relation plutôt mercantile à un échange de service.

Finalement, le troisième principe, celui de *justice*, vise à réduire les inégalités entre les participants et d'assurer une distribution équitable des avantages et des inconvénients. Dans le contexte autochtone, il s'agit également de réduire le rapport de pouvoir entre chercheurs et participants. Bien que souvent non intentionnels, la dévalorisation des savoirs traditionnels ou le partage d'informations stigmatisantes sont des exemples d'injustices souvent vécus par les communautés autochtones (EPTC, 2014). Selon Asselin et Basile, il est également essentiel d'impliquer les différentes générations dans les processus de recherche afin de préserver le savoir des aînés et d'engager les jeunes dans les enjeux qui concernent leur communauté :

il est important de reconnaître la contribution des aînés à la recherche et de documenter leurs témoignages pour les rendre disponibles aux générations à venir. Quant aux jeunes générations, leur participation à la recherche doit être favorisée puisqu'elle leur permettra de renforcer leurs compétences et, partant, d'apporter une contribution significative au développement de leur communauté. (Asselin et Basile, 2012 : 6).

Dans son article, *What is Indigenous research methodology* (2001), Wilson présente une méthodologie adaptée aux participants autochtones en réponse aux dilemmes du chercheur non autochtone qui travaille avec des communautés marginalisées. À cet égard, ses propos rejoignent ceux d'Asselin et Basile. L'auteur Cri indique qu'il est important de valoriser la relation entre le chercheur, le participant et le monde autour. Selon Wilson, il est crucial de se poser certaines questions :

One is :What is my role as a researcher, and what are my obligations? You then have to ask yourself: Does this method allow me to fulfill my obligations in my role? Further, does this method help to build a relationship between myself as a researcher and my research topic? Does it build respectful relationships with the other participants in the research? Relationships with the idea or topic, as well as with the people or mice or trees or whatever you are working with, have to be considered (Wilson, 2001:178).

C'est pourquoi, toujours selon l'auteur, que les méthodes narratives comme l'entretien semi-dirigé ou le partage d'une trajectoire de vie, sont souvent à prioriser avec les participants autochtones, car elles permettent de créer une relation solide entre celui qui raconte le récit et celui qui l'écoute.

### **3.2 Contexte du projet de recherche**

Ce mémoire s'inscrit dans une recherche plus large concernant l'harmonisation entre les pratiques de l'industrie forestière et les activités traditionnelles, menée par Professeure Sara Teitelbaum. Financé par le Fonds de recherche du Québec sur la société et la culture, ce projet a été évalué et approuvé par le comité d'éthique de l'Université de Montréal et développé avec l'accord du *Forest Authority* de Waswanipi. Le certificat d'éthique du projet de Teitelbaum couvre également la recherche de ce mémoire.

Mon intérêt pour les questions environnementales et les droits autochtones m'ont poussé à me joindre à ce projet en 2016. Nous avons pris la décision que ma recherche développerait davantage les questions de participation aux processus de consultation gouvernementale. La complémentarité de ces deux objets de recherches nécessite de les approfondir simultanément. En effet, l'harmonisation entre les pratiques forestières et la culture crie passe entre autres par la consultation.

La chercheuse principale, Teitelbaum, possède une expérience de recherche en contexte autochtone et s'est déjà rendue dans la communauté de Waswanipi pour y mener une série d'entretiens en 2015. Ces 12 entretiens qui partagent le même guide d'entretien que ceux réalisés en 2017, font partie de mes données et m'ont livré une base solide dans la construction de ma recherche. De plus, leur écoute m'a permis de me préparer au travail de terrain. Le contact

préalable de Teitelbaum avec le *Forest Authority*<sup>3</sup> a facilité la deuxième collecte de données à laquelle j'ai participé. Le travail accompli par Teitelbaum en 2015 fournit une base de données suffisante et cohérente à la réalisation de ce mémoire. Toutefois, ce terrain supplémentaire d'une semaine m'a permis de me familiariser avec la communauté et de mener des entretiens en duo avec Teitelbaum ainsi qu'en solo et par le fait même, de bonifier le matériau d'analyse.

De toute évidence, le fait d'être une chercheuse blanche, « étrangère » à la communauté teinte mon expérience et ma perception des événements, tout comme elle doit venir nuancer les propos des participants lors des entrevues. Il est fort possible que les réponses des participants soient adaptées à l'interlocuteur et que le rapport colonial vienne façonner celles-ci, par exemple, que l'interviewé soit plus méfiant, réservé ou encore en réaction face au chercheur. Ma pratique de recherche est également contrainte par le peu d'expérience que je possède en communauté autochtone et par ma compréhension discursive du contexte culturel. De plus, la brièveté du séjour m'a certes permis de rencontrer des *tallymen*, mais j'ai eu peu l'occasion de côtoyer les membres de la communauté plus large, une expérience qui aurait enrichi ma compréhension de la culture crie. Toutefois, la richesse des entretiens ainsi que la volonté généreuse du personnel du *Forest Authority* et des participants à partager leurs connaissances avec moi ont atténué mes lacunes épistémologiques. De plus, l'encadrement rigoureux de notre démarche par le *Forest Authority* a permis d'assurer une pratique respectueuse et selon les règles de la communauté.

### 3.3 Le terrain

Le travail de terrain s'est déroulé dans la communauté de Waswanipi à la fin mai 2017 pour la durée d'une semaine. Ce moment de l'année est intéressant car il correspond à la période pré-estivale, où les *tallymens* sont plus fréquemment à leur domicile dans la communauté et où la température est plus clémente qu'en hiver. La communauté de Waswanipi, la plus au sud d'Eeyou Istchee cumule un long historique d'interaction avec les activités forestières industrielles. Bien que les aires de trappes soient affectées par la foresterie industrielle depuis les années 1980, de nombreux Cris s'adonnent toujours aux activités traditionnelles ce qui

---

<sup>3</sup> Le *Forest Authority* de Waswanipi est l'instance responsable des groupes de travail conjoint.

contribue encore à la mobilisation de la communauté et à de nombreuses revendications à l'égard de la foresterie. Les structures de participation concernant l'exploitation forestière sont bien fondées, réglementées et utilisées par les *tallymen* faisant en sorte que ces derniers ont généralement une opinion bien formée de ce qu'ils pensent des processus de consultation. De plus, les *tallymen* ont l'habitude de répondre à des demandes gouvernementales ou de nature privée, puisqu'ils représentent la famille élargie occupant l'aire de trappe. L'ensemble de ces circonstances fait en sorte que Waswanipi est une communauté de prédilection pour l'accomplissement de ce mémoire.

Teitelbaum et moi avons été accueillies par le *Forest Authority*, situé dans les locaux du conseil de bande. Le conseil de bande agit à titre d'administration de la communauté, tant au niveau social qu'économique. À notre arrivée nous avons eu la chance d'avoir une présentation sur le mode de vie cri et sur la communauté de Waswanipi, exposé par le coordonnateur des groupes de travail-conjoints, puis, ce dernier nous a fait visiter une partie du territoire. Ces premières activités ont permis d'en apprendre plus sur le fonctionnement de la communauté, de nous situer et de visualiser les impacts réels de la foresterie.

Le recrutement des participants s'est fait dans l'ère du temps, c'est-à-dire par Facebook. Le coordonnateur des Groupes de travail conjoints a pris le temps de publier un statut sur la page de Waswanipi en citant nos critères de recrutement : des *tallymen* qui participent aux consultations des Groupes de travail conjoints. En quelques heures, nos rendez-vous pour la semaine étaient planifiés. Nous nous sommes tout de même questionnées sur les biais de sélection entraînés par une telle méthode de recrutement. Par exemple, cette approche peut attirer des participants plus revendicateurs qui ont un désir d'exprimer leur mécontentement sur les pratiques forestières, ou encore, de rejoindre plus facilement les *tallymen* qui vivent dans la communauté et négliger ceux qui sont sur le territoire en permanence. Également, cette méthodologie de recrutement nécessite que les participants soient connectés à l'Internet et à Facebook, ce qui exclut les potentiels candidats n'ayant pas accès à cette technologie. Toutefois, considérant la grande expertise, l'encadrement rigoureux et le vaste réseau de contact du *Forest Authority*, il aurait été délicat d'aller au-delà de cette stratégie de recrutement.

En plus des entrevues réalisées en 2017, les entretiens menés par Sara Teitelbaum en 2015 font aussi partie de l'échantillon de ce projet de recherche. Le tableau suivant brosse le

portrait de l'ensemble des 14 participants interviewés dont l'entretien est analysé dans ce mémoire. L'âge n'est pas inclus dans les données du tableau, toutefois les *tallymen* ont généralement plus de 50 ans.

Tableau III. Portrait des participants

Nombre de Participants	Sexe et origine	Fonction	Date d'entretien
7	Hommes cris	<i>Tallymen</i>	2015
5	Hommes cris	<i>Tallymen</i>	2017
1	Femme crie	Trappeuse	2017
1	Homme cri	<i>Tallymen</i> et Coordonnateur des Groupes de travail conjoints	2015 et 2017
1	Homme non autochtone	Conseiller forestier et participant observateur des Groupes de travail conjoints	2017

### 3.4 L'entretien

Les entretiens se sont déroulés dans les locaux du conseil de bande, un lieu laissant sous-entendre aux participants que nous sommes soutenus par le département de la foresterie de Waswanipi, bien qu'aucun membre du *Forest Authority* n'ait été présent lors des entretiens. Nous sommes conscients que le lieu pourrait créer une ambiance politique, toutefois il aurait été difficile de déroger de ce cadre, vu le temps passé dans la communauté et l'organisation qui nous a été présenté par le *Forest Authority*. D'ailleurs, les employés du *Forest Authority* ont une perspective critique et constructive face à leur travail, comme en témoignent leurs entretiens. À l'arrivée des participants, nous avons pris le temps de leur expliquer les objectifs de la recherche et nous nous sommes assurées qu'ils aient bien compris le formulaire de consentement avant qu'ils le signent. Il est possible de prendre connaissance du formulaire de consentement vierge en annexe (annexe I).

La formule priorisée est l'entretien dans sa forme semi-dirigée. Comme le mentionne Campenhoudt et Quivy, l'entretien permet « l'analyse du sens que les acteurs donnent à leurs pratiques et aux événements auxquels ils sont confrontés : leurs représentations sociales, leurs systèmes de valeurs, leurs repères normatifs, leurs interprétations de situations conflictuelles ou non,



leurs lectures de leurs propres expériences, etc. » (Campenhoudt et Quivy, 2011 : 172). Les auteurs poursuivent en ajoutant que cette méthode de recherche permet aussi « l'analyse d'un problème précis : ses données, les points de vue en présence, ses enjeux, les systèmes de relations, le fonctionnement d'une organisation, etc. » (Campenhoudt et Quivy, 2011 : 172). De plus, la variante semi-dirigée de l'entretien permet une plus grande liberté au participant, tout comme au chercheur, d'avoir une discussion plus naturelle en laissant l'interviewé aborder le sujet dans ses mots et dans l'ordre qui lui convient. Dans le cadre de cette recherche, où nous souhaitons soulever l'expérience vécue et l'interprétation des participants sur les rapports entretenus lors des processus de consultations, l'entrevue semi-dirigée semblait la méthode adéquate puisque la richesse du discours et les nombreux échanges avec l'interlocuteur permettent de saisir la perception du participant et d'approfondir certains points apportés qui peuvent s'avérer intéressants. L'entretien est d'autant plus pertinent dans un contexte autochtone où la tradition orale est valorisée et que la relation entre le chercheur et le participant doit être significative. Le contact humain permis par l'entretien donne l'occasion de saisir les nuances et de créer une relation de réciprocité entre le chercheur et le participant.

Nous avons commencé les entrevues avec l'histoire de la famille et le rapport entretenu avec l'aire de trappe dans le but de mettre à l'aise les participants et de situer le contexte socio-environnemental du *tallyman*. Nous avons préparé quelques thèmes principaux soutenus par des points plus précis, comme le désigne l'encadré suivant. La démarche par thème a été priorisée, car elle permet de poser les questions selon le fil de la conversation et elle accorde une plus grande latitude pour aborder les différents sujets. Comme la tradition orale fait partie intégrante de la culture crie et que les savoirs sont parfois transmis à travers des histoires, un cadre trop rigide aurait limité la richesse des entrevues en restreignant les réponses des *tallymen* à des questions précises.

### Encadré 1. Guide d'entretien

- L'histoire de la famille et du rapport au territoire familial.
- L'histoire de l'aire de trappe.
- L'impact des activités forestières – s'il y en a, de quelles manières.
- L'expérience avec les processus d'harmonisation.
  - Le genre de mesures d'harmonisation demandé.
  - Le respect de ces demandes d'harmonisation par l'industrie.
  - L'harmonisation idéale selon le *tallyman*.
- L'influence du *tallyman* durant les consultations.
  - Le niveau de confiance qu'a le *tallyman* que les consultations peuvent changer les choses.
- Ce que signifient les savoirs traditionnels pour le *tallyman*.

## 3.5 L'analyse

Les entrevues enregistrées ont été retranscrites intégralement afin que les verbatims soient soumis à une analyse thématique. Ce type d'analyse permet d'explorer différents thèmes et de brosser un portrait du phénomène étudié selon les grandes tendances et les contradictions qui se dégagent du matériau utilisé, dans ce cas-ci 12 entretiens (Paillé et Mucchielli, 2012).

Le travail de préanalyse s'est fait à l'aide du logiciel Atlas-ti. Ce programme permet d'organiser les catégories et les sous-catégories portant sur l'objet de recherche, puisqu'il est possible de sélectionner des extraits d'entretiens selon des codes définis et de les ordonner de manière appropriée.

Le tableau IV explicite les catégories et les sous-catégories qui ont été développées et qui représentent les codes mobilisés lors de la préanalyse. Les catégories et sous-catégories ont été construites en fonction des thèmes généraux à aborder, c'est-à-dire, les aspirations de la

communauté, l'intégration des savoirs traditionnels et l'expérience des processus de consultation, à partir d'une démarche itérative. Un aller-retour entre la théorie et les données recueillies a permis de raffiner les grands thèmes en catégories et sous-catégories qui ont servi d'outils d'analyse des données brutes (Paillé, 1996). Par exemple, le cadre théorique a contribué au développement de catégories et sous-catégories telles que les savoirs traditionnels, l'autorité décisionnelle ou le manque d'informations.

Bien que le thème principal soit les processus de consultation, nous avons également abordé l'expérience des *tallymen* sur le territoire, leur préoccupation à l'égard de la foresterie et leur mode de vie traditionnel, puisque ces aspects permettent de mieux comprendre les enjeux entourant leur participation.

Tableau IV. Catégories et sous-catégories correspondantes aux codes mobilisés lors de la préanalyse des entretiens

Catégories	Représentations de la nature	Savoirs traditionnels	Mode de vie des Cris	Impact du développement industriel
Sous-catégories	X	Transmission culturelle intergénérationnelle  Observation sur les changements dans l'environnement  Perte de savoirs traditionnels	Activités traditionnelles avant la foresterie industrielle  Activités traditionnelles contemporaines  Cause de rupture avec le mode de vie traditionnel	Foresterie  Chemins  Autres formes de développements industriels
Catégories	Aspirations/visions de la communauté	Rapports de pouvoir	Processus de consultation	
Sous-catégories	Culturelle/sociale  Économique  Politique  Environnementale	Industrie  Gouvernement	Fonctionnement  Préoccupation <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Non-respect des engagements par le gouvernement et l'industrie</i></li> <li>• <i>Manque d'informations</i></li> <li>• <i>Manque de communication entre le tallyman, le gouvernement et l'industrie</i></li> <li>• <i>Absence de consultation</i></li> </ul> Compensation  Autorité décisionnelle  Consultation sur terre de catégorie I  Remarque d'une évolution depuis la Paix des braves	

Par la suite, les extraits des diverses entrevues ont été regroupés selon les codes et le travail d'analyse a pu débuter. Pour ce faire, nous avons procédé à une lecture des extraits compilés en sous-catégories afin de les annoter. Ce processus nous a permis de soulever les grandes tendances et les paradoxes entre les récits des participants et puis, d'en tirer des constats généraux. Ensuite, nous avons rassemblé les citations où les constats étaient récurrents et

finalement, nous avons procédé à une relecture afin d'en dégager les extraits significatifs à présenter dans les résultats.

## Chapitre 4 – Résultats

Les résultats sont présentés selon quatre catégories qui visent à rendre compréhensible l'expérience des *tallymen*<sup>4</sup> de Waswanipi lors des consultations concernant les activités forestières sur leur territoire. Les résultats sont constitués ainsi : *identité crie : l'importance du territoire pour les tallymen*; *préoccupation et territoire*; et *les expériences vécues lors des consultations*.

La première catégorie, *identité crie : l'importance du territoire pour les tallymen* permet de brosser un portrait de ce qui est important pour le *tallyman*, que ce soit au niveau du mode de vie ou du territoire. La deuxième section, *préoccupations et territoire*, met en lumière les observations que peuvent avoir certains *tallymen* quant aux changements observés sur leur aire de trappe. Ces deux angles d'analyse permettent de mieux comprendre les impressions des Cris à l'égard de leur mode de vie et de la foresterie et vise à mettre en contexte leur expérience lors des consultations. La troisième catégorie, *expériences vécues lors des consultations*, explore la façon dont les *tallymen* vivent la consultation et les perceptions qu'ils ont de celle-ci, en plus de mettre en lumière les différents rapports de pouvoirs.

### 4.1 Identité crie : l'importance du territoire pour les *tallymen*

#### 4.1.1 Mode de vie et valorisation du *Cree way of life*

Plusieurs *tallymen* rencontrés expriment le lien étroit qu'ils entretiennent avec le territoire. La forêt représente un lieu de beauté et de guérison où le mode de vie traditionnel prend tout son sens. Le fort désir de protéger la forêt est lié à la préservation du *Cree way of life*, un mode de vie appris de leurs parents, intrinsèquement lié à leur identité et qu'ils souhaitent transmettre aux jeunes générations. La forêt, où les Cris y partagent un lot de souvenirs familiaux, est aussi une manière de subvenir à leurs besoins :

*When the forestry came in here, when my father used to go in the bush, I used to follow him all the time, he used to talk to the trees. He'd go like that, the way he used to talk to*

---

<sup>4</sup> Dans le contexte des Cris, l'appellation *tallyman* représente la personne désignée pour représenter la famille élargie dans différentes situations, dont les consultations avec l'industrie forestière, et ils s'occupent de la tenure de l'aire de trappe familiale. Ce sont généralement des hommes qui occupent cette fonction, mais il est courant que ce soit aussi des femmes.

*the birch, he was just walking around, talking to them. To him, when he was trapping here, I myself too, it's just like survival when you look at this beautiful land. It's so beautiful; the trees are nice, the river's really nice to drink. The sky, and the earth, it feels so [inhales] you'd feel it in your body. It sort of heals you, heals your body heals your mind. When you look at it. (Participant 1)*

*They wanted to come there, I said: "you aren't coming there, as long as I can move and hunt, nobody's going there, you wait until I can't hunt and maybe, maybe". So I'm like that. When my dad talked to me when he was still in his right mind, but he said to me: [cree language], "hold on to it, fight for it", that's what he told me. So, that's what I'm doing! I'm going to fight, maybe fight dying probably, but at least I'll have a purpose. My purpose is not only just to fight for the land, but fight for Cree life and Cree way of living. That's my goal. (Participant 9)*

*Participant: Yeah, well, I felt really comfortable, cause I know, when we spent time in the bush, it was a great time. When I was a child, that's when I used to be out there.*

*Interviewer : It was a happy time in your life?*

*P: A happy time in my life.*

*I: Yeah.*

*P: It was like, everything is there! Everything is there, what you need. I didn't have to go to the store to...*

*I: To buy things, yeah.*

*P: Get my snowshoes, or, it's all really there. Like when you make your snowshoes, you have the string, from moose hide. My mom and my dad used to make their own everything. We didn't have to go to the store; it was already there. (Participant 3)*

Le passage des participants dans les pensionnats est un souvenir encore douloureux et significatif dans leur trajectoire de vie. L'assimilation vécue par les Cris au sein des pensionnats autochtones a créé une coupure avec le mode de vie traditionnel alors que les *tallymen* étaient enfants. N'ayant connu que la forêt pour la plupart, l'arrivée en institution scolaire très stricte et dans le « monde moderne » a été un choc, mais aussi une nouvelle réalité à laquelle ils ont dû s'adapter. Les pensionnats ont largement contribué à la perte de certaines habiletés liées au mode de vie. Restreints très jeune à renier leur langue maternelle et à communiquer seulement en anglais ou en français, le choc culturel subi par les Cris a nui à la transmission des savoirs traditionnels et vient estomper une partie de leur bagage culturel. Cette époque des années 1970 coïncide avec l'arrivée de nombreuses routes sur le territoire, à l'apparition des véhicules motorisés et de nouvelles technologies, de sorte que l'approche du *Cree way of life* est en

mouvance et en période d'adaptation. Aujourd'hui, la conciliation entre le mode de vie traditionnel et la vie moderne fait partie du quotidien des Cris rencontrés. Que ce soit au niveau de la langue et de la culture, des habitudes de chasses ou des activités économiques, plusieurs *tallymen* ont l'impression de faire partie de deux mondes. Pour certains, cela est synonyme de succès, alors que pour d'autres cela signifie plutôt la perte de leur mode de vie traditionnel :

*Most of the people of my generation hunt, fish and trapped after they left school. The second generation, few of them hunt fish and trap. Like my son. Who by the way we'll be visiting either today or tomorrow... not far from here... he lives the way of life... I taught him... everything he knows. But he has that split thing... whenever he runs out of the food, he can go to the store and buy what he wants. He has that choice... instead of going out on the land... and he's also caught up in the change... (Participant 3)*

*Cree is a spoken language. Amongst kids. Even older kids. You speak Cree at home. Cree is a fist language at home. Sometimes you speak Cree, English and French all in one sentence. That's how mingled we are. Those three languages. But what we try to preserve are the tongue we speak when we refer to mother nature. That's bush Cree. They don't understand bush Cree, the younger generation. They understand conversations like, look at the road, look at the car, look at the house. Or look at the bird. They understand all that. But if you try to make reference to mother nature, beaver house, dam, mountains. What you do as a way of life... defining nature. They don't understand that. (Participant 3)*

*I think it's because if you're going to succeed, if you're successful, in this generation I think you need to have both worlds, I think so. You know, if the economy collapses and so on, you guys don't hunt, you guys don't do nothing you know, what are you going to do when money has no value. Me, I'm not going to worry cause I'll go back to the land where valuable values never decrease. [...] I'm 54 years old, so I've been hunting yes, I had to learn one thing, if I'm really going to be successful and give it a shot, I had to live in two worlds. So I created two worlds. I adapted to become an entrepreneur. I'm an entrepreneur, I have a cleaning business, so I clean buildings, so I do both, two worlds, so I have a better chance living less in poverty, and a better chance of living well. So, I have two worlds, which is an advantage. So I think I'm a proof that if you can master both worlds that you can succeed in life, and you can succeed in both worlds. (Participant 9)*

#### **4.1.2 Transmission intergénérationnelle**

Bien que plusieurs candidats rencontrés concilient vie moderne et vie traditionnelle, l'importance accordée au *Cree way of life* et aux savoirs appris de leurs ancêtres transparait dans leurs discours. Les souvenirs de leur enfance sur le territoire en compagnie de leurs parents sont généralement synonymes de bien-être et de plaisir. Si les *tallymen* rencontrés connaissent les



activités traditionnelles, c'est parce qu'ils ont appris à vivre selon le mode de vie cri en suivant leur père et leur mère sur le territoire :

*I was young, when I first, I was very young; I remember my dad used to hunt in this area. Every fall we used to come here, as a young child, I really loved this place. I lived here and I survived here. It was the most memorable thing to me as a child. (Participant 1)*

*That's my home, my real home, my real home is not Waswanipi, my real home is [my trapline] to moose land, that's where I grew up, that's where my roots are, it's where I believe, that I know I can take you there, I can show you places and you'd wonder how long of the world does this guy know, but I had to get to know it alone, I got to know it by following my dad around, it's passed on knowledge is all that I have today, and my dad has passed away almost last year, march 16, so I pounded with my dad in my early teens, and I got married, I was always following him, constantly, every time he would go out I would go with him, so I picked up his skills I hunt a lot, I do what he does, somebody has to. (Participant 9)*

*Traditional knowledge it's our way of life, it's the way we grew up, we were taught. For me a Cree way of life is... to me it's our survival to continue living our Cree way of life. It's... I can't describe it. It's, for me it's everything, it's spiritual, physical, it's mental, when you go in the bush it's a healing for us, hum, there's, hum, it's like how one of my elders described it, it's a language, it's a cycle, you know? [...] And the Cree way of life is everything to me. It's a knowledge that we need to pass on to our children, it's really important. And I was lucky enough to live with my parents long enough to get to benefit as much as I can from their knowledge. They taught me how to hunt, how to fix game, they taught me how to look at life, how to respect people, respect nature, respect water, fire, wind, you know, it's all that! I don't know, I could say a lot about Cree way of life. It's very important in our community to keep our Cree way of life, our lives. (Participant 10)*

La dernière citation exprime bien l'idée générale des savoirs traditionnels qui sont fondamentalement imbriqués au mode de vie, au *Cree way of life*. L'objectif de protéger le territoire est lié au désir de transmettre ce mode de vie à leurs enfants et de leur léguer le bagage culturel enseigné par leurs parents. La survie des Cris a dépendu de ce savoir et maintenant, selon les participants, la survie de leur culture dépend de cette transmission intergénérationnelle :

*If it weren't for the Cree world and the Cree mind, I wouldn't be here. If it weren't for my dad's hard work and friends, and what he did, I wouldn't be here. Because of him now I'm here, now I have to pass on this, keep it alive, pass on the torch, you know. I'm hoping that I can find one, my son is working, and I'm looking, I have three grandsons,*

*I'm hoping I can pass on that torch to one of my grandsons, you know, to keep, keep it going. (participant 9)*

*But we teach them how to trap, we teach them how to cook and whatever it takes to survive out there. Taking care of wildlife as much as we can. Not to kill something for nothing. Not to take too much. You know. Everything that I was taught, I teach that to my sons. It's going downwards, my son is starting to teach his kids. We plan to be there because that's not our plan B that's our plan A. (Participant 16)*

*...They already did the cutting, but it's better than the silviculture. Because what I want to do on the trapline is natural growth. But it takes a bit longer. It takes 20 years longer that regeneration, silviculture. To them it's more important to do the silviculture. Not to me. I'd rather have natural growth. [...] Even if it takes a bit more time. I want to leave something for my children. And grandchildren. To say, this is how it was, it's back to normal again. (Participant 13)*

#### **4.1.3 Territoire, savoirs et repères**

Comme vu dans les citations précédentes, le *Cree way of life* dépend du territoire et de son intégrité. Lorsque celui-ci se trouve altéré, les pratiques traditionnelles spécifiques à ce territoire deviennent plus difficiles à réaliser. Selon les participants, l'abattement des arbres mène à la disparition de sentiers et de portages repérés par les ancêtres des *tallymen*. La transformation du couvert forestier nuit considérablement à l'orientation des Cris sur le territoire puisqu'ils se retrouvent sans les repères imprégnés et transmis de génération en génération. Par le fait même, il devient plus ardu de transmettre aux jeunes Cris les savoirs et les activités associées au territoire traditionnel :

*A tree was like a marker to them. And one time we, first time I went with him, he says: 'we're gonna go and check this mountain over, this other creek.' And we walked up to this patch here. All of a sudden we see this road, this road here. [...] He was very surprised, I would see such destruction on this road. Everything is, both sides of the road, everything is destroyed, the trees and there's, all over the place. Even the rivers and the creeks were destroyed. I could see the way my father was looking. I could see in his eyes, there's something [...] There was no trees at all on this side here, on this creek, on this road. And, the way he looked at me was just, he went across the road, just looking around, like I said, as far as the eye can see, there was no trees. He kept looking around and further, he comes back and he says: 'No, we can't go any further, I can't find my trail. [...] The tree that he recognized was gone. Even though it was cleared, there's no trail. (Participant 1)*

*[Forestry] destroyed a lot. Cause there's a lot of places you can't recognize anymore. Like where there used to be portage you go, wow what happened to the portage?..I think it was here, you know? (laughs). (Participant 12)*

*...While money rules the Crees, even though we have gained much around environmental change, at the same time we are sacrificing what we, the knowledge we get from our traplines, our trails, our animals. So we lose knowledge also, we lose that aspect of identity [...]. (Participant 9)*

La dernière citation exprime bien la perte des savoirs traditionnels associée aux perturbations du territoire occasionnée par les activités industrielles. Les savoirs spécifiques à l'aire de trappe sont ainsi perdus et leurs transmissions aux générations futures s'en trouvent en péril. Cette dépossession des savoirs engendre une distance avec le mode de vie traditionnel, qui se fait plus grande de génération en génération. L'effacement des repères guidant en partie les connaissances et les activités traditionnelles interfère avec le *Cree way of life* qui est intimement associé à l'identité crie. L'identité crie se voit donc menacée à travers la perte des savoirs traditionnels, mais aussi via l'appropriation du territoire par les non-autochtones. L'arrivée de nombreux Blancs, que ce soit des gens de la région ou des touristes, est également venue teinter l'héritage culturel environnemental des Cris. Accorder des noms français aux lacs et aux montagnes, vient désavouer la présence ancestrale des Cris sur le territoire. Bien que les Cris continuent de nommer leurs repères dans leur langue traditionnelle, ce mécanisme vient tout de même nier une partie de leur identité, puisque le changement des noms cris pour des noms français nuit à la transmission vers les générations suivantes de la culture territoriale :

*Then your identity is very important. Because your identity is who you are... and the land. So that's making reference to the many Cree place names on Eeyou Istchee. So you're talking about... this here... (shows the map)... Right here. All these are Cree names. Ok. All these dots are Cree names. [...] I can say all these names because I hear them. People say them. Like the lakes. But if I go over here... I have difficult pronouncing them. So this identity... all the lakes had Cree names in the past. Many many years ago. But Quebec changes the names. [...] So, if you change the name to an English name or a French name, you lose the identity of that place. It no longer has a Cree name. So if I tell my grandchildren stories about that lake, he's going to say, Grampa how come it's got a French name? You said you were there 50, 60 years ago? How am I going to explain that to him? So keeping you identity to the land, is very very important. We're trying to tell people, stop changing the names or rivers, mountains, lakes, creeks. Even swamps they have Cree names. Mountains, points, they all have Cree names. Lakes, there were there is a big bay, they have Cree names. All those things are like.. for example, they have a Cree name that says Washawbagaw in Cree. They changed it to Tush bay. What does Tush bay mean? It's because there was a guy there, that had a*

*camp there, his name was Tush. So, they changed it to Tush. So you lose your identity when that happens, your language. (Participant 6)*

## 4.2 Préoccupation du territoire

### 4.2.1 Impacts des opérations forestières

Les coupes forestières et la place occupée par l'industrie sur le territoire sont généralement perçues négativement par les *tallymen* rencontrés. Pour les maîtres de trappe, la forêt est un lieu de bien-être et où tout s'y trouve pour survivre. L'industrie forestière soulève de la méfiance chez certains Cris rencontrés, car celle-ci vient menacer les qualités fondamentales de la forêt appréciées par les *tallymen* :

*It was to [my father], it was—I could see that, to his eyes, he said: ‘What happened here, why do people do this? Why do they destroy such a beautiful place?’ To him it was, he said to me it was like a garden to him. A garden, a place to survive. [...] And then one night we heard noises coming closer. Coming closer up north. Exploring, he said: ‘let’s go over and check it again’. So we checked the place, see, to him it was just like a monster. What these machines were. And they cut the tree in that, chipped it. (Participant 1)*

En plus d'être incrédules face aux pratiques industrielles forestières, les Cris rencontrés ont le sentiment d'être incompris par l'industrie. Pour plusieurs des participants, l'industrie forestière et le gouvernement manquent de légitimité, car ces derniers ne cultivent pas un rapport au territoire fondé sur un engagement à long terme ni une éthique d'intendance. En revanche, les *tallymen* affirment occuper le territoire tout au long de l'année dans une approche de réciprocité avec la nature, ce qui donne l'impression aux Cris d'être ceux qui doivent vivre quotidiennement les impacts de la foresterie. Chez les participants, cela crée la perception que l'industrie priorise les profits plutôt que la protection du territoire, ce qui apparaît comme un manque de sensibilité à l'égard des Cris de la part de l'industrie et du gouvernement :

*To me I always said that, I don’t know why the government is involved here you know? I don’t. With the forestry here. Do you ever see the government walking around here to survive? No, no they’re not. It’s us that are surviving here. The government is down south. Even the shareholders are down south. Living in a big skyscraper office. (Participant 1)*

*It’s strictly from a profit...money, money money, money talks. But money’s gonna destroy our life. But you know. I’m not against forestry. I’m just hoping that they have*

*a little bit more sensitivity to and knowing what they're taking and what they should be putting back. (Participant 12)*

Plusieurs *tallymen* rencontrés ont l'impression que les gestionnaires d'industries forestières ont une perception différente de la leur à l'égard de la forêt. Bien que tout ne soit pas noir ou blanc, cette différence au niveau de l'interprétation mène à des mésententes, des incompréhensions et à des difficultés de communication avec l'industrie :

*We don't see the forest the same way. We don't think about how we use the forest the same way. It's two different things that people look at, and focus what the use of the forest is for. So again, you have that lack of common understanding with each other. You want the forest, to how it is used, the other groups says: 'I want this for is how to be used.' So I think it's, we need to have that common understanding, because the Cree person needs to know how and why, the trees have been harvested and for what purposes. Absolutely no knowledge on that at the beginning of the consultations. Before even consultations started. And same with forestry companies, they're out there, they don't see a soul! So they think it's isolated. (Participant 6)*

### **Chemins forestiers et accès au territoire**

À travers le discours des *tallymen*, il est possible de remarquer que les coupes forestières sont un enjeu en tant que tel, mais que les chemins forestiers pour pénétrer le territoire posent également problème. Ces chemins construits pour la foresterie et d'autres activités d'extractivisme sont ensuite récupérés par de nombreux usagers, par exemple pour le tourisme, la chasse sportive et le développement de diverses ressources naturelles :

*That's 33,000 km of roads. And it creates problems of access into Cree hunting territory. Of poaching, vandalism to camps, theft. It promotes other development project -- mining, hydro, tourism, non-native camps. (Participant 6)*

L'ouverture du territoire permet notamment aux chasseurs sportifs de s'installer, créant une pression supplémentaire sur l'aire de trappe au niveau du prélèvement de la faune. Alors que pour les non autochtones la chasse peut être une simple activité, pour les Cris, une relation de réciprocité est entretenue avec les animaux en plus d'être un moyen de subvenir à leurs besoins. Certains Cris ont l'impression de devoir eux-mêmes réduire leurs activités afin de pallier la présence des non-autochtones :

*But I would say, like my land, the southern part of it, is the most affected by white people. When I worked as a game warden, we gave a lot of tickets to people that were hunting at night, and overkilling partridges, and stuff like that. But no, they're not that much north of Waswanipi. I think north of Waswanipi was only affected by people fishing. (Participant 2)*

*It is [frustrating] especially with fishing, especially with trout areas, especially with, you know, to keep the lake healthy. And it's been a real struggle and it's gotten to the point where I cut down on my fishing just to try to not take too much, and the only thing that we do is and I always try to tell them about catch and release but they ...no comprende, you know. (Participant 12)*

Par ailleurs, pour certains Cris rencontrés, les routes sont un avantage qui leur permettent de circuler plus efficacement sur le territoire. Comme mentionné plus haut, la conciliation entre le mode de vie traditionnel et moderne est constamment en mouvance et l'évolution des déplacements sur le territoire fait partie de cette adaptation. Les routes et les accès créent un nouveau rapport à la chasse. Plutôt que de passer plusieurs mois consécutifs sur le territoire, certains *tallymen* préfèrent travailler dans la communauté et profiter des soirées et des fins de semaine pour sortir chasser. Les routes et les véhicules motorisés permettent d'accéder à l'aire de trappe plus aisément et fréquemment. Il est donc avantageux pour certains *tallymen* rencontrés d'avoir un tel accès au territoire :

*I think the road construction is okay. I really don't have anything against that. The only thing that I am struggling with is the number of camps that are put in. (Participant 16)*

*It's easier access now, where you wanna go. But back then you had to take the boat, or skidoo, from here. And right now, or after the forestry, there's a lot of roads huh? You have easier access where you wanna go. (Participant 5)*

*Well, see we have too many road networks. So there's a, especially after work, I said five o'clock, or four o'clock, when people finish; they go hunting. They come home at around ten o'clock at night. (Participant 2)*

### **Équilibre de l'aire de trappe**

Le reboisement est une autre conséquence de la foresterie qui cause des ennuis aux activités des Cris rencontrés. Généralement après avoir scarifié le territoire, c'est-à-dire, labourer le sol afin d'en faciliter la régénération, l'industrie plante des arbres pour renouveler la forêt. Cette nouvelle forêt met du temps à grandir et n'est pas composée des mêmes espèces d'arbres que ceux qui ont été coupés. Selon les *tallymen* rencontrés, l'industrie se préoccupe peu des espèces d'arbres qui sont plantées après la coupe. En fait, il en ressort que le choix des

espèces pour la reforestation ne serait pas fondé sur un idéal de concordance avec ce qu'elle était avant la coupe. Les choix sont plutôt faits en fonction d'une exigence de rapidité ; l'industrie cherche à produire le plus rapidement possible une prochaine récolte. Cette pratique cause divers ennuis aux Cris :

*I'm of the opinion that if you cut down a pine plant a pine. if you cut down a whatever then you put that back [...] but [the government] says well because the jack pine grows faster, it's more viable for them to plant jack pine. I said "but that's the wrong way of doing that". One of these days the superbugs are gonna come out that love jack pine and you're gonna be down the drain with the jack pine (Participant 12)*

*The thing that I would like is when you take out the resource, you try to put it back the way it was. Right? So if there's an area that has a mixed trees, when you do your tree planting put it back in mixed standard trees. Right? You see here was birch, here was spruces, here was Jack Pine. Well try to put it back the way it was. Not only Jack Pine. Because it's not just the trappers that live there. It's all the animals who live from it that are there. We have to try to put back what we take. That's the basic rule of survival is to put back what you take. (Participant 16)*

Selon les participants, le reboisement rend les déplacements sur le territoire difficile car les arbres repoussent rapidement les uns sur les autres. Ainsi, les *tallymen* et leur famille ont de la difficulté à pratiquer leurs activités traditionnelles puisque la densité élevée de la forêt limite la circulation sur le territoire :

*Part of the problem that we're having along the river is that the reforestation was done by aircraft. So what happens is that along the shore here you can't get off and go walk, it's all like four, five inches apart. The trees don't fit in there. [...] So it's really hard to get around that area. (Participant 12)*

Selon certains participants, la plantation d'espèces d'arbres différentes entraîne une altération de la biodiversité et ainsi, les espèces animales chassées autrefois ne sont plus celles que l'on retrouve dans la nouvelle forêt. Certains *tallymen* rencontrés trouvent avantageuse l'arrivée de nouveaux animaux, alors que d'autres préfèrent retrouver les espèces d'origine. Tout comme pour les humains, l'espace étroit entre les arbres nuit au déplacement des animaux, ce qui les empêche de revenir s'installer sur l'aire de trappe :

*Participant 1: Let me see. It's easier I think, when you go hunting, you got a big open area, you can see the moose from far, where he is. So it's easier. To get the meat.*

*Participant 2: [Speaking Cree]*

*P1: But then after, like I give 4-5 years after, the branches start to grow.*

*Interviewer: It's tougher for the moose to walk around, I guess.*

*P1: Then also, same as us, we have a hard time getting there too.*

*I: Ah yeah? Cause it's just thick, thick brush?*

*P1: Brush yeah.*

*I: So it's good for a little while, and then it becomes more difficult?*

*P1: Hm-hm (Participant 5)*

*So the trees that were planted there are kind of a little bit too invasive, and they reproduce too fast, too much, too close. So that's one of the main problems with those trees and from where our camp is situated we did have tree planting and the trees were far apart, how much there supposed to be. But when I came back, about maybe, a good five years later, I see that there were other trees that grew at the same time, but all close together. So when the trees were that young they did have a lot abundance in rabbits, that was the good part, rabbit and partridges. But today, now they're pretty tall, like we can't see over them, they grow fast, I think that's why they planted those trees so they would grow fast. And today, well, those trees are so tall and thick and they are not giving much chance for the other animals to, you know, roam around in there. It's pretty, hum, it's sad, you know it's a big change. We still have to adjust and also it creates different chemistry in the ground. It's not the same as what it was supposed to be. When it's cut that's it, they can't bring it back to what it was before, there is no chance that it's ever going to be the same again. (Participant 10)*

La poursuite du mode de vie traditionnel dépend d'un certain équilibre sur l'aire de trappe et d'une régénération des ressources naturelles. Cependant, les impacts de la foresterie créeraient un déséquilibre sur le territoire ayant des conséquences non négligeables sur l'écosystème. Selon certains, l'industrie forestière laisse des traces lors de son passage en forêt et pollue le territoire. Cette pollution a des retombées directes sur les activités traditionnelles des *tallymen* et sur la santé de la population crie, puisqu'ils subviennent à leurs besoins en partie avec ce qui se trouve dans la nature, d'autant plus que le gibier chassé est partagé avec les membres de la communauté. La chaîne alimentaire suivant son cours, les polluants se retrouvent dans l'assiette des Cris et ceux-ci doivent s'en priver :

*I told them environment, it's the most important thing. How much you're poisoning our land with the fuel, oil. The moose are eating those things. The bears are eating those things, the rabbit are eating those things, the partridge are eating those things. The beavers are near to the river, that's where all the things go. So, guess who eats it after when you kill it, it's us. Now, I hear they're telling us don't eat kidneys, don't eat the*



*organs inside, don't eat them. Because they are going to test them again. I said wow. (Participant 17)*

*Even the quality of the water is not the same. You used to make tea out of the water you can't do that now. It's polluted. You know you see the Waswanipi, Waswanipi river for example, you can't, I can't eat the fish from the Waswanipi river, cause it's... the fish falls apart. You know, like sturgeon, it falls apart when you cook it. But, we don't have...but south of where we used to be also, we have sturgeon it's still good, the water's still good down south here...and here....it's not so bad but it's not quite the same anymore. There's just too many boats and too much garbage, yeah. (Participant 12)*

*Everywhere, every other country. Now we have plenty but if we don't take care of water you know what were really all stupid. For what? For money. So. When I was young my grandfather always taught me not to ruin the water. Not to kill the birds. Don't ruin it. Don't kill the bird if you're not going to eat it. This whole idea of sports hunting is really devastated our moose. When was the last time I saw a big moose there? With a big rack? They don't exist. I don't think they exist anymore there. (Participant 16)*

Le gibier faisant partie intégrante de la culture crie, sa diminution et sa contamination par des polluants nuit aux activités traditionnels répétés par les Cris depuis plusieurs générations, en plus de miner leur motivation à sortir sur le territoire. L'orignal est une espèce animale ayant une place significative dans la culture des *tallymen* de Waswanipi et ces derniers auraient remarqué que sa présence semble diminuer au même rythme que le volume d'exploitation forestière lui, augmente. Le bruit et le mouvement engendrés par les activités forestières troublent la tranquillité de l'orignal, tout comme celle des autres espèces animales dont l'absence est de plus en plus notoire, étant obligé de se réfugier sur un autre territoire :

*Participant: We would drive around or walk around and you'd see a moose right in front of you. Today, you walk around, you drive around and barely any. We know they are hiding in the bushes. Cause they know there is forestry. So there is a lot of machines and disturbance. So rather than be seen, they go in the forest.*

*Interviewer: So do you think there is less moose overall? Or they are not coming to the places they used to come.*

*P: You'll hear from every tallyman that there is less moose because of forestry. (Participant 13)*

*They don't work together, because moose will walk away when you hear cutting, machines comes it's going to run and go to another territory. For example, my father in law he's up north, he said he never had moose in his trapline. There are a lot of moose*

*there now. Why they went there, it's because the forestry pushed them away. The last forest, that's where it is. (Participant 17)*

*And it's, to me it's sort of, everything is diminished, everything has gone down. There are hardly any more any moose in this area anymore. No more rabbit, no more partridge. [coughs] Like, like some of the elders are saying, I noticed too. Since a couple of years, there's no more any more wildlife around. There's no more porcupine, no more rabbits, no more partridge. And—even these elders, I noticed too, they sort of noticed there's hardly anymore songbirds anymore. There used to be many before in the spring. There used to be hundreds, hundreds of them all around the camp. But now where you go back to your camp around the spring you don't hear any songbirds anymore. (Participant 1)*

### 4.3 Expériences vécues lors des consultations

Comme mentionné plus tôt, les groupes de travail conjoint sont une instance locale où le *tallyman* rencontre le gouvernement afin d'être consulté concernant les opérations forestières sur son aire de trappe. Cette structure de consultation réglementée par la Paix des braves vise à un partage d'informations entre les *tallymen* et le gouvernement, et potentiellement à des ajustements aux plans afin que les pratiques culturelles des Cris soient harmonisées avec les activités forestières. C'est donc l'analyse de ces processus de consultation, du point de vue des *tallymen*, dont il est question dans ce travail de recherche.

Pierres angulaires de la consultation, les mesures d'harmonisation<sup>5</sup> cherchent à réconcilier les pratiques forestières aux activités des Cris et elles sont négociées dans les rencontres des Groupes de travail conjoint. Les demandes d'harmonisation visent à mitiger les impacts de l'industrie selon les besoins spécifiques des *tallymen* et à atténuer les effets des coupes forestières sur l'aire de trappe. Cependant, un manque de confiance en ces procédures, tant au niveau de leurs négociations que de leurs mises en œuvre ressort du discours des *tallymen*

---

<sup>5</sup> Comme vu au chapitre de mise en contexte, « l'harmonisation est un mécanisme qui vise à atténuer l'impact négatif des activités forestières sur les usages autochtones à l'échelle individuelle et locale, par l'entremise de petites modifications apportées au plan (par exemple, corridors de protection élargis le long des sentiers et des cours d'eau). Il revient au détenteur de la tenure forestière de se prononcer sur la validité de la demande, même si, en cas de divergences d'opinions, le gouvernement doit être mis au courant de la situation par l'entremise du rapport de consultation » (Teitelbaum, 2015 : 310).

rencontrés. Ce manque de confiance relève entre autres des attentes divergentes entre l'industrie, le gouvernement et les *tallymen*, ainsi que de la barrière de la langue et des connaissances. Cet ensemble de circonstances donne l'impression aux *tallymen* d'avoir peu d'impact réel sur la planification forestière de leur aire de trappe.

#### 4.3.1 Évolution depuis la Paix des braves

Bien que la perception générale des Cris rencontrés à l'égard de leur participation aux groupes de travail conjoint soit plutôt négative, il n'y a pas de doute que la signature de la Paix des braves a marqué un tournant dans la relation que les Cris entretiennent avec l'industrie. Avant la signature de l'Entente, la consultation était peu encadrée et la participation des *tallymen* n'était pas systématique. La Paix des braves a permis de réglementer et de structurer les processus de consultation. Les *tallymen* remarquent une évolution dans la manière qu'ils sont consultés depuis l'implantation de la Paix des braves et sentent qu'une partie des compagnies forestières sont plus à l'écoute des besoins et intérêts des Cris :

*[My father] said that there was nothing that he could do about it [...] just no way, we had no power to say anything. We weren't consulted at the time. This was way before the consultation started coming in and new logging laws. So today we have consultations... (Participant 10)*

*These forestry companies, they sort of, a couple of years before, they would just cut in, cut in, cut in, without our knowledge, even when we'd tell them they didn't care cause we'd didn't have agreement before, forestry agreement. It wasn't until a couple of years ago that the Crees sat down with the forestry companies and they told them; 'Enough is enough'. And a lot of these forestry companies, they sort of listened but some of them don't even. (Participant 1)*

*But when the Paix des braves came, and consultations done in terms of to the industry and road networks, well I, to me, I think it was much better managed than the way it was done before, because before we had no say. The people, that's why you say, so many roads here, because there's forestry camp. This is Short lake here, and there's a forestry camp here, and then there's another one at [this] lake over here. And then, but at the same time, there were other activities coming from this site here. But since the Paix des braves, [inaudible -20:42] in terms of to where they were cutting, I have some say to what I would like to see. (Participant 4)*

Malgré qu'ils soient contents d'être informés et de savoir où sont situées les coupes sur leur aire de trappe, de même qu'ils perçoivent positivement le fait d'être considérés dans

l'aménagement du territoire, les *tallymen* remarquent que les changements sont tout de même limités dans la pratique concrète :

*Interviewer: But it sounds like, from what I'm hearing, you nonetheless think that's there's been a pretty significant improvement in the past 20 years, just in terms of how people are being informed, and how much influence they're able to have on the planning.*

*Participant: Yeah, there's a communication network, but even though there is a communication network, the extent of what happens, this not necessarily means that there's been big changes. (Participant 4)*

D'ailleurs, les changements positifs apportés par la Paix des braves ainsi que les consultations ne rendent pas les coupes forestières plus agréables :

*Interviewer: Have you ever asked for something that they said no to? Like a change?*

*Participant: Not really, no. Everything went, when you ask, they actually work on it. Even if they don't do it right away, but once they're over there, that's when they do it I guess.*

*I: Hm-hm. Did you even ask them to stay out of an area? If you ask them to stay in an area, do they usually agree?*

*P: Yeah they agree. But you just tell them: 'This is how far you're allowed to cut. And this area, we wanna protect.' Like, I've made a, we made a 1% area, so they won't be allowed to go, continue cutting around this area. (Participant 4)*

Par ailleurs, depuis la signature de la Paix des braves, ce sont des représentants du gouvernement qui participent aux groupes de travail conjoint et ce sont eux qui s'occupent des communications avec l'industrie concernant les mesures d'harmonisation. Auparavant, l'industrie était en mesure de prendre des ententes à la carte avec les *tallymen* et de les compenser selon leur besoin, que ce soit monétairement ou par de petits travaux. Bien que la protection des activités crie était moins réglementée, cette manière de fonctionner semblait plus efficace selon certains *tallymen* rencontrés :

*If the company is working along the area, here and the guy wants an access... take for instance, they have some cutting here. They have to make a road here to retrieve the wood. They can ask for a road access going right to the lake. They'll do it. They've been doing roads right to the lake. But now you're dealing with the MFFP... because they set the rules and regulations. They won't do it. But they've been doing it on the sly, the forestry companies. They're doing it for people. They still do it sometimes. The guy tells me that. Doing the road. Just don't say anything. The MFFP will never go check on the harmonization measure. They won't. They never do. So why would they go check on a road? (Participant 6)*

*Interviewer: Yeah. And you feel like, for example, the Paix des braves agreement, and the changes that came around forestry, have made a difference?*

*P: I think before, the first time when this forestry compensation came out, in some ways they were a lot better for us than it is today.*

*I: What was the difference between then and now?*

*P: Cause before, the forestry company paid us direct compensation, but now it's through the government. But for the Indian people there, the payment that came direct from the forestry company was a lot better than from the government. (Participant 2)*

*Participant: The first time they were starting this trapline, before this here went up to there and there, the small forestry first, so he said he used to get 10.000\$ every, for forestry, who were starting, who were starting cutting his trapline. He used to get 10.000\$.*

*Interviewer: Compensation?*

*P: Yeah, yeah, every year. So now, he said, he's not getting nothing, but only things, just to buy, and fix his cabin.*

*I: Yeah, there's like, a program now?*

*P: Yeah, yeah. So he doesn't like that. (Participant 7)*

On peut voir que les compensations monétaires plaisaient à certains *tallymen*, alors que depuis la signature de la Paix des braves ce genre de pratique est exceptionnel. De plus, les coupes mosaïques, méthode alternative des coupes à blanc, distribuent les activités forestières sur l'ensemble du territoire, donnant l'illusion que les coupes sont plus nombreuses, en plus d'augmenter les kilomètres de chemins forestiers. Cette situation semble être perçue négativement par certains *tallymen*, bien que la superficie allouée aux coupes ait en réalité diminué :

*There's an overall decrease in the amount of allowable cut. For sure there was a decrease. But people see the Paix des braves as more cutting because it's more distributed. More of the territory is affected by forestry, and more roads are built. Before the Paix des braves you had something like 16.000km of roads. After the Paix des braves, a couple of years, and you're talking about now 13-15 years, you have 33.000. [...] It doubled. Because the problem was, mosaic cutting introduced more roads. Mosaic cutting introduced more cutting over the territory. (Participant 6)*

*Mais tu sais, la coupe mosaïque c'est pire jusqu'à une certaine limite, parce que ça fait en sorte que là, systématiquement ils ont des chemins sur le territoire pour avoir accès [...] Si c'est blocs résiduels là, demeurent d'une certaine surface, là la coupe mosaïque peut avoir son sens si on veut atteindre les objectifs d'aménagement faunique. Mais ce n'est pas le cas actuellement, c'est uniquement les objectifs d'approvisionnement. Fait qu'ils vont garder 40 hectares, ils vont en laisser 25, ils vont en couper 40, ils vont en laisser 25, les résiduels ne sont pas nécessairement lié un à l'autre, la mosaïque est faite essentiellement pour obtenir les objectifs d'exploitation, pour répondre à des objectifs de récoltes, donc ils vont faire en sorte que ça soit plus économique de passer le chemin de cette façon-là. Fait que les résiduels ne sont pas rejoints, ce qui fait en sorte que, oui, oui, ça laisse une forêt résiduelle, mais pas interconnectée, et il n'y a pas d'objectifs fauniques en dessous de ça. C'est prévu dans la Paix des braves, mais ils ne sont pas appliqués. (participant 8)*

#### **4.3.2 Protocole de consultation et partage d'informations**

La consultation des groupes de travail conjoint est un moyen pour les Cris de garder une emprise sur leur territoire et d'en assurer une certaine gestion en participant à la planification forestière. Toutefois, certains *tallymen* rencontrés ont l'impression d'être consultés seulement par formalité sans que leurs intérêts soient concrètement pris en compte. Le fait d'être au courant des activités en cours sur leur territoire est un point de départ, mais selon les extraits suivants, la recherche d'une réelle implication des *tallymen* aux consultations serait plus positive et donnerait un sens à l'énergie investie dans ces consultations :

*The whole concept of consultation has always been very problematic in my view, because consultation is simply that people would inform you what they're going to do, but they don't ask you if it's okay. So the process of consultation is that I consulted with them yes. [...] And that's the extent of it. But there should be something more, in the sense that not just consultation, but I say something arbitrarial[sic] I'd read upon in terms of when these consultations take place. Because you see, I've been there like I say, I've been around for 29 years, and that's always been the issue, is that, well the consultations were done, but that's it. Just because you tell the person: 'This is what I'm going to do.' That's consultation. [...] I don't know if there's a way of bringing change to that. Because of the fact that it's been like this throughout all those years, I think you need to change the process of what real consultation, the purpose. (Participant 4)*

*Participant: The thing that ends up, for instance, here I'm on a winter road, but you know, they decided, the natural resources and the company decided they were gonna put in a gravel road. I said no I don't want a gravel road, I wanted to, you know, to*

*limit the access of people going in and out and just let it grow back the way it was, and no.*

*Interviewer: They didn't agree?*

*R: No, by the time I find out they came back to me, they said "no we put a gravel road in". I go, I didn't... that's not what we agreed to. They're kind of playing to some extent it's kind of like, "we'll consult with you basically on the basis of we'll tell you what we've done, and we'll talk about what you want, but it'll be on paper but it doesn't really, it's not the law type of thing, so"*

*I: you can make suggestions, but they don't have to take them into consideration?*

*R: Yeah exactly yeah, and that's what makes it impossible to work with them. Sometimes I feel like I'm sitting there going "I'm wasting my time." (Participant 12)*

La dimension autochtone de la planification forestière et l'organisation des consultations relèvent de trois instances principales, soit le gouvernement, les industriels et les représentants cris. Les *tallymen* et les responsables rencontrés perçoivent que des rapports de pouvoirs s'illustrent à travers les procédés bureaucratiques entre les trois partis. Selon les participants, la planification s'effectue entre le gouvernement et l'industrie sans inclure d'emblée la participation des Cris à son élaboration. Néanmoins, selon la Paix des braves les *tallymen* devraient participer concrètement à la planification du territoire en identifiant les sites d'intérêts Cris et les territoires d'intérêts fauniques<sup>6</sup>. Quelques participants rencontrés ne se sentent pas suffisamment impliqués en amont dans la planification et cette exclusion contrarie les Cris puisque le *Cree way of life* n'est alors pas considéré dans la planification initiale :

*[Jocelyne] est indépendante, c'est-à-dire qu'elle n'est pas au courant de la planification qui a été émis par le ministère. Puis [Erik] non plus il n'est pas au courant. Or, il est stipulé dans le chapitre de la Paix des braves, c'est l'article 3 point, en tous les cas je pourrais vous revenir avec l'article exact, spécifique aux Groupes de travail conjoints qui dit que les Groupes de travail conjoints doivent participer à la planification, à la consultation, puis au monitoring. Or, quand on arrive dans une rencontre, dans une séance de consultation, la planification est faite. Ensuite vient la consultation, mais déjà là, le planificateur a déjà établi pas mal d'éléments. Puis lors des dernières rencontres, on est arrivé dans une situation, puis c'est là que ça m'a mis une puce à l'oreille, parce que moi je n'ai pas assisté à toutes les consultations, mais à chaque fois que j'assistais*

---

<sup>6</sup> Comme mentionné dans la mise en contexte, le régime forestier adapté permet aux Cris de désigner des « sites d'intérêts » (sentier de portage, lieux sacrés, cueillette de petits fruits ou campements) représentant 1% du territoire où la récolte est interdite. Il s'ajoute à cela les « territoires d'intérêts fauniques » (habitat d'orignaux, de castors ou tanière d'ours) égalant 25% du territoire où seulement la foresterie en coupe mosaïque est permise (Québec et Cris, 2002).

*à une séance de consultation on était toujours en réaction. Les tallymen, puis [Erik] étaient toujours en réaction. On a eu toutes sortes de faces et si, des mauvaises cartes, le mauvais nom sur la carte, hum, qu'est-ce qu'on a eu ? Ah oui ! Ils ont fait adopter une mesure par les tallymen pour les travaux sylvicoles, pour nos commerciaux pour du reboisement. Puis là, ils reviennent en modification trois mois après, pour dire « Ah, non non ! Ce n'est pas du reboisement, c'est de la préparation de terrain ! » Donc ils faisaient accepter au tallymen du reboisement, alors que la préparation de terrain n'avait même pas été réalisée. Le planificateur était où là-dedans ? [L'industrie] était où là-dedans ? On ne le sait pas. Donc on est toujours en réaction. Le tallyman est toujours, toujours en réaction par rapport à ce qui se passe lorsqu'arrive la consultation. (Participant 8)*

*They don't make reference to them at all. They have argued with us a lot with regards to this area because the problem is... when they do their planning, it's always a reaction to people at the table. We're not involved in the planning like we're supposed to be. The Paix des braves says, the planning must take into consideration the Cree way of life. It doesn't. If you are going to plan in here where it's very important, you're not taking the Cree way of life into consideration. The planner is supposed to come here before he puts the planning... but he plans there. [...] I should have said to them. I should have told them, "listen to [Erik]". That's what I would tell them. Because I've been telling them that "you guys have been planning in sensitive areas!" ... "you're planning before we even can comment". You shouldn't be doing that. (Participant 6)*

Le participant 8 remarque que l'impact des *tallymen* sur le processus décisionnel demeure limité malgré leur implication lors de la consultation. Or, ce dernier assure qu'une participation significative des Cris dans la planification limiterait le va-et-vient entre la table de planification et les rencontres du Groupe de travail conjoint, puisque cela permettrait de prendre en compte en amont certains aspects spécifiques et primordiaux pour les Cris :

*On est toujours en réaction aux événements, tout le temps, tout le temps, tout le temps, le tallyman est toujours en réaction, parce qu'on ne participe pas à la planification, on n'est pas impliqué. Puis le fait qu'il n'est pas un ingénieur forestier, ça n'empêche pas un tallyman de se présenter, nous autres par exemple, on pourrait avoir notre idée d'aménagement, on pourrait recevoir les plans du planificateur, puis aux Groupes de travail conjoints faire notre propre analyse, rencontrer au préalable les tallymen, voir leur opinion, retourner ça au planificateur avec les modifications, tu sais il pourrait y avoir un autre modus operandi qui pourrait être mis en place qui favoriserait l'intégration, mais ils ne veulent pas ça. (Participant 8)*

*Ça, c'est un autre tallyman, il dit : « moi ces chemins-là je n'en veux pas, vous allez arrêter ça, il y en a trop de chemins. Vous allez faire des chemins d'hiver, mais pas de chemins de gravelles ». Fait que là, l'industriel qui était là il dit : « ben non, moi regarde, j'ai planifié, moi c'est planifié ces chemins-là, puis j'en ai pour deux ans, puis*



*ces blocs-là il faut que ça soit coupé, ça fait partie de mon plan de match, puis les chemins je les ai investis ! ». J'ai dit : « mais comment ça les chemins sont déjà investis, sont déjà cannés ? Je veux dire, il y a une consultation, on est rendu où là-dedans ? ». Fait que là j'ai demandé au responsable du ministère, j'ai dit : « c'est quoi cette affaire-là ? Comment ça ce fait que... ». « Ah ben ! » il dit : « c'est parce que tout ça, ça passe sur la table opérationnelle ». Ah, la table opérationnelle, j'ai dit : « c'est quoi ça la table opérationnelle ? ». « Ah ben », il dit : « c'est une entente entre l'industrie et le ministère ». Ah intéressant, intéressant, intéressant... (Participant 8)*

Ce sentiment d'injustice et d'impuissance lors des consultations est répandu chez plusieurs *tallymen* rencontrés et crée de la frustration. Pour les participants, il est difficile d'accepter les justifications émises par l'industrie, car ils ont l'impression de ne pas être mesure de garder un contrôle sur leur territoire :

*Like all other tallymen. They want the moose habitat untouched. But they always find a way to come in. And they'll use the volume to cut. "I have 100,000 cubic meters that I'm supposed to cut this year". And it's your moose yard. Even though you tell them, "move your cutting to the side of the mountain". And they'll say "no". That was my first, very first, discussions with them. I had to go over for my late brother. And, he had wished for the block to be moved to the side, lower, where there's no moose habitat. And, of course, the MRN used, "you're not the tallyman"... "we shouldn't be talking to you." All these reasons... That's why today, I said, I'm starting to change the way I see things on my trapline. I was a gentleman talking to them. Soft voice, always agreeing with everything... but sometimes I would have my say. But what I'm seeing this spring... I even put it on facebook. What is MFFP thinking? I am pissed off. I have to put it on Facebook. A place to release my frustration. (Participant 13)*

Les *tallymen* rencontrés ont de la difficulté à obtenir les bonnes informations concernant la planification de leur aire de trappe afin de procéder à des choix éclairés. Les représentants cris ont l'impression que l'information n'est pas partagée également avec eux. On remarque à travers le discours du participant 6 que selon lui, les documents nécessaires à la préparation des consultations sont remis aux représentants cris dans des délais qui ne leur conviennent pas et sont parsemés d'erreurs. Puisque les informations contenues dans les plans sont nécessaires à une consultation juste et éclairée, cela crée du mécontentement chez les Cris :

*Alright, just talk to you about the shape files of plans for each forest management unit are sent to the Cree joint working group to review. At least 15 days before, they have to send the shape files. We told them 30 days... they can't do it. Why I don't know. It always brings back my question. When do the planners prepare their consultation maps? Cause they make so many mistakes on them. It's like they prepare the maps on the last minute. In a rush. They deny that you know. (Participant 6)*

*They're supposed to have a 3 year management plan, they're supposed to have a 5 year management plan. They do have it. They don't share the information with us. We found out through discussions. (Participant 13)*

*...puis là, le ministère présentait des blocs de coupes à être réalisés dans un secteur du territoire [...] je ne sais pas lequel, [...], puis là le tallyman dit « non, non pas dans ce secteur-là, c'est trop, vous en avez trop bûché dans ce coin-là, ça va être correct, vous allez faire ça à l'est, complètement à l'est ». Fait que, le ministère avait pris ça en note. Et là ils sont revenus encore sur la même modification qui avait été demandée par le tallyman, pour lui dire « on ne peut pas aller là », alors le tallyman il dit « pourquoi » [...] Puis là le tallyman à ce moment-là, ils l'ont informé que ce secteur-là était déjà réservé. Or, sur la carte, ça n'apparaissait pas nulle part. (Participant 8)*

Les récits des *tallymen* expriment que les plans sont sujets à des changements de dernières minutes sans que les Cris concernés en soient avertis. Selon leurs dires, le gouvernement et l'industrie prennent de nouvelles ententes, alors qu'elles avaient au préalable déjà négociées avec les *tallymen*. Cependant, il est possible de remarquer que les participants aimeraient faire pleinement partie du processus de planification et que cette situation crée de la frustration chez les Cris puisqu'ils ont l'impression d'avoir très peu de contrôle sur le territoire. Ces circonstances entraînent une diminution de la confiance qu'on les Cris envers le processus de consultation puisqu'ils ont la perception que leurs points de vue et leurs préoccupations ne sont pas suffisamment considérés :

*But usually what they do there, like, they'll [industry] sit down and consult with us. They'll say: 'Okay we're gonna cut in this area there.' But then, sometimes they talk direct to the MRN, for they wanna change that! 'Oh we're gonna do this one here now. We won't bother with this one.' They don't tell us about it. Like it's an agreement between MRN and the company. They don't seem to respect the first agreement that we made. And they don't consult us for the second agreement. (Participant 2)*

*Well, consulting they wanna say, government gave them, to where they're gonna cut, and some inspector going there, check the trees, and the inspector says: 'No, it's too small. The trees, it's too small. We have to move that cutting area,' that they're supposed to have, so they change it, they move it. Anywhere they want. So sometimes they don't tell us, sometimes they just change it. And after the cutting, they tell us. So it's asking a lot of roads to fix, but sometimes it takes a while to understand those French guys, that we want that road fixed, so we can go hunt there. Moose. (Participant 7 et son père)*

*I'm preparing the report right now. They will see it. And I want clear answers. And if I'm not satisfied with the answers, I'll... you know. I understand other tallymen when they see their trapline afterwards, they get mean, they get angry, they get frustrated, you know. The way they speak... rather than having a nice tone, a soft tone, it's getting to be harsh. They get mad. I'm starting to feel the same too. By going to the trapline and seeing the devastating impacts of what forestry is doing to the trapline. (Participant 13)*

*It's just the approach that the MNR takes is very very, they will say one thing but they will do the other thing. And I really got to the point where I no longer have any faith or trust in what they do. (Participant 16)*

L'harmonisation est un concept dont l'interprétation ne fait pas consensus chez le gouvernement, l'industrie et les *tallymen*. Pour les Cris, toute demande de compensation ou de modification de planification forestière correspond à une demande d'harmonisation. Or, selon la Paix des braves, l'harmonisation est une modification opérationnelle de la planification demandée par les *tallymen* afin que ses activités traditionnelles soient moindrement affectées par la foresterie. L'idée de compensation est alors appelée « demande spéciale » par le gouvernement. Bien que quelques compagnies accommodent les Cris avec certaines demandes spéciales, cela ne semble pas être la norme et le gouvernement paraît peu enclin à l'idée de les exécuter. Cependant, pour les candidats rencontrés, il s'agirait d'un moyen d'être compensé par l'industrie en réponse aux dommages causés sur le territoire, selon les besoins actuels du *tallyman* :

*Harmonization measures...are defined differently by Quebec than special requests. Harmonization measures are defined as associated with the forestry planning. Harmonization measures - move the block over here because I don't want you to cut there, because it's a sensitive area. I want the road moved over here - I don't want it to go through my 25% area. Those are related to forestry. Special requests are something else that they have a great deal of trouble with. If it costs money - there is very little chance they are going to do it. But they do it. They do it at a very cheap cost. So they have a lot of complaints about special requests. I'll give you an example... special request is opening a road. That the company does not want to use, but that the trapper wants to access a hunting area - but it's brushed in, too much brush... it's an old road. So they want him to open the road, like grade it... but they make a mess when they do that. They just bulldoze everything. (Participant 6)*

Alors que l'harmonisation est supposée concilier les activités forestières et le *Cree way of life*, les *tallymen* rencontrés ont plutôt l'impression que l'industrie prend et ne donne rien en retour. Certains *tallymen* ne semblent pas être complètement contre les pratiques forestières,

seulement, ils recherchent l'équité. Le fait que la demande d'harmonisation dépend essentiellement de l'industrie et du gouvernement crée de la frustration et délégitime la procédure. Plusieurs *tallymen* rencontrés questionnent le fait d'adhérer aux coupes forestières, alors que leurs requêtes d'accommodement sont généralement déclinées par l'industrie :

*Me, the forestry company is all they want is their self. They're all going to think about their self. Like I said, when I told this company I met this company. I said something like that, I told this guy "you really want the trees, I really want road". You know. That's why we have to make settlement with this. You want it, I want it. How much you want it that's how much I want it too. We've got to be equally, you got to be fair with me because if you're not fair with me, I'm just giving you trees and you damage my land, its not fair. (Participant 17)*

*Yeah, like one time I asked the company to fix the road over here, and they said: 'I don't know, I don't think I can fix it.' And what they wanted to do, is they wanted this big area, they wanted to get all the trees [...] So I told them: 'You guys, you make a big thing out of a small little thing we ask. It's not a big long road. Just to pack it and fix it a little bit. And you guys are gonna cut all the trees. You're gonna get your taxes, the government is gonna get its taxes, and us, we don't get, not much. That's all that we ask for.' That's when I talked to the MNR, and people from the government natural resources. That's when I told them: 'You guys get a big thing out of this, and when a tallyman, or, when they ask you to, and you guys are gonna make money, you're gonna collect all your taxes, plus the people are gonna have jobs, they're gonna work.' That's what I told them. But us, small things, not a big thing. That's what we ask for. And they were trying to argue that they can't do it. And I have to stand up and [...] really push them, to make the company fix the road. (Participant 3)*

*Yes. A lot of the tallymen say: 'Why do I have to agree to all these things that you're asking me, when you don't even agree to what I'm asking you. (Participant 6)*

Le participant 8 fait aussi remarquer que selon lui, les mesures d'harmonisation répondent essentiellement aux exigences de l'industrie et que les ententes sont souvent des promesses en suspens qui n'assure pas au *tallyman* l'harmonisation :

*Ce que j'ai vu à date [comme mesures d'harmonisation] c'est des chemins d'hiver plutôt que des chemins de gravier. Mais comme véritables mesures là, c'est d'avoir accès à des lacs. Puis j'ai, par exemple, il y avait un tallyman qui voulait avoir accès à un lac, le lac [Raquette], pour le nommer, puis là il demandait à l'industrie de passer au travers, il y avait un 1% de son site d'intérêt cri, parce qu'il disait : « Regardez, moi là vous me construisez ça ici et je vous donne le ok pour que vous passiez le chemin ici ». Fait que là ça négociait sur la table là. Puis finalement le tallyman a accepté qu'ils construisent le chemin ici, mais il n'avait pas de garantie qu'ils étaient pour faire le bout de chemin*

*sur les terres de catégorie I. S'ils étaient pour être financés, l'industrie était pour trouver le financement, mais l'industrie ne s'engageait pas. Fait qu'essentiellement ce que j'ai vu c'est ce genre de mesures là, ah, évidemment d'aller livrer un voyage de bois de chauffage, « on va te livrer ton voyage de bois de chauffage », il dit : « vas-tu être bon pour me l'amener là ? » et il va dire « ah, non le plus loin qu'on peut te l'amener c'est là ».*

*When there's a road network that's actually being put in, and the road work is no longer usable because of the fact there's no more operations taking place, there is no regular maintenance. Once the road is washed out, it's washed out. The forestry company has been asked: 'Are you able to repair these roads?' 'We no longer use them, we no longer have to maintain them.' That's the perception. (Participant 4)*

Les processus bureaucratiques menant à l'harmonisation ne semblent pas entièrement compris par certains *tallymen*. Le langage d'ingénierie forestier est complexe et peut être difficile à comprendre pour quiconque n'ayant jamais œuvré dans ce milieu. Bien que les participants rencontrés possèdent une bonne connaissance du territoire, le langage et les concepts employés par le gouvernement sont des facteurs supplémentaires qui mènent à différentes interprétations et qui nuisent à la bonne compréhension du processus de consultation. Cet écart d'interprétation vient faire obstacle à une bonne coopération entre le gouvernement et le *tallyman* puisqu'ils n'ont pas les mêmes attentes ni les mêmes référents. De surcroît, les responsables du côté cri cherchent à obtenir les bonnes informations pour être en mesure de guider le *tallyman* dans les décisions concernant son aire de trappe, toutefois, l'accessibilité aux documents demandés dépend principalement du gouvernement. D'ailleurs, selon les informations des participants 6 et 8, on trouve des incohérences au sein des procédures de consultation et de planification. Cette situation crée de la confusion et alourdit la tâche des *tallymen* :

*When you look at adding blocks, it comes from previous year, 16-17, the blocks had not been cut, they transfer them to the following year. They transfer them... they take the blocks that they didn't do last year, for the following year. But they don't take the harmonization measure. - that's what the tallyman asks for, to the following year. I noticed that. And when the tallyman complains about it, Quebec says, "well, the tallyman didn't ask for it". So now we have to... every time they transfer a block, we have to ask for harmonization measure. (Participant 6)*

*Puis déjà là je me suis rendu compte qu'avec le ministère il y avait beaucoup, beaucoup de lacunes. D'abord, chaque unité de gestion avait sa façon de gérer ses données, présenter ses données puis organiser ses données. Alors que le ministère, ils ont des*

*normes numériques, ils ont des normes qui normalement sont standardisées, puis qui devaient être appliqué mur à mur dans toutes les cinq unités de gestion, puis ce n'était pas le cas du tout. Fait que déjà là, puis ensuite on s'est mis à demander, à vouloir des informations, on voulait avoir les rapports annuels, on voulait avoir l'état des lieux, on voulait avoir des informations pour permettre aux tallymen dans son aide à la décision, dans sa compréhension dans consultation d'avoir toute l'information pour comprendre, puis là plus qu'on creusait moins qu'on avait les réponses. (Participant 8)*

Afin de combler ce fossé au niveau des connaissances, le *Forest Authority* de Waswanipi a développé des outils afin d'aider la compréhension des *tallymen* lors des consultations. Ces dispositifs permettent aux Cris de mieux comprendre les opérations forestières qui se déroulent sur leurs aires de trappe en plus de faciliter la consultation. Ce processus renforce les capacités des *tallymen* en matière de foresterie et vient atténuer les différences d'interprétation liées au protocole de participation :

*Then you have handbooks that we developed. Defining forestry activities. Some tallyman don't understand what silviculture is. They don't understand what pre-commercial thinning is. They don't understand what scarification is. So we developed handbooks, pictures, and show them that. So they understand. Makes things easier for them. And we have reporting. System on consultations. And you have studies by research groups. Documentation. And capacity building. Hiring of professional staff like [Jean-Pierre]. That really helps a lot. (Participant 6)*

Par ailleurs, les Cris affirment détenir un savoir spécifique à leur territoire et à leur environnement qui n'apparaît pas totalement compris par les industriels, ni intégré aux planifications. Selon les participants, les savoirs traditionnels semblent légitimés par les planificateurs lorsqu'ils sont appuyés par les savoirs scientifiques. Cependant, les Cris soutiennent que cela représente une perte de temps et d'argent puisque généralement, les savoirs traditionnels sont utilisés et pratiqués depuis plusieurs centaines d'années, prouvant empiriquement leur efficacité. Cette situation est frustrante pour les Cris, car ils ont l'impression que leurs savoirs ne sont pas mobilisés à leur pleine capacité, créant un sentiment d'impuissance vis-à-vis certaines conséquences encourues par divers procédés scientifiques. Bien que le savoir des Cris spécifique au territoire qu'ils occupent depuis des millénaires soit un atout, l'épistémologie scientifique reste la méthode dominante qui guide les procédures à suivre lors des planifications forestières :

*Quebec had, the planners had a lot of problem with these areas. Trying to tell them this was a spawning area, don't cross there. They must make cross reference with scientific*

*knowledge. We have to go see the wildlife people to let them know this is a spawning area. But the wildlife people don't know that, that's a spawning area. It's the tallyman. It's traditional knowledge. Ah okay. Big river, like Makasagi river. They built a bridge. That's a spawning area. Wildlife area doesn't have that as a spotted area. What are we gonna do? We're gonna do a study on that, to back up the traditional laws of the tallyman. Waste of money. (Participant 6)*

*Participant: Traditional knowledge is not what they want to know. It's the scientific knowledge.*

*Interviewer: Who doesn't want to know?*

*P: the government. The government with the department - forestry. If we know something about an issue - a road, that putting culverts there, those culverts will cause devastating impacts, they won't listen to that. They say, we'll fix it after. I had to deal with one river... that river was not flowing like it was before. (Participant 13)*

En effet, les savoirs traditionnels semblent peu utilisés dans les planifications et aux dires des *tallymen* rencontrés, cela leur donne une fois de plus l'impression d'avoir très peu d'impact lors des consultations. Selon les participants, une planification conforme aux savoirs traditionnels permettrait aux *tallymen* de regagner une confiance envers les processus de consultations, plutôt que d'avoir le sentiment d'être simplement là par formalité. Ils allèguent connaître leur territoire et avancent que leurs savoirs sont utiles à une planification plus complète. Plutôt que d'être passifs, s'investir davantage dans la planification pourrait permettre aux *tallymen* de regagner un certain contrôle sur leur territoire et d'exercer une réelle influence sur les prises de décision :

*I think this is the process to just gather information regarding, either they're just trying to just find "are these Crees really real" or what they know about the land, you know? Are they dead or are they just trying to prove, you know, that maybe we're wrong. I don't know what they're trying to prove, but... I think even the consultation inspired that it can be good, if applied according to Cree knowledge and tradition, I think it would be. (Participant 9)*

Lors des consultations, des procès-verbaux sont rédigés afin d'archiver les discussions et les ententes prises entre les représentants du ministère et les *tallymen*. Cette procédure semble poser un problème chez les représentants cris puisque selon eux, le gouvernement note seulement ce qui lui est important. Toutefois, certaines discussions qui s'avèrent importantes pour les *tallymen* sont omises des rapports. Encore une fois, la différence d'interprétation du

processus de consultation est problématique puisque la vision du gouvernement ne correspond pas à la procédure attendue par les Cris :

*They told me it's not relevant, what I say. 'What do you mean it's not relevant?' 'It doesn't refer to the planning.' 'I know but it's a discussion that you had with the tallyman. Making reference to the plans! You should leave them in there.'* (Participant 6)

Afin de pallier ce manque, les représentants cris font leur devoir de noter toutes les interventions et de les intégrer aux rapports. Ainsi, deux versions des procès-verbaux sont produites, celles approuvées par le gouvernement et celle approuvées par les Cris. Toutefois, il semblerait que les deux versions n'aient pas la même valeur, puisque seulement celle du gouvernement se trouve à être officialisée :

*We have minutes. Minutes, also. Every consultation has minutes. In the minutes... I have to review the minutes for what they do. They get the first draft, they write it out, I read it, and I have to add. They don't think it's important to discuss issues - that are problems with the minutes. They are interested in what the tallyman said about the plans, and accepting them or not, and any harmonization measures. They don't want to deal with our little problems in between. They don't note that in the minutes. I do. That's why I put them in there. They say they are irrelevant.* (Participant 6)

*And I know that people from the Ministry, especially under the MNR, there are very few people that were appointed to the communities that actually spoke English, or very very minimal. Because [Erik] and I were originally the first members on the joint working group, and a lot of times we had problems because of the fact that what they said, what was discussed at these meetings, the notes that they took, were not the same. When I read the French version, I said: 'There's a lot of details that were not included, in terms of what we have in English.' And they said: 'The French version of the minutes are the official ones.'* (Participant 4)

Somme toute, le processus de consultation est une expérience que les Cris qualifient comme étant plus ou moins positive puisque selon eux, leur impact dans le processus décisionnel à l'égard de la planification forestière demeure limité. Bien que certains croient aux bonnes intentions qui sont derrière le processus, plusieurs manifestent qu'il est difficile de se faire entendre à juste titre :

*I think the harmonisations mean, well, I think that they don't apply what we say. We, I'm trying to save a lot of moose yards, I say: "hey, you can't, I don't want to do this, there's a moose yard here", before we went, it's gone, no more moose yard. You know, I've seen that happen. So that's something I don't agree with. I think the process*



*though, it's just the application, because then they turn around "we can't do that!" because of so many whatever government rules procedure that have to take place, we're only asking to protect this area, you know, why not!?' (Participant 9)*

*Interviewer: And if a tallyman decides that they simply don't the companies to be operating in a certain area, do they actually have the power to say: 'No'?*

*Participant: I don't think so. The tallyman doesn't have 100% power. Like you can't tell [the company]: 'I don't want you to cut here cause it's on the land.'*

*I: So it's more of, like a negotiation process?*

*P: Yeah, but we don't seem to get nothing out of the negotiation there. (Participant 2)*

*Interviewer: Do you feel that when you make requests in those consultation meetings that you have some leverage in terms of changing the plans and so on?*

*Participant: They do take notes but you know, we try to meet them halfway now.*

*Like we know you guys have to make a living, but we also have to make a living and you know as to whether they are really concerned about our rights and giving us some area to hunt. I do question that.. (Participant 16)*

*Interviewer: So is it a frustrating experience for you guys to go to the consultation meetings?*

*Participant: It is sometimes, when they don't listen to what we're saying, you know.*

*I: And do you feel like there's a strong limit on what you can request, or what you can ask for? You know like, could you say: 'We don't want you to go in this area at all.'? Would they consider that, or is it sort of small things?*

*P: Hm. They consider it sometimes, if it's a small thing, they consider. But depending on the trees, like I said. (Participant 5)*

### **4.3.3 À la recherche d'un compromis**

À la fin des entrevues, nous avons demandé aux participants quelle serait selon eux la meilleure manière d'harmoniser les pratiques forestières au *Cree way of life* et les réponses sont sensiblement similaires les unes aux autres. D'abord, d'être plus à l'écoute des aînés et de considérer pleinement le savoir du *tallyman*, celui qui occupe le territoire et qui connaît les impacts liés aux activités industrielles :

*Both levels of government should pay attention to the elders. Waswanipi is down to 5 original tallymen out of 62. That's very few. The others have passed away. By doing that, you will have less people that are angry. Especially in the Cree. That are out on*

*the land. That is my answer to that. Listen to us. We are the people of the land. And we know all the impacts. We do have some answers on the way to solve these matters. It's mostly rivers and we can give them the right answers. (Participant 13)*

Autrement, les réponses des participants rencontrés concernaient la protection de la nature et de la faune, par exemple en gardant une plus grande superficie de forêt intacte ou encore en arrêtant carrément les coupes :

*Interviewer: No. If you had a choice, you wouldn't have it at all?*

*Participant: Yeah, if I had a choice, I would keep my trapline. There's much forest, whatever I have left.*

*[...]*

*P: I'd like, the trapline, to be protected. Cause it's the last part of our trapline that we have natural forest, and-*

*I: This is like, like when you were a kid?*

*P: Yeah, when I was a kid.*

*I: Yeah I understand that.*

*P: And my son, today, he's going there to explore, to know where he's, where I am from, and where he's really from. (Participant 3)*

*The ideal harmonisation, me I think, maybe we should put a stop to forestry for a while. Give it a break. (Participant 9)*

*They're the one that fought for that area to be protected, because, animals, wildlife, and it's protected today and I'm hoping it will be protected forever...*

*And I have one more question, what would be for you the ideal harmonization process, or consultation process for the rights of the Cree or...*

*R: To stop cutting...*

*[Both laugh]*

*I: Completely ?*

*R: That would be ideal, here we are complaining about climate change, and you know, it's global warming and all that, but the trees are the one that are repairing the ozone and giving us oxygen, it's just plain and simple, stop cutting, you know! (Participant 10)*

*Interviewer: what would be your ideal consultation process, like what would you like it to be like in terms of how you would participate in forestry decisions and planning?*

*Participant: I think some of the areas that are needed to like, I say it's the survival of the animals that are there, you know there are certain areas where they tap and stuff like that, those areas should be left alone. Yeah don't go and cut, don't even, no moose, eh? No nothing, just leave it alone. they're not huge areas. (Participant 12)*

On peut voir que plusieurs Cris interviewés sont préoccupés par la préservation de la faune et les changements dans l'environnement. Selon les derniers extraits, on voit que les participants aimeraient prévenir la destruction de la biodiversité et des territoires naturels d'origine, tant pour des raisons culturelles et qu'environnementales. L'écosystème forestier fait partie intégrante du *Cree way of life*, d'où l'importance pour les Cris de revendiquer des pratiques forestières adaptées à leur mode de vie.

## Chapitre 5 – Discussion

### 5.1 Problématique des impacts de la foresterie

Tel que vu dans la mise en contexte, la foresterie industrielle a fait des ravages dans les années 1970 en coupant à blanc plusieurs aires de trappe, entre autres, sur le territoire ancestral de Waswanipi. Tant au niveau social que culturel et naturel, les impacts de la foresterie continuent de se faire sentir aujourd’hui. Comme le révèlent les entrevues, l’identité crie est intimement liée au mode de vie crie traditionnel et ce dernier dépend en grande partie du territoire forestier. Une portion des savoirs traditionnels autochtones et leur transmission dépendent de ce lien étroit entretenu avec le territoire. Dans son article publié en 2000, Lathoud affirme que les impacts de la foresterie sont dévastateurs pour le mode de vie crie :

[...] le mode de connaissance crie est affecté dans plusieurs de ses composantes : les perturbations écologiques invalident par exemple les signes et les indicateurs traditionnels, limitant l'utilisation des connaissances. La transmission intergénérationnelle de ce savoir et des valeurs est, elle, limitée par la détérioration des territoires familiaux. Les relocalisations successives des maîtres de chasse et des chasseurs intensifs sur d'autres territoires affectent, en outre, le renouvellement du savoir crie, en grande partie local et basé sur des expériences à long terme. (Lathoud, 2000 : 159)

Il est mis en évidence dans les entrevues que presque vingt ans plus tard, la question culturelle associée à la foresterie est toujours bien présente. Plusieurs *tallymen* soulèvent la perte de repères ou de chemins de portage que poursuivaient leurs parents et l’impossibilité pour eux de le transmettre à leur tour à leurs enfants. Ils semblent également consternés par la diminution constante d’animaux que certains remarquent sur leur aire de trappe. Selon les dires des *tallymen*, cette baisse du gibier est associée à la foresterie qui perturbe l’environnement naturel des animaux. Or, la chasse étant au cœur du mode de vie traditionnel crie, une baisse de celle-ci compromet la transmission des savoirs associés à la pratique. Aussi, les nombreuses routes engendrées par la foresterie et la perturbation des voies navigables sont venues modifier les déplacements sur le territoire, comme le signale Lathoud (2000). Il a été souligné dans les entrevues que l’altération des aires de trappe est venue transformer les pratiques de chasse et le rapport au territoire. À travers les entrevues, l’on voit que les *tallymen* concilient le mode de vie crie et « moderne », par exemple, en allant chasser en véhicule motorisé. L’ouverture du territoire permet aux *tallymen* d’aller tuer le gibier après le travail et les fins de semaine, ce qui démontre

une nouvelle réalité. Les chasseurs avaient l'habitude d'occuper le territoire tout au long de l'année et de marcher plusieurs kilomètres afin de se rendre sur leur site de chasse et de trappe. Aujourd'hui, ils ont l'opportunité d'avoir un emploi et de passer leurs vacances et leurs fins de semaine à leur chalet de chasse, généralement accessible par les chemins forestiers. Cette nouvelle réalité semble plaire à plusieurs *tallymen*, bien que certains jaloussent leur enfance passée en permanence sur le territoire.

## 5.2 Intégration des savoirs traditionnels autochtones

Selon la littérature, les savoirs traditionnels sont identifiés comme étant holistiques, qualitatifs et oraux (Nadasdy, 1999). Toutefois, lorsqu'on demande aux *tallymen* de répondre en quoi consiste pour eux les savoirs traditionnels, ce ne sont pas dans ces mots qu'ils décrivent leurs connaissances. Plusieurs ont affirmé lors des entrevues que les savoirs traditionnels cris sont en fait le *Cree way of life*, le mode de vie qu'ils affirment avoir appris de leurs parents et qu'ils souhaitent transmettre à leurs enfants. Cette perception de leurs savoirs rejoint les propos que Nadasdy a recueillis de la part d'aînés qui lui ont affirmé que les savoirs traditionnels ne sont pas tant un savoir, mais plutôt un mode de vie. Les *tallymen* ont de la difficulté à décrire concrètement ce que représentent pour eux les savoirs traditionnels, comme exprimé par une participante : « *I can't describe it. It's, for me it's everything, it's spiritual, physical, it's mental, when you go in the bush it's a healing for us, hum, there's, hum, it's like how one of my elders described it, it's a language, it's a cycle, you know?* ». Cet extrait rejoint les propos de McGregor, (2009) qui affirme que les STA sont en fait la relation même avec la Création, ce qui rend leurs explications abstraites. Cette conception du monde où la relation avec la Création est au cœur même du mode de vie et de la spiritualité dégage l'importance de l'équilibre entre chaque élément qui la compose.

Plusieurs *tallymen* ont évoqué l'idée que si la foresterie était effectuée en accord avec les savoirs traditionnels et le mode de vie cri, ils seraient plus ouverts à l'exploitation forestière. Cependant, plusieurs d'entre eux ont exprimé l'impression que les savoirs traditionnels sont valorisés afin de valider certaines décisions prises par le gouvernement ou dans le but d'apporter des changements mineurs à la planification. Cette façon de percevoir l'intégration des savoirs traditionnels de la part du gouvernement fait écho aux propos de Spak (2005) qui prétend que

les savoirs traditionnels sont rarement employés afin de réviser notre rapport à la nature, mais servent plutôt à confirmer certaines décisions. Cet apport des savoirs traditionnels insatisfaisant pour les *tallymen* démontrent un rapport de force inégal où la société dominante est avantagée. Les groupes de travail-conjoints permettent l'expression des STA mais ne favorisent pas leur intégration de façon systématique. Selon plusieurs Cris rencontrés, le système actuel d'exploitation forestière est déficient dû au fait que l'équilibre naturel de l'aire de trappe se trouve bouleversé. Les Cris ont l'impression qu'une plus grande mobilisation de leurs savoirs limiterait les perturbations sur leur aire de trappe. Comme vu dans la littérature, les procédés de « scientisation » des savoirs traditionnels évoqués par Agrawal (2002) ne représentent pas la façon dont les Cris rencontrés veulent voir leurs savoirs mobilisés. Extraire les connaissances de leur contexte ne permet pas de saisir l'entièreté de ce savoir. Au contraire, la valorisation du mode de vie cri dans son ensemble permettrait de revisiter la gestion du territoire en accord avec leurs besoins et intérêts. Par exemple, plusieurs Cris ont énoncé qu'ils aimeraient garder une plus grande part du territoire intact afin d'y retrouver un équilibre naturel et également d'être en mesure de poursuivre leurs activités traditionnelles. L'équilibre dans la nature et sur l'aire de trappe est d'ailleurs un élément qui est revenu fréquemment. Le mode de vie cri est riche en connaissance sur les milieux naturels et dépend de l'écosystème forestier. Tout au long des entrevues, l'on constate que les Cris cherchent à concilier les activités forestières sur leur territoire avec leur mode de vie, et doivent donc trouver un nouvel équilibre afin d'assurer la continuation et la transmission du mode de vie cri. Leur participation aux consultations a d'ailleurs comme objectif l'intégration des savoirs traditionnels à la planification du territoire. Toutefois, l'on remarque à travers le discours des Cris un sentiment d'iniquité qui serait à l'avantage du gouvernement. Ce rapport de pouvoir entre les représentants du gouvernement et les représentants cris serait illustré, entre autres, par le peu de crédit accordé aux savoirs sur l'écosystème fournis par les *tallymen*. La typologie développée par Hill et al. (2012) aborde d'ailleurs l'enjeu de la conciliation entre les STA et les savoirs scientifiques. Les faits relatés par les *tallymen* sous-entendent que la planification forestière tient peu compte des STA et se fonde principalement sur la science. Néanmoins, l'on peut voir que les participants aspirent à un partage mutuel des savoirs, ce qui évoque plutôt la catégorie de Hill et al. de *gouvernance de collaboration dirigée par les Autochtones*, une catégorie qui implique un certain flou entre les deux systèmes de connaissance et qui reconnaît également les institutions et les outils

autochtones en ce qui concerne la gestion des ressources. Comme cette recherche le présente, le système de gouvernance actuel est plutôt ce que Hill et al. appellent la *cogouvernance dirigée par l'organisme gouvernemental*, où les STA se trouvent valider par la science et qu'une distinction est apportée entre les deux types de savoirs. Le discours rapporté par les *tallymen* montre que leur idéal d'intégration des STA est en décalage avec le système actuel.

### **5.2.2 Rapports de savoirs et rapports de pouvoirs**

Les rapports de pouvoir sont un enjeu lors de processus démocratiques, particulièrement lorsqu'un groupe est marginalisé. Comme on peut le voir dans la littérature, la justice procédurale repose sur une participation équitable pour tous et libre de discrimination systémique. Comme le mentionne Fraser (2004), il est nécessaire que les modèles institutionnels soient en mesure d'intégrer différents modes de pensée afin que les intérêts de tous les acteurs soient valorisés. On peut soulever à travers le discours des Cris rencontrés qu'ils ont le sentiment que leur mode de vie et leurs savoirs ne sont pas mis en valeur par le gouvernement et l'industrie, dû au fait que les *tallymen* présentent leur point de vue de manière générale et qualitative plutôt que dans un langage dit « scientifique », où l'on s'attend à des données chiffrées, par exemple. Également, les Cris rencontrés ont évoqué le fait que, dans la planification forestière, leurs savoirs concernant la faune et le territoire doivent souvent être validés par des données scientifiques pour être considérés légitimes. Selon les Cris, ce phénomène nuit à la cogestion, car cette dernière est ralentie par la nécessité de vérifier la véracité de leurs savoirs, créant de la frustration chez les Cris, qui considèrent que leurs connaissances sont dévalorisées. Ce constat fait écho à une étude empirique menée par Nadasdy (2005) dans laquelle il remarque que la mobilisation des STA dans un contexte scientifico-technique est généralement dans le but de confirmer les données des scientifiques et de légitimer les décisions prises par les bureaucrates, mais sont rarement employés comme le point de départ dans les processus décisionnels.

Selon la littérature, la participation des acteurs locaux aux processus démocratiques est mise en œuvre dans le but d'offrir une gestion équitable du territoire afin de concilier les pratiques des différents usagers. Or, d'après la justice procédurale, tous ne possèdent pas la même légitimité. Comme l'exprime Kuehn (2000), les décideurs sont généralement sceptiques à l'égard de l'authenticité des savoirs locaux et vont se tourner vers la science rapportée par

l'industrie. Ce biais a comme conséquence de favoriser les acteurs qui sont habituellement privilégiés, particulièrement dans un contexte autochtone où les communautés locales cherchent à valoriser leurs savoirs traditionnels. Plusieurs Cris rencontrés ont d'ailleurs l'impression que le gouvernement prévaut les savoirs et la méthode scientifique plutôt que les connaissances traditionnelles. Le fait de prendre une décision fondée essentiellement sur les savoirs scientifiques peut venir avantager l'industrie et nuire aux *tallymen* dans la mesure où, par exemple, des informations sur la faune provenant des Cris sont discréditées, malgré l'impact direct qu'une telle décision peut avoir sur les activités traditionnelles des Cris.

### 5.3 Équité de participation

La justice procédurale fournit des réflexions intéressantes sur la participation et l'implication des populations locales. Kuehn (2010), Schlosber (2012) et Capek (1993) nous proposent des concepts – l'accès à l'information, la participation à chaque étape du projet et l'aide à la compréhension – qui conduisent notre réflexion sur l'expérience que vivent les Cris lors des groupes de travail-conjoints.

Premièrement, l'accès à l'information pour les populations locales est un pilier de la justice procédurale. Schlosberg, (2007) et Capek (1993) affirment l'importance d'avoir accès à tous les éléments essentiels dans un délai raisonnable afin que les acteurs locaux soient en mesure de prendre des décisions éclairées concernant leur territoire. Cependant, il ressort des entrevues que les *tallymen* ont l'impression de ne pas avoir accès aux mêmes informations que le gouvernement et l'industrie, comme s'il y avait une forme d'alliance de laquelle les Cris seraient exclus. Certains précisent que le gouvernement et l'industrie délibèrent sur certains enjeux sans la consultation des Cris. De plus, les *tallymen* affirment que des accords conclus avec le gouvernement concernant l'aménagement de leur aire de trappe sont modifiés ultérieurement ou, encore, qu'il est fréquent que les plans qui leur sont présentés soient truffés d'erreurs. Selon Schlosberg (2007) et Capek (1993), un partage d'information équitable entre tous les partis est essentiel afin que l'accès aux procédés démocratiques soit juste. Il est pareillement indispensable que l'information fournie soit exacte et définitive, car dans le cas contraire, les acteurs locaux ne sont pas en mesure de prendre une décision à la lumière de toutes les informations. Les *tallymen* ont le désir de s'investir dans la planification du territoire et ont



l'impression que leurs savoirs sont valables, toutefois ils sentent que leurs efforts sont banalisés par la réception qu'ils accusent de la part du gouvernement. Les données erronées et les plans d'aménagement inexacts qui sont générés pour les *tallymen* montrent un désengagement de la part du gouvernement qui ne met pas à la disposition des Cris les informations nécessaires pour une participation significative de leur part.

Deuxièmement, Kuehn (2010), Schlosberg (2007) et Capek (1993) s'entendent pour affirmer que les communautés locales doivent être engagées tout au long du processus d'un projet, et ce, particulièrement à la prise de décision. Leur expertise doit être considérée au même titre que les institutions gouvernementales et leur voix est tenue de contribuer à la prise de décision. Or, au niveau local les *tallymen* n'ont pas l'impression de participer à la prise de décision à part entière. Ils affirment contribuer à la discussion concernant la planification, mais ils ne sont pas pleinement satisfaits de ce processus puisque, selon eux, le gouvernement conserve en grande partie le contrôle de la consultation et il en revient donc à ce dernier de prendre la décision finale.

Troisièmement, afin de valoriser le discours des groupes marginalisés et leurs savoirs, ainsi que d'amoindrir les rapports de pouvoir dans les processus démocratiques, Kuehn (2000) et Schlosberg (2007) affirment qu'il est important de développer des outils d'aide à la compréhension et d'encadrer légalement les procédés afin d'assurer la participation de tous les acteurs. C'est d'ailleurs le cas chez les Cris, où les Groupes de travail-conjoints représentent des instances permettant aux *tallymen* de participer à la planification et d'être accompagnés tout au long de la consultation. La Paix des braves a offert un soutien analytique et technique aux Cris dont la forme est structurée et institutionnalisée. Le *Forest Authority* a développé plusieurs outils d'aide à la décision et engagé des consultants forestiers, néanmoins, il semblerait que certains éléments soient toujours difficiles à comprendre de la part des Cris. Cette situation qui relève des processus bureaucratiques pénalise les *tallymen* puisqu'elle nuit à une décision éclairée de leur part et démontre un manque d'effort de la part du gouvernement à instaurer un climat propice à la compréhension et à la discussion. Les entrevues dévoilent que la présentation des cartes et des plans d'aménagement ne convient généralement pas aux *tallymen*, qui semblent parfois avoir de la difficulté à en lire le contenu. Les techniques et le langage du génie forestier alimentent l'écart entre le gouvernement et les *tallymen* puisque ces derniers ne sont pas en

mesure de saisir l'entièreté des informations apportées. Comme le mentionnent Schlosberg (2007) et Kuehn (2000), il est important que tous les partis aient accès à un niveau analytique équivalent afin que les informations soient saisies par chacun d'eux. Évidemment, tous n'ont pas le même statut socioéconomique, c'est pourquoi il est primordial de fournir des ressources techniques et légales afin d'implanter un processus de participation dont l'aboutissement est équitable.

Les *tallymen* effectuent un travail réfléchi et sont bien au courant des réalités du monde contemporain. Leur pragmatisme les mène à vouloir contribuer à une gestion durable du territoire en partageant leurs connaissances et en cherchant un compromis entre les activités industrielles et les pratiques traditionnelles. Comme mentionné en entrevue, les Cris veulent être en mesure d'accroître la prise en charge du territoire par eux-mêmes et pour eux-mêmes, et plusieurs croient que la consultation est un moyen d'y arriver. Les participants émettent que les groupes de travail-conjoints sont un espace où ils sont en mesure d'être informés, de s'exprimer et, en quelque sorte, de prendre part à la décision. Par ailleurs, on perçoit un certain désenchantement de la part des *tallymen* face aux procédés consultatifs. La rigidité des processus au niveau opérationnel ne leur laisse pas la chance d'émettre de concrètes considérations sur le plan stratégique. Par exemple, le fait que les *tallymen* ne soient pas en mesure de participer à l'élaboration de la planification dès son amorce et qu'ils n'aient pas la possibilité d'échanger et de négocier directement avec l'industrie, illustrent la structure contraignante des consultations qui est dénoncée par les Cris. Bien que le *Forest Authority* de Waswanipi exécute un travail considérable dans la coordination des différents acteurs du territoire, principalement de l'industrie, du gouvernement et des chasseurs, les *tallymen* ont l'impression de se trouver dans un rapport inférieur face aux autres acteurs.

La rigidité des processus de consultation, particulièrement dans un contexte autochtone, peut nuire à une pleine implication des participants. Le cadre bureaucratique auquel les *tallymen* doivent se conformer ne semble pas convenir à tous. Les Cris reconnaissent que certains droits leur sont reconnus à l'échelle politique et juridique grâce à la Paix des braves, mais ils affirment que les règles sont essentiellement définies par le gouvernement. L'on remarque que les *tallymen* aimeraient que le protocole de l'approche participative soit davantage défini par la communauté, on peut penser, par exemple, à un processus de consultation plus souple et à une répartition

latérale du pouvoir, où tous les partis sont invités à sortir sur le terrain. En effet, plusieurs semblent dérangés par le fait que les représentants du gouvernement aient peu connaissance de la réalité du territoire. Également, la structure des processus de consultation, dont l'administration relève essentiellement de la hiérarchie et de la bureaucratie, soulève un rapport de pouvoir inégal, puisque c'est le modèle de la société dominante qui est valorisé. Comme illustré dans la littérature par Bowie (2013) les instances bureaucratiques font perdurer les rapports coloniaux en dépréciant différentes formes d'organisation.

## 5.4 Influence stratégique sur la planification

Les *tallymen* rencontrés en entrevue ont l'impression que le contrôle du territoire relève essentiellement du gouvernement et des industries, bien qu'ils possèdent l'entente définie de la Paix des braves. Comme on peut le voir dans la littérature, il y a un désenchantement des populations autochtones face à la consultation (Chiasson, Boucher et Martin, 2005; Rodon, 2003; Nadasdy, 2005; Castro et Nielsen, 2001). Ce désabusement relève, en partie, de la différence d'interprétation qu'ont le gouvernement et les Cris envers la consultation. Que signifie la consultation? Plusieurs *tallymen* rencontrés nous ont raconté qu'être informé ne suffit pas. Ils affirment être effectivement consultés, mais pour plusieurs, ce processus semble problématique puisqu'ils n'ont pas l'impression d'avoir suffisamment d'influence ni d'être impliqués dans la planification à un niveau stratégique comme ils le désireraient. La différence d'interprétation des procédés n'est pas une problématique récente puisqu'en 1993, Fontaine, chef de l'Assemblée des Premières Nations se questionnait déjà sur la définition de la cogestion en soulignant qu'une entente où ultimement le gouvernement prend les décisions est injuste et ne répond pas aux attentes des Cris. D'ailleurs, les échelles de participation, telles qu'évoquées dans la littérature par Hill et al (2012) permettent de démontrer l'écart entre ce qui est attendu de la cogestion et la réalité vécue sur le terrain. En analysant les entrevues, l'on constate qu'effectivement, les différents aspects de la collaboration sont en décalages avec ce à quoi les *tallymen* aspirent.

Selon la typologie de Hill et al (2012), le système actuel de gouvernance sous le chapitre 3 de la Paix des braves ressemble au modèle de *co-gouvernance dirigée par l'organisme gouvernemental*. Effectivement, au niveau de la prise de décision, on remarque que

cette dernière est encadrée par des structures négociées et qu'elle est partagée entre le gouvernement et les Autochtones. Bien que le gouvernement garde en grande partie le contrôle et qu'il lui revient la décision finale, les groupes de travail-conjoints sont un espace où les *tallymen* sont en mesure de s'exprimer et, en quelque sorte, de prendre part à la décision. De plus, au niveau de la définition des règles, des droits leur sont reconnus au niveau politique et juridique grâce à la Paix des braves où les règles opérationnelles y sont également prescrites. Cette entente négociée par le gouvernement de la Nation crie ne semble pas complètement convenir à l'échelle locale vu les insatisfactions manifester par les participants à l'étude.

Les Groupes de travail conjoints sont mis en place afin que le *Cree way of life* soit considéré et dans le but de donner un espace aux *tallymen* de s'impliquer dans la planification du territoire. Ces derniers reconnaissent l'apport des structures de participation mises en place par les groupes de travail-conjoints, mais ils ont plutôt l'impression d'être informés et d'échanger de l'information avec le gouvernement sans avoir un réel impact dans la prise de décision. Néanmoins, il est clair que la majorité des participants rencontrés convoitent un processus de consultation où ils sont en mesure d'influencer les prises de décision concernant leur territoire.

La vision exprimée par les *tallymen* lors des entrevues résonne avec la catégorie de *collaboration dirigée par les Autochtones*. Encore une fois, lorsque l'on se réfère à la dimension de la prise de décision du tableau I, les participants souhaitent que cette dernière soit conforme aux valeurs et à la culture crie tout en continuant de répondre aux exigences du gouvernement. Également, au niveau de la définition des règles, on remarque que les *tallymen* aspirent à ce que les mesures de l'approche participative soient définies par la communauté, on peut penser, par exemple, à un processus moins hiérarchique et bureaucratique où tous les partis sont invités à sortir sur le terrain. De plus, au niveau des valeurs culturelles, le discours des *tallymen* laisse entendre que les priorités d'aménagement sont en décalage avec celle du gouvernement. Pour les *tallymen* rencontrés, la protection du mode de vie traditionnel semble avoir préséance sur la matière ligneuse.

Le rôle qu'ont les *tallymen* ne semble pas correspondre à leurs attentes ni à la définition qu'ils donnent de la consultation. Les Cris rencontrés ont l'impression que pour le gouvernement les Groupes de travail conjoints sont une manière de les aviser de ce qui se passe

sur leur aire de trappe, alors que les Cris aimeraient que leurs considérations et intérêts soient tout autant valorisés dans la planification. Cette problématique est en fait une question de partage de pouvoir et de l'interprétation de sa mise en œuvre, telle qu'évoquée dans la littérature. Rodon (2003) exprime que le partage du pouvoir dans les prises de décisions est un enjeu dans la mesure où, généralement, les gouvernements perçoivent les ententes de cogestion comme une forme de consultation, alors que les autochtones y voient une réelle opportunité d'être impliqué et de s'investir sur les questions qui les concernent. On retrouve ce phénomène auprès des Cris rencontrés lorsqu'ils soulignent être consultés, mais qu'ils ont le sentiment que le gouvernement agit plus à titre informatif, en laissant peu d'espace aux *tallymen* pour s'affirmer. Boucher, Chiasson et Martin (2005) et Castro et Nielsen (2001) évoquent également cette problématique. Selon les chercheurs, lors de consultations, le partage de pouvoir est généralement inégal et la présence des communautés autochtones à la table donne l'impression d'une certaine acceptabilité sociale. Ce sentiment est partagé chez plusieurs *tallymen* rencontrés qui ont l'impression de participer aux consultations par formalité plutôt que par un réel intérêt de la part de gouvernement. On le voit d'ailleurs à travers les études empiriques de Nadasdy (2005), où la participation des peuples autochtones vise parfois à légitimer les actions gouvernementales et industrielles, alors qu'ils recherchent un réel échange de connaissances et que leurs avis et intérêts soient considérés à un niveau stratégique.

Les *tallymen* rencontrés aimeraient avoir la chance de participer à la planification stratégique dès l'élaboration des premiers plans, toutefois, ils ont plutôt l'impression d'être consulté seulement une fois l'élaboration terminée. Le désir des populations locales d'être consultées en amont et de participer à l'élaboration des projets concernant leur territoire rejoint également les propos de Schlosberg (2007) qui affirme que les populations locales aspirent à prendre les décisions pour elles-mêmes, sans être représentées par diverses instances. Pour ce faire, il est primordial que la communauté ait accès à toutes les informations et qu'elle soit consultée dès le départ et tout au long du processus en ayant un espace dans la prise de décision.

## 5.5 Conclusions

L'entente de la Paix des braves représente un grand pas vers l'avant en matière de contrôle du territoire pour les Cris. Plusieurs pratiques, comme les mesures d'harmonisation et

les sites d'intérêts cris, visent une conciliation du mode de vie cri avec les opérations forestières. À travers les entrevues, l'on perçoit que les *tallymen* sont prêts et souhaitent s'engager davantage dans la gestion de leur territoire, mais que le processus de valorisation du mode de vie cri n'avance pas au rythme auquel ils aspirent.

En effet, une forme de valorisation du mode de vie traditionnel et de l'identité cris transcende par la transmission des savoirs aux générations futures, et pour assurer ce transfert, il est nécessaire de conserver une certaine intégrité du territoire afin de préserver les repères (chemins de portage, sites de trappe, etc.) et la faune. Or, une telle valorisation de l'identité est en tension avec les opérations forestières, car les impacts de la foresterie viennent altérer l'équilibre naturel de l'aire de trappe.

Une autre façon de valoriser l'identité crie dans un contexte de foresterie, est d'intégrer les savoirs traditionnels dans la planification forestière, d'inclure les communautés à la prise de décision et de considérer le mode de vie cri dans la planification. Comme nous venons de le voir, les processus de consultation ne semblent pas répondre entièrement aux aspirations des Cris. Les divergences dans la compréhension des processus de consultation et d'harmonisation créent des attentes non comblées chez les *tallymen*. Ce décalage entre les attentes et la réalité vécue par ces derniers dépeint, entre autres, l'incompréhension qu'ils ressentent par rapport à leur rôle dans les Groupes de travail conjoints et relativement aux mesures d'harmonisation, ce qui leur laisse l'impression de ne pas avoir l'influence escomptée sur la planification et par le fait même, peu de contrôle sur le territoire. En revanche, le peu d'impact qu'ont les *tallymen* sur la planification illustre également des rapports de pouvoirs inégaux entre le gouvernement et les Cris, symbolisés par l'espace limité accordé aux savoirs traditionnels et par des processus de participation hautement bureaucratisés.

## Conclusion

Ce présent mémoire avait comme objectif principal de rendre compte de la réalité et de l'expérience des *tallymen* lors des processus de consultation concernant l'exploitation forestière de leur territoire ancestrale. Toujours selon la perspective des *tallymen*, nous cherchions plus précisément à faire état de la place accordée aux savoirs traditionnels tout au long du processus de planification forestière ainsi que de soulever le partage du pouvoir et de l'autorité entre les *tallymen* et les représentants du gouvernement. Cette recherche sociologique a démontré la complexité de la participation des peuples autochtones dans la gestion environnementale, où plusieurs nuances ont dû être prises en considération afin de rendre compte du tableau le plus justement possible. Celle-ci contribue à bonifier le champ de la recherche empirique sur la participation locale des peuples autochtones lors d'entente de cogestion.

Les conclusions de cette étude sont en phase avec la littérature sur la participation où l'on y pointe les nombreux bienfaits de l'engagement des communautés, mais où l'on y constate également la pluralité de défis qui se dressent, faisant obstacle à une implication significative des peuples autochtones.

Tel que vu dans la discussion, l'entente de la Paix des braves a joué un rôle essentiel dans la mise en place de structures participatives auxquelles l'industrie forestière doit se soumettre systématiquement. Cet espace de négociation est apprécié des *tallymen*, bien qu'ils critiquent les contraintes qui limitent leur pleine implication dans la planification. Effectivement, plusieurs *tallymen* affirment qu'une planification et une gestion de l'écosystème forestier en fonction des savoirs traditionnels rendraient la foresterie beaucoup plus acceptable. Selon ces derniers, le niveau d'implication qui leur est attribué ne permet pas un contrôle du territoire ni une influence stratégique à la hauteur de leurs attentes. On peut donc dire que les Groupes de travail conjoints représentent un grand pas vers l'avant, mais que ceux-ci ne cadrent pas complètement les aspirations des *tallymen* et représentent pour ces derniers un rendez-vous manqué de mettre en valeur leur expertise du territoire.

Ce bilan fait écho aux constats évoqués dans la littérature où l'on y apprend que les savoirs traditionnels autochtones représentent rarement le point de départ dans les prises de décision et doivent généralement être validés par la science (Spak, 2005). Nombreux auteurs

(Rodon, 2003; Castro et Nielsen, 2001; Boucher, Chiasson et Martin, 2005) font également état de la problématique associée au partage du pouvoir et de l'autorité lors de cogestion. Manifestement, les communautés autochtones cherchent à obtenir une influence stratégique au niveau de la planification afin d'accroître leur contrôle du territoire, alors que pour les gouvernements il s'agit davantage d'un moyen d'informer et d'échanger avec les populations sur les projets de développements à venir sur leur territoire.

Malgré les critiques formulées par les *tallymen* à l'égard des Groupes de travail conjoints, l'acharnement des Cris et leurs démarches proactives les mènent sans aucun doute vers un plus grand contrôle du territoire et l'accroissement de leur autonomie politique, qui ensemble, permettent à la Nation crie d'accéder à une plus grande autodétermination.

En terminant, il serait intéressant d'intégrer des participants d'autres horizons dans de futures recherches, par exemple, des membres de l'industrie, du gouvernement et des *tallymen* d'autres communautés, et ce, dans l'optique d'arriver à un portrait plus complet et d'accroître la compréhension de l'enjeu complexe qu'est la participation locale des Cris d'Eeyou Istchee concernant la planification forestière.



## Bibliographie

Agrawal, A. 2002. « Indigenous knowledge and the politics of classification ». *International Social Science Journal*. 54: 287–297.

St-Hilaire, A et Walter, G. 2013. « Réforme des politiques forestières au Québec et dynamique interne des structures étatiques de gestion forestière ». Chiasson, G., Leclerc, E. (Dir.) *La gouvernance locale des forêts publiques québécoise*. Presses de l'Université du Québec, Québec, QC, 65-88.

Anaya, J. 2013. « Le droit des peuples autochtones à l'autodétermination après l'adoption de la Déclaration ». Charters, S., Stavenhagen, R. (Dir.) *La déclaration des droits des peuples autochtones – Genèse, enjeux et perspectives de mise en œuvre*. L'Harmattan, Paris, France, 186-200.

Arnstein, S. R. 1969. « A Ladder of Citizen Participation ». *Journal of the American Planning Association*. 35 (4): 216-224.

Asselin, A. et Basile, S. 2012. « Éthique de la recherche avec les peuples autochtones, Qu'en pensent les principaux intéressés? » *Éthique Publique, Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*. 14 (1): 1-10.

Awashish, P. 2018. « Une brève introduction au système traditionnel de gouvernance Eeyou des territoires de chasse (gouvernance traditionnelle Eeyou Indoh-hoh Istchee) » *Anthropologica*, 60 (1): 5-8.

Berkes, F. 1994. « Co-management : Bridging the two solitudes » *Northern Perspectives*, 22 (1-2): 18-20.

Berkes, F. 2007. « Adaptive Co-Management and Complexity: Exploring the Many Faces of Co-mangement ». Armitage, D., Berkes, F., et Doubleday, N. (Dir.) *Adaptive Co-Management : Collaboration, Learning, and Multi-Level Governance*. Presses UBC, Vancouver, Canada, 19-37.

Blais, R., Boucher, J.L. 2013. « Le temps des régimes forestiers au Québec ». Chiasson, G., Leclerc, E. (Dir.) *La gouvernance locale des forêts publiques québécoise*. Presses de l'Université du Québec, Québec, Canada 33-63.

Bowie, R. 2013. « Indigenous Self-Governance and the Deployment of Knowledge in Collaborative Environmental Management in Canada ». *Journal of Canadian Studies*. 47 (1): 91-121.

Campenhoudt, L. V. et Quivy, R., [1995, 2006] 2011. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Dunod, Paris, France. 262 p.

- Capek, S. 1993. « The “Environmental Justice” Frame: A Conceptual Discussion an Application ». *Social Problems*. 40 (1): 5-24.
- Castro, A. P., Nielsen, E. 2001. « Indigenous people and co-management: Implications for conflict management ». *Environmental Science & Policy*. 4 (4): 229-239.
- Chiasson, G., Boucher, J. et Martin, T. 2005. « La forêt plurielle : nouveau mode de gestion et d’utilisation de la forêt, le cas de la Forêt de l’Aigle ». *Vertigo : la revue en sciences de l’environnement*. 6 (2): 1-11.
- Chism, J. 2010. « Les choses ne sont pas toujours ce qu’elles semblent être : Mythologie des connaissances ». Petit, J-G., Viger, Y.B., Aatami, P., Iserhoff, A. (Dir) *Les Inuits et les Cris du Nord du Québec. Territoire, gouvernance société et culture*. Presse de l’Université du Québec, Québec, Canada, 389-384.
- Conseil Cri-Québec sur la foresterie. Mis à jour en 2015. *Mission et mandats*. En ligne au <<http://www.ccqf-cqfb.ca/fr/mission-et-mandat>>, consultée le 22 octobre 2017.
- Conseil Cri-Québec sur la foresterie. Mis à jour en 2015. *Fonctionnement*. En ligne au <<http://www.ccqf-cqfb.ca/fr/fonctionnement-2/>>, consultée le 22 octobre 2017.
- Conseil Cri-Québec sur la foresterie. Mis à jour en 2015. *Entente sur la gouvernance entre les Cris d’Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec*. En ligne au <<http://www.ccqf-cqfb.ca/fr/le-regime-forestier-adapte/entente-gouvernance-entre-cris-ei-et-gouvernement-quebec/>>, consultée le 22 octobre 2017.
- Coon Come. M. 2004. « Survival in the Context of Mega-resource Development. Experience of the James Bay Crees and the First Nations of Canada ». Blaser, M., Feit, H., McRae, G (Dir.) *In The Way of Development: Indigenous Peoples, Life Projects and Globalization*. Zed Books, London, 153-165.
- Corntassel, J. 2008. « Toward Sustainable Self-Determination: Rethinking the Contemporary Indigenous-Rights Discourse ». *Alternatives*. 33: 105-132.
- Cree First Nation of Waswanipi. Sans date. *Our seasons*. En ligne au <<http://www.waswanipi.com/en/seasons/break-up>>, consultée le 12 juillet 2018
- Delgamuukw v. Colombie-Britannique. [1997] 3 SCR 1010
- Fraser, N. 2004. « Justice sociale, redistribution et reconnaissance ». *Revue de Mauss, la découverte*. 1 (23): 152-164.
- Gagnon, A. 1973. *La Baie-James indienne, texte intégral du jugement du juge Albert Malouf*. Éditions du jour, Montréal. 211.
- Gervais, L-M. Mis à jour en le 10 septembre 2018. « Les Cris de Waswanipi en colère contre Québec ». *Le Devoir*. En ligne au

<<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/536372/les-cris-de-waswanipi-en-rogne-contre-quebec>>, consultée le 20 octobre 2018

Gouvernement du Québec. 2008. *La forêt, pour construire le Québec de demain*. Document synthèse. Québec, QC.

Gouvernement du Québec et les Cris du Québec. 2002. *Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec*. Québec, QC.

Grand Council of the Crees. Mis à jour en 2018. *The Eeyou of Eeyou Istchee*. En ligne au <<https://www.cngov.ca/community-culture/communities/>>, consultée le 12 juillet 2018.

Green, J. 2004. « Autodétermination, citoyenneté et fédéralisme : pour une relecture autochtone du palimpseste canadien ». *Politique et Sociétés*. 23 (1): 9-32

Green, L. J. F. 2008. « Indigenous Knowledge' and 'Science': Reframing the Debate on Knowledge Diversity ». *Archaeologies*. (4) 1: 144-163.

Houde, N. 2014. « La gouvernance territoriale contemporaine du Nitaskinan: tradition, adaptation et flexibilité ». *Recherches amérindiennes au Québec*. 44 (1): 23-33.

Hill, R., Grant, C., George, M., Robinson, C. J., Jackson, S. et Abel, N. 2012 « A typology of Indigenous engagement in Australian environmental management: Implications for knowledge integration and social-ecological system sustainability ». *Ecology and Society*. 17: 1-17.

Kingsbury, B. 2002. « Competing Conceptual Approaches to Indigenous Group Issues in New-Zealand Law ». *University of Toronto Law Journal*. 52 (1): 101-134.

Kuhen, R. R. 2000. « A Taxonomy of Environmental Justice ». *Environmental Law Reporter*. 30: 10681-10703.

Lalonde, L. 2017. *La participation des Premières Nation à la gouvernance des forêts publiques québécoise*. Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, QC.

Lane, M., et Hibbard, M. 2005. « Doing It for Themselves: Transformative Planning by Indigenous Peoples ». *Journal of Planning Education and Research*. 25: 172-184.

Lathoud, F. 2005. « Paradigme socio-culturels associés au territoire forestier de la Baie James ». *Vertigo : la revue en science de l'environnement*. 6 (1): 1-10.

Le Blanc, K. 2009. *Évaluation de la participation des Cris dans la procédure d'évaluation environnementale de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ)*. Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, Montréal, QC.

Lemos, M. C., Agrawal, A. 2006. « Environmental Govenance ». *Annual Review of Environment and Resources*. 31: 297-325.

Lévesque, L. Mis à jour le 24 juillet 2012. « Québec et les Cris signent une entente pour un gouvernement régional » *La Presse*. En ligne au <<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201207/24/01-4558458-quebec-et-les-cris-signent-une-entente-pour-un-gouvernement-regional.php>> Consultée le 20 juillet 2018.

Matunga, H. 2000. « Theorizing Indigenous Planning ». Walker, R., Jojola, T., Natcher, D., (Dir.) *Reclaiming Indigenous Planning*. MC-Gill Queens University Press, Montréal, 3-32.

McGregor, D. 2009. « Linking Traditional Knowledge and Environmental Practice in Ontario » *Journal of Canadian Studies*. 43 (3): 69-100.

Morantz, T. 2011. « Deux peuples différents, deux trajectoires différentes : Le commerce des fourrures et le gouvernement ». Petit, J-G., Viger, Y.B., Aatami, P., Iserhoff, A. (Dir) *Les Inuits et les Cris du Nord du Québec. Territoire, gouvernance société et culture*. Presse de l'Université du Québec, Québec, Canada, 39-52.

Mulrennan, M. E. et Scott, C. 2005. « Co-management – An attainable Partnership? Two Cases from James Bay, Northern Quebec and Torres Strait, Northern Queensland ». *Anthropologica*. 47 (2): 197-213.

Naoufal, N. 2016. « Connexions entre la justice environnementale, l'écologisme populaire et l'écocitoyenneté ». *VertigO: La revue électronique en sciences de l'environnement*. 16 (1): 2-26.

Nadasdy, P. 1999. « The politics of TEK: Power and the integration of knowledge ». *Arctic anthropology* 36 (1): 1-18.

Nadasdy P. 2005. « The anti-Politics of TEK: The institutionalization of Co-Management Discourse and Practice ». *Anthropologica*. 47 (2): 215-232.

Nations Unies. 2007. *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*. En ligne au <[https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP\\_F\\_web.pdf](https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP_F_web.pdf)>, consultée le 3 juillet 2018.

Ministère des Affaires autochtones et du Nord du Canada. Mis à jour le 3 août 2017. « Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ». *Gouvernement du Canada*. En ligne au <<https://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1309374407406/1309374458958>>, consultée le 3 juillet 2018.

Paillé, P. 1996. « Qualitative par théorisation (analyse) » dans A. Mucchielli (Éd.), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin. P.184-190.

Pellow, D. N. et Brehm, H. M. 2013. « An environmental Sociology for the Twenty-First Century ». *Annual Review of Sociology*. 39: 229-250.

Publications Québec. Mise à jour le 1<sup>er</sup> septembre 2017. Légis Québec. En ligne au <<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/A-18.1>>, consultée le 21 octobre 2017.

Preston, R.J., 2011. « Les transformations de la communautés, de l'identité et de la spiritualité des Cris du Québec ». Petit, J-G., Viger, Y.B., Aatami, P., Iserhoff, A. (Dir) *Les Inuits et les Cris du Nord du Québec. Territoire, gouvernance société et culture*. Presse de l'Université du Québec, Québec, Canada, 385-402.

Robert, J. 2005. « La Forêt modèle crie de Waswanipi... Un secret bien gardé! ». *Le Couvert Boréal*. Automne, p. 22-23.

Rodon, T. 2003. *En partenariat avec l'État, Les expériences de cogestion des Autochtones du Canada*. Presses de l'université Laval, Québec, Canada, 320 p.

Salée, D. et Lévesque, C. 2010. « Representing Aboriginal Self-Government and First Nations/State Relation: Political Agency and the Management of the Boreal Forest in Eeyou Istchee ». *Revue internationale d'études canadiennes* (40): 99-135.

Schlosberg, D. 2007. *Defining Environmental Justice – Theories, Movements, and Nature*. Oxford University Press, New-York, États-Unis, 238 p.

Schlosberg, D. et Carruthers, D. 2010. « Indigenous Struggles, Environmental Justice, and Community Capabilities ». *Global Environmental Politics*. 10 (4): 12-35.

Shrader-Frechette, K. 2002. *Environmental Justice : Creating Equity, Reclaiming Democracy*. Oxford University Press, New-York, États-Unis, 288p.

Secrétariat aux Affaires autochtones. 1998. *Convention de la Baie James et du Nord québécois et conventions complémentaires (CBJNQ)*. Les publications du Québec, Québec, QC.

Smith, L. T. 2013. *Decolonizing methodologies: Research and indigenous peoples*. Zed Books Ltd. London, Grande-Bretagne, 240p.

Spak, S. 2005. « The position of Indigenous Knowledge in Canadian Co-Management Organizations ». *Anthropologica*. 47 (2): 233-246.

Stephen, C. E. 2005. « Meaningful Consideration? A Review of Traditional Knowledge in Environmental Decision Making ». *Arctic Institute of America*. 58 (1): 66-77.

Teitelbaum, S. 2015. « Le respect des droits des peuples autochtones dans le régime forestier québécois : quelle évolution (1960-2014) ». *L'environnement en débat au Québec*. 56 (2-3): 299-323.

Tipa, G. et Welch, R. 2006. « Co-Management of Natural Resources: Issues of Definition from an Indigenous Community Perspective ». *Journal of Applied Behavioural Science*. 42 (3): 373-391.

Weber, M. [1904] 1965. *Essais sur la théorie de la science*, Plon, Paris, France, 539 p.

Wilson, S. 2001. « What is Indigenous Research Methodology? » *Canadian Journal of Narrative Education*. 25 (2): 175-179.

Young, I. 2007. *Global challenges: war, self-determination and responsibility for justice*. Polity, Malden, États-Unis, 216 p

# **Annexe I : Formulaire de consentement**

## **CONSENT FORM**

### **A study of Quebec's forestry planning process and mechanisms for the integration of Indigenous knowledge**

By filling out this consent form, you are providing your consent to participate in a research study being conducted by:

Sara Teitelbaum, Associate Professor  
Département de Sociologie, Université de Montréal,  
Pavillon Lionel-Groulx, Montréal, Québec,  
(514) 343-6111, extension 49083

#### **A. PURPOSE OF THE STUDY**

The objective of this project is to understand the mechanisms by which Quebec's forestry planning process integrates Aboriginal knowledge into forest management. In addition, the study aims to evaluate whether these policy mechanisms, such as harmonization measures, are working for Aboriginal peoples active on the land, and what the main challenges are to ensuring the protection of Aboriginal rights. This will occur through analysis of policy documents but also through interviews with Aboriginal peoples and forestry professionals (both Aboriginal and non-Aboriginal). You have been selected for an interview, because of your experience participating in forestry planning processes.

#### **B. PROCEDURES**

Interviews will take place in a mutually agreed-upon place, such as the band council office, the natural resource office in the community or at a workplace. The interview will revolve specifically around your experience with the forestry planning process (for example consultation processes, harmonization processes) and the impacts of forestry practices on your traditional activities.

The interview should last between 45 and 60 minutes.

#### **C. CONFIDENTIALITY**

With your permission, the interview will be recorded. Should you prefer not to be recorded, the interviewer will take hand-written notes instead. The digital recording will be transcribed in full. The digital and paper files will be stored by the researcher, on the university campus, and will only be shared with research assistant(s) on a temporary basis. All your responses will be kept confidential. Your name will not appear on the transcript. Furthermore, when we publish the results of the study, no names will be used and we will ensure that all responses are untraceable to any particular person. The results of this study will be used only for academic purposes. We will also share with you the results of the study, should you request them.

#### **D. RISKS AND BENEFITS**

We have not identified any risks to participants. By participating in this study you are helping

to generate new knowledge concerning the effectiveness of current practices of integrating Aboriginal knowledge in forestry planning in Quebec and identifying improvements which should be made. This is important research considering the many challenges that Aboriginal communities face in having their voices and concerns heard within forestry planning. The results of this study, in their broad form, will be shared with community members through a report and a public presentation.

## **E. CONDITIONS OF PARTICIPATION**

- I understand that I am free to withdraw my consent and discontinue my participation at any time without negative consequences.
- I understand that my participation in this study is confidential.
- I understand that the data from this study may be published.\_\_\_\_

I HAVE CAREFULLY STUDIED THE ABOVE AND UNDERSTAND THIS AGREEMENT. I FREELY CONSENT AND VOLUNTARILY AGREE TO PARTICIPATE IN THIS STUDY. \_\_\_\_

NAME OF PARTICIPANT (please print)\_\_\_\_\_

SIGNATURE\_\_\_\_\_

NAME OF RESEARCHER\_\_\_\_\_

SIGNATURE\_\_\_\_\_

If at any time you have questions about the proposed research, please contact the principal researcher, Sara Teitelbaum, Department of Sociology, University of Montreal at (514) 343-6111, ext49083 or [sara.teitelbaum@umontreal.ca](mailto:sara.teitelbaum@umontreal.ca)

- If at any time you have questions about your rights as a research participant, please contact the research ethics counsellor at Université de Montréal, Simon Hobeila, at 514 343-7338 or by email at [simon.hobeila@umontreal.ca](mailto:simon.hobeila@umontreal.ca)

## **F. OUR THANKS**

On behalf of the research project, we would like to thank you warmly for your participation.

Your collaboration is an essential part of making this research project a succes





